

LE SUCCÈS DE L'IATF, LE NOUVEAU GOUVERNEMENT, LA NUMÉRISATION, SES VACANCES...

Le président Tebboune face à la presse

P 24



POUR COUVRIR L'ÉCHEC DE LA PLAINTE CONTRE L'ALGÉRIE À LA CIJ

Assimi Goïta délire

LIRE EN PAGE 2



ALGÉRIE/ÉTATS-UNIS

Une nouvelle ère en perspective

LIRE EN PAGE 3

Ahmed Attaf a eu, en marge de la participation algérienne à la 80e AG de l'ONU, une intense activité diplomatique menée avec plusieurs de ses homologues étrangers et autres diplomates haut placés.

► G20
L'Algérie salue le leadership de l'Afrique du Sud



Ph : DR

GOVERNEMENT

L'avant-projet de la Loi de finances 2026 examiné

P 4

PROTECTION DE L'ENFANT

Les médias appelés à accompagner les efforts de l'État

P 4

EXPLOITATION DU PHOSPHATE

Un méga investissement chinois de 1,6 milliard \$

P 5

HIPPODROME GUIRI AISSA BENSAKER - BARIKA, CET APRÈS-MIDI À 16H00

LES COURSES EN DIRECT

Entre spécialistes des courses de vitesse

P 21

L'ÉDITO

La justice française, qui vient de condamner Nicolas Sarkozy, l'ancien président de la République, à « 5 ans de prison ferme avec mandat de dépôt différé et exécution provisoire ainsi qu'une inéligibilité de 5 ans » au cas où il serait tenté par l'élection de 2027. Il est convoqué le 13 octobre prochain pour son incarcération. Par ce jugement, la justice française a fait preuve de discernement en décidant de « balayer devant la porte » de son pays. Cette France toujours apte à donner des leçons aux autres. De Giscard d'Estaing avec « les diamants de Bokassa » jusqu'à Nicolas Sarkozy et ses ministres, avec l'argent libyen et son premier ministre, François Fillon, avec « les emplois fictifs de sa femme et de ses enfants » en passant par Jacques Chirac et ses « emplois fictifs de la mairie de Paris », sans oublier Marine Le Pen, condamnée pour « détournements de fonds publics européens » avec inéligibilité de cinq ans alors qu'elle est candidate favorite pour la présidentielle de 2027. Ce n'est pas tout, si le « poisson pourrit par la tête », en France il descend les marches. Avec un Cahuzac, ses mensonges et ses fraudes. Un DSK (Dominique

Sarkozy, les malfaiteurs et l'Élysée

Strauss-Kahn) avec ses affaires de mœurs alors qu'il allait gagner l'Élysée en 2012. Le contre-exemple au pays de Talleyrand a déteint sur une bonne partie du personnel politique français. C'est le cas de François Mitterrand avec l'affaire « Mazarine » et son « cancer caché ». Depuis, les français ont développé, envers le personnel politique, une suspicion chronique. Une véritable république « bananière » qui a pour siège l'Élysée. De là, comble de l'ironie, elle donnait des leçons aux anciennes colonies. Elle les sanctionnait même. Elle avait désigné le père fouettard, Jacques Foccart et Bob Denard le bour-

reau. C'est dans cet esprit de condescendance que Nicolas Sarkozy a, lui même dirigé, au sein de l'OTAN, le chaos en Libye. Ce qui a aussi permis l'élimination de Mâamar Gueddafi. D'ailleurs son ombre planait au-dessus du tribunal lorsque Sarkozy est sorti de la salle d'audience après le prononcé du jugement. Il avait le visage décomposé. Il criait à l'injustice de la justice (sic). Qu'il allait faire appel. Le malheureux oublie que la Cour risque d'aggraver sa peine. De toute manière, il collectionne les procès. À tel point qu'il s'est rendu aux audiences du procès de l'affaire libyenne avec les bracelets électroniques d'une précédente condamnation. Cette fois, ce n'est pas l'affaire de la vieille Bettencourt. Gueddafi vient de l'envoyer en prison. Il compte sur ses 70 ans pour demander un aménagement de peine. D'autres condamnations sont en cours. Le 8 octobre prochain, la cour de cassation doit rendre sa décision sur l'affaire Bygmalion. Le 25 novembre prochain est attendu le délibéré de l'appel sur l'affaire des sondages de l'Élysée. Et d'autres procédures... Notons simplement, que la légion d'honneur a été retirée à Sarkozy. La France humiliée, la France endettée, la France discréditée, aurait crié De Gaulle. Se relèvera-t-elle ?

Zouhir Mebarki

POUR COUVRIR L'ÉCHEC DE LA PLAINTE CONTRE L'ALGÉRIE À LA CIJ

Assimi Goïta délire

Pour justifier leur échec à engager une procédure auprès de la Cour internationale de justice (CIJ), les responsables de la junte militaire au Mali s'en prennent à l'Algérie.

L'exercice est facile pour l'auto proclamé président de la République, le putschiste Assimi Goïta, qui s'est épanché, dans un communiqué rendu public le 25 septembre et signé par son ministre de l'Intérieur, porte-parole du gouvernement, le général de brigade Abdoulaye Maïga, en versant dans la désinformation contre notre pays en informant l'opinion publique que la CIJ a notifié au gouvernement de transition malien le refus de l'Algérie d'accepter la compétence de cette juridiction concernant l'affaire du drone abattu, dans la nuit du 31 mars au 1er avril 2025, par la défense aérienne de l'Armée nationale populaire. Ce communiqué truffé de contre-vérités qui continue de soutenir que le drone a été abattu dans le territoire malien est en réalité une fuite en avant de la junte militaire au pouvoir au Mali. Cette dernière qui fait l'objet d'une multitude de plaintes déposées auprès de la CIJ, par de nombreuses ONG de défense des droits de l'homme pour crimes de guerre commis dans la région du Sahel, a trouvé la parade en versant son fiel et une coulée d'insultes contre l'Algérie qu'elle a accusé de soutenir les groupes terroristes dans le nord du Mali. Rien que, ça. Or Goïta et ses comparses savent



bien que l'Algérie a toujours œuvré dans le sens de la stabilité et la sécurité des pays voisins. Elle a, à maintes reprises appelé au retrait des groupes armés qui commettent des exactions et sont à l'origine de déplacements des populations soumises à une véritable terreur dans la région du Sahel. Goïta et ses complices putschistes ont dénoncé les accords d'Alger qui avaient permis le retour du calme et la sécurité dans le nord du Mali et toute la région du Sahel. Et malgré cet état de fait l'Algérie avait poursuivi ses tentatives pour faire aboutir un dialogue inclusif entre le pouvoir en place à Bamako et les groupes de défense des populations Touaregs et des « Azaweds » qui sont des groupes reconnus, impliqués dans un processus de règlement politique pacifique pour régler le problème du nord du Mali, et non jamais été affublés du qualificatif de groupes terroristes. La sortie de la junte militaire au pouvoir au Mali et venue pour

créer un épais rideau de fumée pour cacher en réalité le retrait des pays du Sahel, dirigés par des putschistes (Mali, Niger et Burkina Faso) de la Cour pénale internationale (CPI), pour fuir les nombreuses plaintes déposées par des ONG, qui les accusent de crimes de guerre et contre l'humanité. Goïta et ses comparses savent bien que dans ses statuts, la CPI, ne peut pas engager des poursuites contre un État qui n'en est pas membre. C'est donc une façon de fuir toute menace de poursuite devant cette juridiction que la junte malienne s'est retirée de la CPI et a annoncé la création de la Cour pénale et des droits humains du Sahel, dont le siège sera basé à Bamako. L'accusé se proclame juge pour recevoir les plaintes de ses victimes pour mieux les soumettre à sa loi. Une situation ubuesque que tentent de créer Goïta et les autres présidents putschistes de l'alliance des Etats du Sahel (AES) qui avaient annoncé le

22 septembre dernier leur retrait de la CPI qu'ils ont qualifiée "d'instrument de répression néo-coloniale aux mains de l'impérialisme", tout en précisant vouloir se doter de "mécanismes endogènes pour la consolidation de la paix et de la justice", qui devraient baliser le chemin vers une Cour pénale sahélienne. Le juriste Youssouf Diallo, estime qu'en l'absence d'une juridiction compétente pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans l'espace confédéral de l'AES, le retrait des trois pays de la CPI, crée "un vide juridique". Et c'est justement cette situation que tente de couvrir Goïta en s'attaquant à l'Algérie. Il faut rappeler dans ce cadre que Amnesty International et l'ONG Human Right Watch, ont rendu publics des communiqués dans lesquels ils dénoncent le retrait de trois pays membres de l'AES de la CPI.

Slimane B.

DÉTOURNEMENT DE FONDS DE LA CNAS

10 ans de prison requis contre Tidjani Hassan Haddam

Le parquet du pôle pénal spécialisé dans la lutte contre la corruption de Sidi M'hamed à Alger a requis une peine de dix ans de prison ferme contre l'ancien ministre du Travail et de la Sécurité sociale Tidjani Hassan Haddam. Ce dernier avait exercé ses fonctions ministérielles du 1er avril 2019 au 4 janvier 2020. L'ex ministre et plusieurs co-accusés sont poursuivis pour une vaste affaire de détournement de près de 600 milliards de centimes de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). Les faits remontent à la période où Haddam dirigeait la CNAS. Selon les conclusions de l'enquête, il aurait validé l'achat illégal d'un immeuble inachevé à Kouba à Alger, causant une perte considérable pour le Trésor public. Le dossier implique également un promoteur immobilier et d'anciens présidents d'Assemblées populaires communales (APC).

L. Z.

À PROPOS DE L'ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'AIPA :

« Une étape marquante dans le parcours de la diplomatie parlementaire algérienne »

L'Union interparlementaire arabe (UIPA), représentée par son secrétaire général, Ahmed Ben Alaoui Hafid Baaboud, a adressé un message de félicitations au président de l'Assemblée populaire nationale (APN) et président de l'UIPA, Brahim Boughali, à l'occasion de l'adhésion de l'Algérie, en qualité de membre observateur unique, à l'Assemblée parlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA). Dans son message, l'UIPA a souligné que « cette réalisation constitue une étape marquante dans le parcours de la diplomatie parlementaire algérienne et reflète le prestige ainsi que le rôle actif et croissant de l'Algérie aux niveaux régional et international », mettant en avant « les atouts historiques, civilisationnels et la volonté politique constante qui permettent à l'Algérie de renforcer la coopération et le partenariat avec les différentes instances parlementaires à travers le monde », est-il indiqué dans un communiqué de l'APN. L'UIPA a également relevé que cette adhésion « ouvrira de larges perspectives à l'Assemblée populaire nationale pour l'échange d'expériences et d'expertises législatives, ainsi que pour la coordination des positions sur les questions communes, notamment en matière de promotion de la paix, de sécurité et de développement durable ». « Cette étape traduit la confiance de la communauté parlementaire internationale en l'Algérie, reconnue comme une voix modérée et sage, capable de consacrer le dialogue et de bâtir des ponts entre les peuples », est-il souligné dans le communiqué. En outre, l'UIPA a exprimé « sa fierté de ce succès, qui vient enrichir le parcours diplomatique de l'Algérie », réitérant « sa haute appréciation des efforts déployés par Brahim Boughali au service des causes arabes dans le cadre de sa présidence de l'Union ». À cette occasion, l'UIPA a souhaité à l'Algérie « davantage de progrès et de prospérité ainsi qu'à son Parlement une réussite continue et un rôle toujours plus prépondérant ».

A. N.

SESSION PARLEMENTAIRE 2025-2026

La Commission des Affaires étrangères arrête son agenda

La Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale à l'étranger de l'Assemblée populaire nationale (APN), s'est réunie, jeudi, pour arrêter son agenda pour la session parlementaire 2025-2026, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Au début de la réunion, le président de la commission, Yacine Abib, a indiqué que le programme de travail s'inscrit dans « la continuité des efforts déployés par la commission pour renforcer la présence de la diplomatie parlementaire dans les

différents fora, en étant en phase avec la politique extérieure du pays au service des intérêts suprêmes de la nation », a précisé la même source. « Le programme devra être global et réaliste, répondant aux défis régionaux et internationaux actuels, en insistant sur le suivi des préoccupations de la communauté nationale à l'étranger et la recherche de solutions concrètes, notamment celles liées aux aspects administratifs et socioéconomiques », a ajouté le président de la commission. Après avoir passé en revue les grandes lignes du programme, Abib

a ouvert le débat avec les députés, qui ont « présenté une série de propositions visant à renforcer l'efficacité des activités et à garantir la réussite de leurs objectifs », ajoute le communiqué. Dans ce cadre, un plan d'action a été débattu, qui prévoit « l'organisation de conférences et des séances d'audition de plusieurs membres du gouvernement et responsables de certains secteurs concernés, ainsi que la programmation de visites et de rencontres diplomatiques », précise la même source.

Sarah O.

À LA DEMANDE DE CE CHEF DE PARTI

Le président Tebboune reçoit Fatah Boutbig

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune a reçu le président du Front El-Moustakbal, Fatah Boutbig, à sa demande. L'audience s'est déroulée en présence du conseiller du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Said.

L. Z.

CNERMN54

20 enseignants-chercheurs installés par Tacherift

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection au Centre national d'études et de recherche sur la Résistance populaire, le Mouvement national et la Révolution du 1er Novembre 1954 (CNERMN54). Selon un communiqué du ministère, le ministre a présidé, au cours de cette visite, la cérémonie d'installation de 20 enseignants-chercheurs, ce qui permettra de « renforcer l'équipe scientifique et de recherche du Centre ainsi que ses efforts dans le domaine des études historiques ». À cette occasion, Tacherift s'est enquis des missions de ce centre en matière de recherche scientifique, de préservation de l'Histoire nationale et de sauvegarde de la Mémoire nationale, avant d'inspecter les différents services et départements, conclut le communiqué.

Ania N.

ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS

Une nouvelle ère et des opportunités économiques en perspective

Dans le cadre de sa participation au segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies (AG), le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a rencontré, jeudi à New York le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, avec lequel il a évoqué "les différentes dimensions et axes des relations algéro-américaines et passé en revue avec lui les efforts conjoints visant à les hisser à des niveaux supérieurs en renforçant le dialogue stratégique et en approfondissant le partenariat économique".



La relation commerciale "croissante" entre les États-Unis et l'Algérie est en train de créer de nouvelles opportunités économiques, a indiqué le secrétaire d'État adjoint américain, qui a évoqué une "nouvelle ère" de coopération entre les deux pays. "J'ai été ravi de rencontrer le ministre des Affaires étrangères algérien, M. Attaf pour célébrer ensemble une nouvelle ère de coopération entre les États-Unis et l'Algérie", a assuré Christopher Landau dans un texte publié sur les réseaux sociaux (X) à l'issue de son entretien avec Ahmed Attaf. "La relation commerciale croissante entre les États-Unis et l'Algérie est en train de créer de nouvelles opportunités économiques qui profitent à la fois aux Américains et aux Algériens", a soutenu Christopher Landau. Sous le leadership des présidents des deux pays, Abdelmajid Tebboune et Donald Trump, "nous travaillons ensemble pour faire progresser la sécurité régionale et promouvoir une paix durable dans la région", a-t-il précisé, par ailleurs. "Ensemble, nous pouvons créer un avenir meilleur pour tous les peuples de la région", a-t-il conclu. De nombreux indicateurs mettent en relief la solidité du partenariat unissant l'Algérie et les États-Unis, et particulièrement la volonté et la disposition des deux parties à œuvrer à son renforcement dans le cadre des échanges bilatéraux économiques, de manière à renforcer leurs intérêts communs. Les observateurs notent qu'il existe de nombreuses entreprises américaines en Algérie qui créent des opportunités d'emploi

et une croissance économique dans plusieurs secteurs, tels que l'industrie pharmaceutique et le secteur de l'énergie, dans le cadre de relations algéro-américaines fructueuses de part et d'autre, dans le domaine économique, surtout à la faveur des changements survenus au niveau des lois économiques en Algérie pour attirer davantage l'investissement étranger. Les responsables américains veulent œuvrer à aller de l'avant pour renforcer l'investissement direct en Algérie. Quant au domaine commercial, les États-Unis considèrent que l'Algérie dispose de potentiel pour jouer un rôle important en la matière tant en Afrique qu'en Europe. À titre d'exemple, dans les filières de la santé, l'Algérie encourage l'échange d'expertises et de savoir-faire, ainsi que le transfert de connaissances et de technologies dans les domaines de la prévention, de la sécurité bio-

logique, de la gestion des urgences médicales et de la formation. Il est question de l'organisation prochaine d'un forum bilatéral sur l'industrie pharmaceutique, réunissant les hommes d'affaires des deux pays avec la participation des différents secteurs concernés en Algérie, ce qui constituerait, un espace important pour le développement de la coopération bilatérale. Plus globalement, il y a de toute évidence, une volonté commune qui anime les dirigeants des deux pays et un souci exprimé, à maintes occasions, de renforcer le partenariat algéro-américain dans diverses filières et de l'étendre et de le diversifier au service des intérêts communs, dans la foulée de la dynamique positive que connaît le partenariat bilatéral dans nombre de domaines vitaux à caractère prioritaire pour les deux pays.

M. R.

HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN Ahmed Attaf s'est entretenu, à New-York, avec Massad Boulos

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est entretenu, hier à New York, avec le haut Conseiller du président des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique, Massad Boulos, et ce en marge du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, l'entretien a été l'occasion de passer en revue la dynamique progressive des relations algéro-américaines, tant au niveau du dialogue stratégique multiforme entre les deux pays que du riche partenariat économique qu'ils développent. La même source a ajouté que les discussions ont également permis de poursuivre les consultations entre les deux parties sur des questions régionales clés d'intérêt commun, notamment celles qui relèvent du mandat du conseiller du président américain.

R. N.

G20

L'Algérie salue le leadership de l'Afrique du Sud

L'Algérie a salué « le leadership distingué dont a fait preuve l'Afrique du Sud durant sa présidence du G20 » appréciant hautement « ses efforts inlassables dans la promotion de priorités stratégiques profondément alignées sur les besoins, les priorités et la vision de progrès de l'Afrique », a déclaré le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines, Ahmed Attaf, au début de son intervention lors de la réunion ministérielle du G20 à New York, en marge de la 80ème session de l'Assemblée générale des Nations unies.

La réunion s'inscrit dans le cadre de la préparation du sommet du G20, prévu en novembre prochain à Johannesburg, qui sera rehaussée par la participation de l'Algérie, en tant qu'invité spécial. « Grâce au leadership avisé de l'Afrique du Sud et à l'adhésion à part entière de l'Union africaine, nous pensons que le G20 est désormais bien placé pour mener un programme global de changement mondial qui serve le bien commun », a-t-il

ajouté. Par la voix d'Ahmed Attaf, l'Algérie a appelé à œuvrer ensemble « pour préserver ce qui peut être considéré à juste titre comme l'héritage le plus sacré et le plus précieux de l'humanité, notamment l'ONU elle-même, tous les principes du droit international et le système multilatéral qu'elle incarne ». Ahmed Attaf a également souligné l'importance d'une « prise de conscience croissante des injustices et des déséquilibres qui minent le système actuel de gouvernance mondiale, ce qui doit conduire à des réformes concrètes. Il n'est plus acceptable que l'Afrique reste en marge du monde, et il est impératif d'entreprendre des réformes globales du Conseil de sécurité et des trois institutions de Bretton Woods pour mettre fin à des décennies d'injustice historique infligées à notre continent. »

Le ministre d'État a plaidé pour une place légitime de l'Afrique dans la définition de l'économie mondiale future, et pour garantir que l'Afrique ne soit pas à la traîne dans les révolutions transformatives. D'autre part, dans le cadre de sa participa-

tion au segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies (AG), Ahmed Attaf a rencontré, jeudi à New York, l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura.

Dans le même cadre, le ministre d'État a eu des entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues. Il s'est entretenu notamment avec le ministre des Affaires étrangères du Sultanat d'Oman, Badr Bin Hamad Albusaidi, le ministre des Affaires étrangères et européennes de la République de Croatie, Gordan Grlj Radman, le ministre des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Ignazio Cassis, et le sous-secrétaire d'État américain, M. Christopher Landau.

Sa rencontre avec son homologue omanais a permis de "passer en revue les étapes importantes franchies dans la consolidation des relations de fraternité et de partenariat entre les deux pays frères, conformément à l'attention particulière que leur accordent les dirigeants des deux pays, comme en témoigne la visite d'État effectuée par le prési-

dent de la République, M. Abdelmajid Tebboune au Sultanat d'Oman en octobre 2024, ainsi que celle effectuée par son frère, sa Majesté le Sultan Haitham ben Tariq en Algérie en mai 2025", selon le communiqué.

Avec son homologue croate, les discussions ont porté sur "les moyens de mettre à profit les prochaines échéances bilatérales en vue de booster davantage la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines économiques, à l'instar de l'investissement, l'énergie, le commerce, la construction navale et les infrastructures", ajoute la même source.

Quant à ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères suisse, les deux parties ont passé en revue "les perspectives de renforcement du dialogue politique et de dynamisation de la coopération économique entre les deux pays, tout en échangeant les vues et les analyses sur plusieurs questions internationales et régionales d'actualité", a relevé la même source.

M'hamed Rebah

SAIHI DEPUIS NEW YORK : « Le président Tebboune fait des jeunes sa première priorité »

Dans son allocution à la réunion consacrée à la célébration du 30e anniversaire d'adoption du Programme d'action mondial pour la jeunesse, tenue en marge de la 80e session de l'Assemblée générale (AG) des Nations Unies, le ministre du Travail, Abdelhak Saihi, a affirmé, depuis New York, que les jeunes en Algérie représentaient une « priorité première » dans le programme du président de la République, Abdelmajid Tebboune et jouissaient « d'une attention particulière dans le programme d'action du Gouvernement ». À cette occasion, le ministre a affirmé que « l'Algérie est fermement convaincue que les jeunes constituent une ressource durable et intelligente pour garantir la paix et la sécurité internationales », soulignant qu'« investir dans leur formation et leur permettre de participer activement à la mouture et à l'exécution des politiques publiques est le meilleur moyen de réaliser les objectifs du développement durable (ODD) ».

Il a, en outre, relevé que la jeunesse en Algérie « représente une priorité première dans le programme du président de la République », rappelant que cette catégorie, qui constitue 70% de la population globale, « bénéficie d'une attention particulière à travers le programme d'action du Gouvernement, qui s'attèle à l'élaboration du Plan national de la jeunesse ».

Le ministre a expliqué que l'Algérie « consacre d'importantes ressources financières pour garantir la gratuité de l'enseignement, la prise en charge sanitaire et le développement des infrastructures sportives », outre le « renforcement de l'entrepreneuriat économique des jeunes à travers des initiatives de qualité, à l'instar de la création du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), qui consacre leur rôle actif dans le processus de développement et de renouvellement ».

SAIHI DÉPLORE LA SITUATION TRAGIQUE DES JEUNES DANS LA BANDE DE GHAZA

Par ailleurs, Saihi a appelé à la nécessité de « permettre à tous les jeunes du monde de faire part de leur vision d'avenir sur un pied d'égalité, en tenant compte des disparités entre les différentes catégories et pays, qu'ils soient développés ou en développement, ou confrontés à des crises et à un manque de ressources et d'expertises ».

À ce titre, il s'est longuement attaché sur la « situation tragique » que vivent les jeunes dans la bande de Gaza, trois décennies après l'adoption du Programme d'action mondial pour la jeunesse, affirmant qu'ils « font face à une machine de guerre, à des agressions répétées et à un génocide utilisant tous les moyens, y compris la famine systématique comme arme silencieuse, la confiscation des terres et la privation du droit à une vie digne », soulignant, dans ce contexte, qu'il est « du droit de la jeunesse palestinienne de jouir de la paix et de la sécurité et de rêver d'un avenir prometteur et plein de perspectives ».

Saihi a réaffirmé l'importance de cette réunion, qui est « l'occasion de renforcer le dialogue entre les gouvernements et les représentants de la jeunesse, d'étudier leurs priorités et leurs besoins dans les différentes régions, et de parvenir à une vision globale et équilibrée qui jette les bases d'une stratégie mondiale pour l'autonomisation des jeunes et la consécration de leur rôle en tant que force centrale dans la construction de l'avenir », conclut la même source.

Ania N.

PROTECTION DE L'ENFANT

Les médias appelés à soutenir et accompagner les efforts de l'État

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a présidé, jeudi à Alger, les travaux d'un atelier de formation destiné aux journalistes, autour du thème: « le rôle des médias dans la protection des droits de l'enfant ».



Dans son allocution à cette occasion, Bouamama a mis en avant « l'attention particulière » que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde à cette catégorie, qu'il a placée parmi les priorités de ses programmes et des politiques de l'État, mettant en avant « l'engagement de l'Algérie en faveur d'une pratique effective de protection et de prise en charge de l'enfance ». Le ministre a également salué l'arsenal juridique national relatif aux droits de l'enfant ainsi que les efforts soutenus déployés dans ce sens par les instances spécialisées. Après avoir insisté sur la nécessité pour les médias de « traiter avec prudence et un haut sens de responsabilité cette catégorie vulnérable, afin

d'éviter tout dérapage susceptible de lui porter préjudice », Bouamama a appelé les journalistes à « assumer pleinement leurs responsabilités dans l'accompagnement des efforts de l'État et de la société pour protéger l'enfance et garantir ses droits ». Le ministère de la Communication, en coordination avec les différentes parties concernées, œuvrera à organiser des ateliers mensuels consacrés aux questions relatives aux médias et aux affaires nationales, dans le cadre d'une stratégie visant à former les journalistes et à leur permettre

d'acquérir des compétences professionnelles, juridiques et éthiques, à même d'assurer une couverture optimale des dossiers vitaux, a ajouté le ministre. Évoquant, par ailleurs, les crimes et graves violations que subissent les enfants palestiniens, notamment à Gaza, Bouamama a réaffirmé la solidarité constante de l'Algérie avec le peuple palestinien.

« L'ALGÉRIE PARMIS LES PREMIERS À AVOIR RATIFIÉ LA CIDE EN 1992 »

Pour sa part, la Représentant

te de l'UNICEF en Algérie, Katarina Johansson a affirmé que « l'Algérie a toujours été et demeure un partenaire clé en matière de promotion des droits de l'enfant », rappelant qu'elle était parmi les premiers pays à avoir ratifié la Convention internationale sur les droits de l'enfant en 1992 et qu'elle œuvrait depuis lors à la concrétisation de ses engagements. Ces efforts, ajoute Johansson, « reflètent la volonté de l'Etat algérien de faire de la protection de l'enfance une priorité nationale ».

Ania N.

IL A MIS EN AVANT LE RÔLE ASSUMÉ PAR L'AGENCE DANS LE PAYSAGE MÉDIATIQUE NATIONAL

Bouamama en visite au siège de l'APS

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a effectué, mercredi, une visite au siège de l'Agence Algérie Presse Service (APS) à Alger, où il a sillonné les différents services et s'y est enquis du fonctionnement du travail, saluant son rôle dans la transmission de l'information avec objectivité et professionnalisme. Accompagné du directeur général de l'APS, Samir Gaïd, le ministre a fait le tour des différents services et rédactions de l'APS, où il a reçu des explications détaillées sur la nature du travail journalistique de l'Agence, la qualifiant de « vitrine médiatique de l'Algérie ». Il a, à cette occasion, mis en avant l'importance du rôle de l'APS dans la transmission de l'information avec « objectivité et professionnalisme », rele-

vant le nombre important de dépêches produites par l'Agence, qui a atteint plus de 109.000 dépêches l'année dernière, en sus de la production audiovisuelle et autres services d'information, ce qui reflète, a-t-il dit, « l'importance du travail accompli et le rôle essentiel assumé par l'APS dans le paysage médiatique national, en restant la voix de l'Algérie à l'intérieur et à l'extérieur ». À cette occasion, Bouamama a évoqué certains défis qui se posent sur la scène médiatique, affirmant que « des solutions seront trouvées progressivement à toutes les problématiques ». « Les portes sont ouvertes pour améliorer les conditions de travail et accorder à l'Agence l'attention qu'elle mérite en tant qu'entreprise nationale séculaire, héritière de la Révolution et l'un des sym-

boles emblématiques de la presse algérienne ». Le directeur général de l'APS, Samir Gaïd a mis en avant le rôle de cette institution médiatique dans la transmission de l'information en temps réel avec précision et clarté, en assurant une traduction journalistique de toutes les informations qu'elle diffuse au niveau national ou international, outre la stratégie de déploiement adoptée et basée sur le lancement de services d'information en langues étrangères et le développement des compétences de veille médiatique. Il a souligné, dans ce cadre, qu'il tient à ce que « la voix de l'Algérie soit présente médiatiquement », à travers la transmission de l'information précise, de manière objective.

A. N.

GOUVERNEMENT

L'avant-projet de la Loi de finances 2026 examiné

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée à définir l'approche pratique de mise en œuvre des orientations du président de la République Abdelmadjid Tebboune, données lors du Conseil des ministres du 21 septembre, et l'examen de l'avant-projet de la Loi de finances 2026, indique un communiqué des services du Premier ministre. Concernant l'approche pratique de mise en œuvre des orientations du président de la

République, le communiqué précise que « ces orientations ont permis d'identifier les objectifs stratégiques de l'action gouvernementale pour la période à venir, tout en soulignant la nécessité d'assurer le plus haut degré d'efficacité et d'efficience, notamment en mettant l'accent sur le travail de terrain, ainsi que sur l'importance d'une synergie des efforts et d'une coordination totale entre les membres du Gouvernement. La méthodologie d'élaboration des plans d'action sectoriels ordonnés

par le président de la République a également été adoptée ».

En outre, ajoute la même source, le Gouvernement a entamé « l'examen de l'avant-projet de la Loi de finances pour 2026, en passant en revue la situation économique générale et les perspectives de croissance de l'économie nationale, ainsi que les éléments de cadrage macroéconomique et budgétaire de ce projet de loi. » Par la suite, le Gouvernement a entamé « l'examen de l'avant-projet de

budget de l'État pour 2026 et des différentes mesures proposées visant à encourager l'investissement et à promouvoir les exportations hors hydrocarbures, ainsi qu'à renforcer les mécanismes de prise en charge des différentes exigences sociales et économiques, et ce, à travers la mobilisation optimale des ressources publiques disponibles et leur utilisation efficace, garantissant, ainsi, un processus de croissance durable », conclut le communiqué.

Sarah O.

DANS LE TOP 25 DES START-UP MONDIALES

Baddari reçoit les fondateurs de la start-up « kabas »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Baddari, a reçu les étudiants « Hamidi Aymène » et « Arwa Abdelraouf », les fondateurs de la start-up « kabas », spécialisée dans la fourniture de solutions techniques dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) située à l'École nationale polytechnique d'El Harrach. Dans le cadre de cette rencontre, le ministre a encouragé les deux étudiants, qui s'apprentent à se rendre à Moscou après que leur entreprise a été sélectionnée parmi les 25 meilleures startups mondiales de la deep tech pour participer au Concours international de start-up en intelligence artificielle (IA). Leur souhaitant, « plein de succès pour représenter l'Algérie à la 6ème édition du programme « Sber500 », l'un des plus importants programmes d'accélération internationaux ». À noter que, les 25 meilleures startups seront présentées au Moscow Startup Summit, qui attire des milliers de startup et d'investisseurs du monde entier, offrant une opportunité exceptionnelle à la société algérienne « kabas » de présenter ses capacités sur la scène internationale et de se connecter avec de nouveaux partenaires et investissements. Ce prix démontre une fois de plus l'innovation des étudiants algériens dans les domaines technologiques, et met en évidence le soutien de l'État aux start-up comme levier essentiel d'une économie basée sur la connaissance et l'innovation.

L. Zeggane

PLATEFORME NUMÉRIQUE LANCÉE PAR LE MAE

« DZ Travellers » pour servir nos voyageurs

Le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, a annoncé le lancement officiel du portail électronique « DZ Travellers », une plateforme numérique dédiée à nos concitoyens voyageant à l'étranger, visant à leur fournir les informations, les conseils et les orientations nécessaires en cas d'urgence ou de crise au cours de leur séjour à l'étranger, a indiqué un communiqué du ministère. Selon la même source, « ce nouveau service s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts visant à renforcer les mécanismes existants et les mesures mises en place pour assurer la protection, la sécurité et l'accompagnement de nos concitoyens, où qu'ils se trouvent, et ce, conformément aux instructions des hautes autorités du pays ». À noter que, le ministère des Affaires étrangères invite l'ensemble de nos concitoyens susceptibles de se retrouver dans de telles situations lors de leurs déplacements à l'étranger, à s'inscrire sur la plateforme « DZ Travellers », via le lien suivant : <https://apcs.mfa.gov.dz>, a conclu le communiqué.

L. Z.

EXPLOITATION DU PHOSPHATE

Un méga investissement chinois de 1,6 MD \$

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), vient d'annoncer un méga investissement chinois, d'une valeur de 1,6 milliard de dollars dans le secteur stratégique des mines et plus particulièrement dans l'exploitation du phosphate.



Ph: DR

En effet et dans un contexte marqué par la volonté de renforcer l'industrialisation et la valorisation des ressources minières en Algérie, la société chinoise Asia Potash International, spécialisée dans l'exploitation et la transformation des ressources minières, notamment le phosphate, a exprimé son intérêt pour le lancement d'un

ambitieux projet industriel intégré dans le pays. Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkach, a reçu jeudi au siège de l'agence une délégation chinoise conduite par M. Zheng Yui, vice-président de Asia Potash. L'objectif principal de ce projet est la création d'un complexe industriel inté-

gré d'une valeur estimée à 1,6 milliard de dollars, dédié à la valorisation du phosphate algérien.

Ce complexe permettra la production d'ammoniac, d'urée et d'engrais composés, avec le gaz naturel comme ressource énergétique principale. Le projet vise à renforcer la chaîne de valeur locale, tout en s'inscrivant dans une

logique d'utilisation optimale des ressources naturelles dont dispose le pays.

Lors de la présentation détaillée du projet, la délégation chinoise a souligné son ambition de déployer ce complexe industriel en Afrique du Nord, avec l'Algérie en tête de liste grâce à ses atouts majeurs : des réserves importantes de phosphate, notamment dans la région Est, ainsi qu'un accès à une ressource abondante en gaz naturel. L'analyse économique du projet a démontré sa viabilité et sa capacité à s'aligner avec la stratégie nationale de développement durable, qui met l'accent sur la valorisation des ressources minières et le recours accru aux énergies renouvelables.

Le Directeur général de l'AAPI et le vice-président de Asia Potash ont convenu de poursuivre leurs échanges à travers plusieurs réunions, notamment via visioconférence, afin de discuter en détail des aspects techniques du projet et de finaliser les modalités de sa mise en œuvre en coordination avec les différents ministères concernés.

Sarah O.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Fiat prévoit 60 000 unités en 2025 et 90 000 en 2026

L'usine FIAT de Tafraoui à Oran prévoit d'atteindre 60.000 unités durant l'année en cours puis 90.000 en 2026 après avoir produit 17.000 véhicules en 2024.

Selon un communiqué de Fiat, « cette étape confirme l'émergence du site de Tafraoui comme hub industriel régional pour Stellantis et réaffirme l'engagement à long terme du Groupe en faveur du développement de l'industrie automobile en Algérie ». Annonçant également que l'usine a franchi le cap des 50 000 véhicules produits depuis son démarrage fin 2023, soulignant que « ce jalon illustre la montée en cadence du site industriel, inauguré en décembre 2023, et sa contribution au développement de la filière automobile en Algérie ». FIAT Algérie a également relevé que ces réalisations étaient « rendues possibles grâce à l'engagement des 1 784 talents de l'usine, qui ont bénéficié de plus de 432.000 heures de formation dispensées notamment en partenariat avec l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) de Belgaïd à Oran ». De plus, des apprentis issus de six autres centres de formation de la région d'Oran effectuent régulièrement des stages pratiques à l'usine FIAT de Tafraoui, couvrant différentes spécialités liées à l'industrie automobile, indique la même source.

S. O.

VÉHICULES IMPORTÉS

« Markabati » pour le contrôle de la conformité

Le ministère de l'Énergie et des Mines a annoncé, ce jeudi 25 septembre, le lancement de la plateforme numérique « Markabati » dédiée à la prise de rendez-vous du contrôle de conformité des véhicules importés. Disponible sur le site markabati.dz, cette application permettra de réduire le délai de traitement des dossiers à 20 minutes par véhicule, a fait savoir cette semaine la directrice générale des mines au ministère, Nadjiba Bourenane Fedal. Cette opération « s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation des services publics et à l'amélioration de leur qualité », a-t-elle déclaré. Selon les explications fournies par la directrice générale « toute personne souhaitant bénéficier du contrôle de conformité par un expert des mines, dans le cadre de la finalisation des procédures d'importation d'un véhicule acquis à l'étranger, pourra prendre un rendez-vous via la plateforme « markabati », en choisissant l'un des créneaux disponibles avant de recevoir une confirmation par e-mail, mentionnant la date du rendez-vous, les documents requis et le code QR du dossier ». Il est exigé que le titulaire du rendez-vous soit le véritable propriétaire du véhicule, l'accès étant autorisé uniquement aux véhicules disposant d'un rendez-vous électronique, à travers le scan du code QR, a souligné, par ailleurs, Nadjiba Bourenane Fedal.

S. O.

AGRICULTURE

Vers l'adoption d'une vision d'avenir moderne

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé, que la conférence nationale sur l'agriculture prévue fin octobre prochain, offrira l'occasion de définir une nouvelle vision pour l'avenir de l'agriculture en Algérie, tout en évaluant l'efficacité des programmes adoptés jusqu'à présent.

Présidant une réunion avec les cadres du secteur, consacrée à la campagne labours-semailles, le ministre a expliqué que cette conférence permettra de revoir les mécanismes adoptés depuis plusieurs années dans le secteur agricole et d'analyser leur efficacité, en s'appuyant sur les chiffres et les statistiques réels enregistrés au niveau local. Évoquant la modernisation qu'il a qualifiée de « principal défi » du secteur agricole à l'heure actuelle, le ministre a mis l'accent, devant les responsables présents, sur « l'ampleur du travail » à accomplir dans le domaine des données et des statistiques, afin de permettre, à l'avenir, la prise de décisions appropriées concernant les différents projets et programmes. À ce propos, Oualid a annoncé le lancement, dans les prochaines semaines, d'un système national d'information du secteur agricole pour assurer la transmission fluide des données de la base vers le ministère, permettant ainsi aux organismes du secteur de vérifier les différentes données y afférentes. Concernant le renforcement des capacités de stockage, il a rappelé que l'Algérie avait déployé des efforts exceptionnels en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment à travers le projet de 30 silos d'une capacité de 100.000 tonnes chacun et les projets de 52 centres de stockage de proximité, soulignant la nécessité de suivre quotidiennement l'avancement de ces projets.

IMPORTANTE RÉCOLTE DE POMME DE TERRE EN 2025

Par ailleurs, le ministre a instruit les

cadres du secteur de réunir toutes les conditions nécessaires à la réussite de la campagne labours-semailles, en veillant à la disponibilité des semences, intrants et équipements, ainsi qu'à l'accompagnement des agriculteurs et à l'organisation de campagnes de sensibilisation concernant l'irrigation d'appoint. Il a affirmé que toutes les mesures avaient été prises pour atteindre les objectifs fixés en matière de production de blé dur et d'orge.

Le ministre a, en outre, mis l'accent sur l'application stricte des différentes décisions du ministère, citant en particulier les subventions destinées à la filière des légumineuses, et celles accordées aux producteurs de cultures oléagineuses, tout en appelant à sensibiliser davantage les agriculteurs à l'importance de s'engager dans ces cultures.

S'agissant de l'aviculture, Oualid a ordonné de soutenir les investisseurs à travers la mise en œuvre de l'instruction n 3, qui permet aux aviculteurs de bénéficier des aides, y compris ceux ne disposant pas de carte de fellah, et ce afin de préserver la production et stabiliser les prix.

Par ailleurs, le ministre a salué les efforts des producteurs de pomme de terre qui ont réalisé une production importante

avoisinant « 1,7 million de tonnes cette année », rappelant l'impératif de régler les problèmes de stockage, pour pouvoir entamer la nouvelle saison de production dans de bonnes conditions. Concernant l'aide agricole, Oualid a exhorté au respect des délais d'examen des demandes, notamment avec la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire à même d'accélérer le traitement des dossiers, mettant en exergue la nécessité de prendre en charge les situations en suspens liées au foncier agricole, notamment avec l'enregistrement de 56.000 dossiers en attente de régularisation sur la plateforme numérique.

L'accent a été également mis sur la nécessité de recourir aux solutions numériques pour économiser l'eau, ainsi que de se rapprocher des porteurs de projets au niveau des instituts et des universités pour tirer profit de leurs idées.

À cette occasion, le ministre a donné des orientations pour renforcer la prévention et la protection du couvert végétal, ainsi que la lutte antiacridienne à travers la mobilisation des moyens nécessaires, dès le mois de novembre prochain, en sus du contrôle des zoonoses, notamment la rage.

S. O.

HYDROCARBURES

Sonatrach signe deux contrats avec des sociétés chinoises pour l'inspection de ses gazoducs

La compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach, a annoncé jeudi la signature de deux contrats de services avec un consortium regroupant les sociétés chinoises CAIEC (China National Aero-Technology International Corp) et SLPI (Shenglong Oil And Gas Pipeline Inspection Technology Co., Ltd). Selon un communiqué de Sonatrach, ces accords portent sur l'inspection par racleurs instrumentés de cinq gazoducs totalisant 3 576 kilomètres, dont certains alimentent les clients internationaux, notamment sur les lignes GO2 (548 km) et GPDF (521 km). La durée de réalisation des prestations est fixée à 24 mois. Selon la même source, la conclusion de ces contrats s'inscrit dans

sa stratégie de gestion et de contrôle de l'intégrité de ses infrastructures, en conformité avec la réglementation algérienne, notamment le décret exécutif n°21-314 du 14 août 2021. Ce texte fixe les procédures de contrôle et de suivi de la construction ainsi que de l'exploitation des systèmes de transport par canalisation des hydrocarbures.

En procédant à des inspections périodiques, la compagnie nationale entend garantir la sécurité, la fiabilité et la durabilité de son réseau de transport, tout en renforçant la transparence et la bonne gouvernance de ses opérations.

S. O.

PLUS DE 250 JOURNALISTES PALESTINIENS ASSASSINÉS À GHAZA

Israël fait la guerre à la vérité

La guerre de l'armée sioniste contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre 2023 continue de déchaîner la mort et la destruction. Au-delà du bilan humain effroyable qui dépasse déjà les 65 000 victimes palestiniennes, une catégorie particulière est directement visée : les journalistes. Selon un communiqué publié par la résistance palestinienne à l'occasion de la Journée mondiale de solidarité avec le journaliste palestinien, 251 d'entre eux ont été assassinés depuis le début de l'offensive.

Pour la résistance, ces assassinats systématiques constituent une « stratégie pour étouffer la vérité », menée par l'occupant sioniste avec la complicité de Washington. L'objectif est clair : éliminer ceux qui documentent les crimes commis dans l'enclave assiégée. Dans son communiqué, la résistance qualifie ce massacre de « crime abject », perpétré au vu et au su du monde entier, en violation flagrante des conventions internationales protégeant les journalistes en zones de conflit. Elle souligne que ces meurtres n'effaceront pas la mémoire collective ni les preuves du génocide. « La propagande sioniste, fondée sur le mensonge, a échoué. La vérité s'impose à mesure que tombent les masques », affirme le texte. Le mouvement appelle les syndicats et fédérations de journalistes à intensifier leurs actions pour protéger leurs confrères en Palestine et réclamer un accès sans entraves des



PH: DR

médias étrangers à Ghaza. Il exhorte également la communauté internationale à saisir la Cour pénale internationale afin de poursuivre les dirigeants israéliens pour crimes de guerre. Alors que cette journée de solidarité était commémorée, Ghaza a connu une nouvelle nuit sanglante. Vingt-quatre Palestiniens ont été tués par des bombardements et tirs de snipers. Onze d'entre eux ont péri alors qu'ils attendaient de recevoir de l'aide humanitaire près de Netzarim, zone contrôlée par l'armée israélienne et son partenaire américain. Depuis le 27 mai 2025, Israël impose un système de distribution d'aide sous son contrôle, par le biais d'une « Fondation de l'aide humanitaire à Ghaza ». Privée de supervision des Nations unies, cette mise en scène est dénoncée comme un « piège mortel » : attirer les affamés pour ensuite ouvrir le feu. Vendredi encore, dix civils, dont deux enfants, ont été tués de cette manière. Dans le même temps, l'aviation israélienne a multiplié les frappes contre Ghaza, visant le quartier de Tell al-Hawa, le périmètre universitaire et plusieurs blocs résidentiels

de Rimal. Le « complexe italien », un immeuble emblématique de 15 étages déjà bombardé en 2014 puis reconstruit par les habitants, est de nouveau menacé de destruction. Selon les services médicaux, 48 Palestiniens ont été tués depuis l'aube de vendredi dans différents quartiers du territoire, portant à 65 502 le nombre de victimes palestiniennes depuis le début de la guerre, dont une majorité de femmes et d'enfants. On dénombre également plus de 167 000 blessés. Les frappes se succèdent sans répit : trois Palestiniens ont été tués près d'une station-service dans la rue du tunnel, trois autres près de la mosquée al-Mashhra à Tuffah, et d'autres encore dans le camp de réfugiés de Chatî, à Deïr al-Balah ou à Rafah. Les équipes médicales, elles-mêmes ciblées, peinent à secourir les survivants.

UN SYSTÈME DE SANTÉ EN RUINE

Les hôpitaux de Ghaza sont au bord de l'effondrement total. Le ministère de la Santé a alerté sur un risque imminent d'arrêt complet des services de transfusion sanguine, faute de matériel

et de poches de sang. Des milliers de blessés graves se trouvent sans traitement possible. Le Washington Post décrit des scènes d'horreur dans les hôpitaux bombardés, où infirmières et médecins travaillent sous les tirs de drones. Le Guardian relaie une étude du British Medical Journal qui compare les blessures infligées aux civils de Ghaza à celles des soldats sur les champs de bataille en Irak et en Afghanistan. Face à cette tragédie, des initiatives citoyennes tentent de briser le blocus. Une coalition internationale de navires humanitaires, baptisée « Escadron de la Résilience mondiale », tente d'acheminer nourriture et médicaments. Mais Israël a annoncé vouloir intercepter ce convoi et détourner ses cargaisons vers Ashkelon, ce que les organisateurs dénoncent comme une confiscation de l'aide.

FAIRE TAIRE LES TÉMOINS

L'assassinat de 251 journalistes s'inscrit dans cette stratégie de guerre totale : anéantir non seulement des vies, mais aussi les voix qui portent témoignage. Chaque caméra détruite, chaque plume réduite au silence prive le monde d'un récit indispensable. Pourtant, malgré les menaces, des reporters continuent de diffuser des images et récits à travers les réseaux sociaux, brisant le blocus de l'information. La résistance palestinienne conclut : « Le journalisme n'est pas un luxe, c'est une arme contre l'impunité. L'histoire se souviendra non seulement des crimes commis, mais aussi du silence complice. » Ainsi, la guerre menée à Ghaza ne vise pas seulement les corps et les pierres : elle est aussi une guerre contre la mémoire et la vérité. Les 251 journalistes assassinés incarnent ce front invisible. Leur disparition cherche à instaurer le brouillard, mais chaque témoignage qui franchit les murs du blocus déchire ce voile.

M. Seghilani

SYRIE Nouvelle incursion sioniste dans les campagnes de Derâa et de Qouneïtra

Les forces d'occupation israéliennes ont mené, à l'aube de ce vendredi, une nouvelle incursion terrestre dans le sud de la Syrie, ciblant plusieurs localités situées dans les campagnes de Derâa et de Qouneïtra. Selon des sources locales, une patrouille israélienne a pénétré dans les villages d'Abidine et d'Al-'Arida, dans la zone du bassin du Yarmouk, à l'ouest de Derâa. Les soldats, déployés en nombre, ont circulé à l'intérieur des quartiers résidentiels, où un climat de tension a régné après la diffusion d'informations faisant état de l'arrestation d'un habitant. Parallèlement, des drones israéliens ont survolé le bassin du Yarmouk ainsi que le nord de la province de Derâa, renforçant l'atmosphère d'inquiétude parmi la population locale. Dans le même temps, plusieurs véhicules militaires, dont un bulldozer, deux chars et une jeep, ont avancé en direction de la colline d'Abou Qobeïss, située dans la campagne sud de Qouneïtra.

Ces incursions terrestres s'ajoutent à une série d'actions militaires menées par l'entité sioniste sur le sol syrien depuis plusieurs mois. Les provinces de Derâa, Qouneïtra et Damas ont régulièrement été la cible d'attaques terrestres et aériennes, que Damas dénonce comme des violations flagrantes de sa souveraineté nationale. Depuis la chute de l'ancien gouvernement syrien le 8 décembre 2024, les opérations israéliennes se sont intensifiées, combinant bombardements aériens, frappes ciblées et incursions frontalières. Ces actions continuent d'alimenter les tensions dans une région déjà marquée par l'instabilité et les ingérences étrangères.

M. S.

LA RESISTANCE PALESTINIENNE :

« Le peuple est la seule source de légitimité »

La scène politique palestinienne connaît une nouvelle fracture après l'appel lancé par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, devant la 80e Assemblée générale des Nations unies, invitant les factions armées, notamment la résistance palestinienne, à remettre leurs armes à la « légitimité » de l'Autorité.

Une demande qui a immédiatement suscité la colère et la condamnation de la résistance, laquelle a dénoncé une position en totale contradiction avec les aspirations du peuple palestinien sous occupation et bombardements. Dans un communiqué publié jeudi soir, la résistance palestinienne a qualifié l'appel d'Abbas de « tentative inacceptable d'imposer une tutelle sur le peuple palestinien et sa volonté ». Le mouvement affirme que la résistance est une « responsabilité nationale et morale » qui tire sa légitimité du droit naturel du peuple palestinien à se défendre, tel que reconnu par les lois et conventions internationales. « Nous rejetons totalement la complaisance du président de l'Autorité avec le récit sioniste mensonger qui cherche à diaboliser la résistance en l'accusant de viser des civils

», indique le texte. La résistance palestinienne a également dénoncé la déclaration d'Abbas selon laquelle elle ne devrait jouer aucun rôle dans la gouvernance future de la Palestine, estimant qu'il s'agit là d'une atteinte directe au droit fondamental du peuple palestinien de décider de son destin et de choisir ses dirigeants, en dehors de toute ingérence extérieure.

REFUS CATÉGORIQUE DE RENDRE LES ARMES

La résistance a réaffirmé que « l'arme de la résistance est une ligne rouge » qui ne saurait être abandonnée tant que l'occupation persiste en Palestine et continue de peser sur les vies palestiniennes. « Nous condamnons la demande du président de remettre ces armes alors même que notre peuple subit à Ghaza une guerre d'extermination barbare, et que les colons armés et l'armée d'occupation commettent chaque jour des crimes et attaques sauvages contre les civils désarmés en Cisjordanie occupée », poursuit le communiqué. Selon le mouvement, la seule voie réaliste pour protéger la cause nationale et faire face aux projets sionistes de colonisation, d'annexion et de

judaïsation de la Palestine est « l'unité et le consensus national autour d'un programme de lutte globale ». La résistance palestinienne appelle ainsi toutes les factions à se rassembler afin de résister aux plans visant à « exterminer et déplacer le peuple de Ghaza, annexer la Cisjordanie et judaïser ElQods et la mosquée Al-Aqsa ».

ABBAS CRITIQUÉ POUR SON ALIGNEMENT SUR LES RÉCITS OCCIDENTAUX ET ISRAËLIENS

Dans son allocution retransmise en visioconférence devant l'Assemblée générale – les États-Unis lui ayant refusé un visa pour participer à la session à New York – Mahmoud Abbas a condamné les actions du 7 octobre 2023, accusant la résistance d'avoir « pris des civils israéliens en otages ». Une déclaration qui a immédiatement été jugée par le mouvement comme un alignement inacceptable sur la propagande de l'occupation. La résistance estime que ces propos, loin de renforcer l'unité palestinienne, donnent des armes politiques et diplomatiques à l'entité sioniste au moment même où elle mène une guerre d'anéan-

tissement contre Ghaza. Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène, avec le soutien des États-Unis et de plusieurs puissances occidentales, une guerre d'extermination contre la population de Ghaza. Cette offensive s'accompagne de bombardements massifs, de destructions d'infrastructures civiles, de famine organisée et de déplacements forcés. D'après les derniers chiffres du ministère de la Santé dans le territoire, plus de 65 000 Palestiniens ont été tués et 167 000 blessés, tandis que 440 personnes – dont 147 enfants – sont mortes de faim, conséquence directe du siège et de la politique de famine imposée. Un bilan qui continue de s'alourdir chaque jour. La résistance palestinienne a conclu son communiqué en réaffirmant que « le peuple palestinien résistant est la seule source de légitimité » et que « l'arme de la résistance demeure un droit sacré qui ne peut être abandonné ni marchandé ». Pour le mouvement, la lutte ne prendra fin que lorsque la Palestine sera libérée, que les réfugiés pourront revenir et qu'un État palestinien indépendant, avec El-Qods pour capitale, verra le jour.

M.S.

CISJORDANIE OCCUPÉE

La résistance palestinienne cible deux véhicules militaires sionistes à Al-Yamoun

La situation sécuritaire en Cisjordanie occupée connaît une nouvelle escalade. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des affrontements intenses ont éclaté entre les combattants de la résistance palestinienne et les forces d'occupation israéliennes dans la localité d'Al-Yamoun, à l'ouest de Jénine.

Selon un communiqué officiel de la résistance palestinienne, leurs unités sur le terrain ont mené deux attaques distinctes contre des véhicules militaires israéliens, tout en s'engageant dans plusieurs heures de combats face à des troupes lourdement armées. D'après la branche armée du Jihad islamique, les combattants de la « série d'Al-Yamoun » ont déclenché une charge explosive de type Sijjil 2 au passage d'un véhicule blindé israélien lors de l'incursion nocturne. Peu après, une seconde attaque a été revendiquée contre un blindé de type Namer, cette fois à l'aide d'un engin explosif enfoui au sol et déclenché à distance. La brigade a affirmé que ses combattants continuaient de « harceler les troupes ennemies sur plusieurs axes de combat » et d'arroser les forces d'occupation « de tirs nourris et directs », assurant avoir infligé des pertes confirmées dans leurs rangs. Ces attaques, difficiles à vérifier de manière indépendante en raison du black-out médiatique imposé par l'armée israélienne, traduisent néanmoins la montée en puissance des tactiques de guérilla dans le nord de la Cisjordanie occupée. Jénine et ses environs sont, depuis plusieurs mois, l'épicentre d'affrontements armés récurrents, où les forces d'occupation font face à des groupes de jeunes combattants de plus en plus organisés et aguerris.

UNE RÉPRESSION ACCRUE

Parallèlement aux combats d'Al-Yamoun, la Cisjordanie occupée a connu, dans la même nuit, une vague d'arrestations massives. À Naplouse et dans ses



Ph: DR

alentours, l'armée israélienne a arrêté pas moins de 22 Palestiniens, dont plusieurs journalistes. Des colonnes de véhicules blindés ont envahi les quartiers de la ville, ainsi que les camps de réfugiés de Balata et d'Askar, ancien et nouveau, multipliant les perquisitions musclées et les destructions de biens. Parmi les personnes arrêtées figurent les journalistes Mohammed Muna, originaire de Zawata, et Nawaf al-Amer, de Kafr Qalil, ainsi que Abdallah Mansour de la même localité. L'arrestation de journalistes, phénomène récurrent en Cisjordanie occupée, est dénoncée par les organisations de défense des droits humains comme une volonté de réduire au silence les témoins directs des violations commises par l'armée israélienne. Dans les quartiers de Naplouse, les forces israéliennes ont également arrêté Alaa Hmeïdane, Amer al-Tanbour, Alaa Hassouna, Hosni al-Amoudi, Yasser Mansour, Hassan al-Safadi, Bassem Rahmi Abu Ghazala, Ryad Faris Abu al-Hassan, Awni al-Sheikhshir et Ammar Bureik. Dans les camps d'Askar, la liste s'allonge avec Ahmed Abu Abdo, Raed Murshid, Abu Mahdi Murshid, Salim Abdul Majid Dyab, Ahmed Saqr et Moussa Dweikat. Enfin, dans la localité de Beïta, trois autres Palestiniens ont été arrêtés : Asid Malla, Nidal al-Jaghoub et Asid Bani Shamseh.

UNE STRATÉGIE D'ÉTOUFFEMENT

Ces opérations s'inscrivent dans une stratégie israélienne visant à affaiblir durablement les réseaux de résistance en Cisjordanie occupée. Selon plusieurs analystes palestiniens, l'armée cherche à neutraliser, à la fois, les combattants actifs sur le terrain et les figures médiatiques ou communautaires susceptibles de documenter et de relayer la réalité de l'occupation. Les arrestations massives, souvent menées sans chef d'accusation clair, servent également de levier de pression psychologique sur les familles et les communautés palestiniennes. Depuis plusieurs mois, les raids quotidiens se multiplient dans les villes et villages de Cisjordanie occupée. Les habitants dénoncent une logique d'occupation qui combine punitions collectives, destructions de biens, assassinats ciblés et implantation continue de colonies illégales. Les colons, souvent protégés par l'armée, multiplient par ailleurs les attaques contre les villages palestiniens, alimentant un climat de terreur et d'impunité.

JÉNINE, SYMBOLE DE RÉSTANCE

La région de Jénine, et plus largement le nord de la Cisjordanie occupée, est devenue le symbole de cette résistance armée qui se structure face aux incursions

israéliennes. Les combattants, souvent jeunes et issus de différents mouvements palestiniens, disposent de moyens limités mais misent sur la connaissance du terrain, les embuscades et les engins explosifs improvisés. L'utilisation de charges dirigées comme le Sijjil 2 illustre une évolution dans les capacités techniques de la résistance.

Ces dispositifs, capables de percer des blindages, rappellent les tactiques déjà expérimentées dans la bande de Ghaza et désormais transférées en Cisjordanie occupée. Pour Israël, cette tendance représente une menace croissante qui pousse l'armée à intensifier ses opérations de ratissage.

UNE SITUATION EXPLOSIVE

Les affrontements d'Al-Yamoun et la vague d'arrestations à Naplouse surviennent dans un contexte régional déjà extrêmement tendu, marqué par la guerre en cours à Ghaza et l'implication croissante des différentes factions de la résistance palestinienne sur plusieurs fronts. Les autorités palestiniennes de Cisjordanie occupée accusent Israël de chercher à « exporter » la violence de Ghaza vers la Cisjordanie, afin d'y étouffer toute contestation populaire et armée. Les ONG internationales alertent quant à elles sur la dégradation rapide de la situation humanitaire et sécuritaire en Cisjordanie occupée. Elles soulignent que l'impunité de l'armée et des colons alimente une spirale de violences qui menace de transformer l'ensemble du territoire en zone de guerre ouverte. En dépit de cette répression massive, les groupes armés palestiniens affirment leur détermination à poursuivre la lutte. « Nos combattants résistent avec courage et infligent des pertes à l'ennemi », a affirmé la Brigade de Jénine dans son communiqué, assurant que la résistance se poursuivra « tant que l'occupation restera présente sur nos terres ». Ainsi, les combats d'Al-Yamoun et les arrestations de Naplouse ne sont pas des événements isolés, mais les symptômes d'une confrontation appelée à s'intensifier. La Cisjordanie occupée vit aujourd'hui au rythme des incursions nocturnes, des rafles et des affrontements, dans une atmosphère où chaque nuit peut se transformer en champ de bataille.

M. Seghilani

MALGRÉ LES MENACES AVEC DES ATTAQUES DE DRONES

Somoud maintient le cap vers Ghaza

La mobilisation internationale pour briser le blocus meurtrier imposé à Ghaza franchit une étape décisive. La « Caravane de la résilience » (ou « Asfyat al-Sumoud »), composée d'environ cinquante bateaux civils transportant aide humanitaire et militants venus du monde entier, a quitté, hier, l'île grecque de Crète. Son arrivée est prévue au début de la semaine prochaine sur les côtes de Ghaza, malgré les menaces explicites de l'entité sioniste qui promet d'empêcher par tous les moyens l'acheminement des vivres et médicaments.

Le militant Waïl Nawar, participant à l'opération, a confirmé que les navires ont pris le large après une courte escale en Crète. Leur objectif est clair : briser le siège maritime imposé depuis 18 ans à l'enclave palestinienne. La caravane transporte à son bord des parlementaires, des avocats, des ONG, ainsi que

des personnalités militantes, dont l'activiste suédoise Greta Thunberg. Cette initiative inédite a déjà provoqué de fortes tensions diplomatiques en Méditerranée. Plus tôt dans la semaine, l'organisation de la caravane a affirmé avoir essuyé plusieurs attaques de drones, attribuées à l'armée israélienne. Douze explosions ont été recensées, sans faire de victimes, mais confirmant le climat de harcèlement.

PRESSIONS EUROPÉENNES ET DIVERGENCES DIPLOMATIQUES

Face à ces incidents, l'Italie et l'Espagne ont déployé des navires militaires afin d'assurer la sécurité de leurs ressortissants impliqués dans l'expédition. Rome a toutefois adressé une mise en garde sévère à ses citoyens, leur proposant même de se retirer à l'escale grecque. Elle a suggéré de décharger les

cargaisons humanitaires à Chypre pour qu'elles soient redistribuées via l'Église catholique en Palestine occupée – une proposition rejetée par les organisateurs. Madrid, de son côté, a opté pour un soutien plus affirmé : la frégate Furor de la marine espagnole a appareillé avec des équipes médicales, des hélicoptères et des vivres, prête à intervenir en cas de crise humanitaire ou de sauvetage. Le Premier ministre Pedro Sánchez a confirmé, depuis New York, que l'Espagne « accompagnera et protégera » la mission sur le plan humanitaire.

L'ONU RÉCLAME UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme a réagi fermement, condamnant les attaques contre la caravane et réclamant « une enquête indépendante, impartiale et approfondie ». Son porte-

parole, Thameen Al-Kheetan, a rappelé que « les attaques et menaces visant ceux qui tentent de soutenir les centaines de milliers de personnes affamées à Ghaza défient l'entendement ». Les Nations unies soulignent que la population de l'enclave, 2,4 millions de personnes, vit dans des conditions catastrophiques : famine déclarée par les agences humanitaires, pénuries de médicaments et d'eau potable, effondrement du système sanitaire.

MISSION HUMANITAIRE ET GESTE POLITIQUE

La caravane incarne plus qu'une opération d'acheminement d'aide. Elle est devenue un symbole politique majeur, exposant la fracture grandissante entre une société civile internationale mobilisée et des gouvernements occidentaux qui continuent d'accorder l'impunité à Tel-Aviv. Les organisateurs rap-

pellent que deux tentatives similaires avaient déjà été empêchées en juin et juillet derniers par l'armée israélienne. C'est une mobilisation sans précédent qui prend la mer, la plus importante depuis le début du siège. Ses initiateurs veulent forcer la communauté internationale à choisir : rester spectatrice d'un blocus qualifié de criminel par les ONG, ou se dresser face à une politique de famine imposée à un peuple assiégé. Alors que les bateaux approchent des eaux internationales de Méditerranée orientale, les projecteurs sont désormais braqués sur les Nations unies. Les défenseurs des droits humains exigent que l'appel à une enquête indépendante se transforme en mesures contraignantes pour protéger à la fois les militants embarqués et les habitants de Ghaza, victimes d'un blocus devenu insoutenable.

M. S.

TIPASA. JUSTICE

Colloque sur l'usage de l'IA dans le domaine juridique

Une rencontre sur l'"Intelligence artificielle : défis dans le domaine juridique et perspectives dans le domaine judiciaire", a été organisée, jeudi, à l'Ecole supérieure de la magistrature (ESM) de Koléa (Tipasa) avec la participation de représentants des corps judiciaire et sécuritaire.

Dans son intervention à l'ouverture de ce colloque, le directeur général des affaires juridiques et judiciaires au ministère de la Justice, Mohamed Haddoud, a affirmé que l'introduction de l'Intelligence artificielle (IA) dans le secteur judiciaire "exigeait un équilibre entre modernisation technologique et protection des droits et libertés". Il a aussi souligné les "avantages de cette technologie pour améliorer la gestion des dossiers, des données et des notifications, ainsi que pour faciliter les recherches et l'indexation". Il a plaidé en faveur de "l'adoption d'une stratégie nationale en matière d'IA couvrant tous les domaines, y compris la justice, tout en conciliant le rôle humain du juge et l'apport des outils numériques". Le responsable a toutefois souligné que des interrogations persistaient quant aux limites de l'utilisa-



tion de l'IA, notamment en matière pénale, où l'appréciation humaine (celle du juge) demeure indispensable pour évaluer les preuves et prononcer des peines, entre autres. De son côté, le directeur général de l'ESM, Abdelkrim Djaâdi, a assuré que l'utilisation de l'IA dans les domaines juridique et judiciaire constituait désormais une "nécessité incontournable". Plus de 200 participants, parmi lesquels des magistrats de la Cour suprême, des cadres du ministère de la Justice, des juges de différentes juridic-

tions, des officiers de police judiciaire, des universitaires et des élèves magistrats, ont pris part à cette rencontre. Selon Boualem Ferhaoui, directeur général du Centre de recherches juridiques et judiciaires, ce colloque est l'occasion de discuter de l'impact des technologies d'intelligence artificielle sur le système juridique et les pratiques judiciaires, ainsi que de la nécessité d'un encadrement légal pour garantir l'amélioration de la qualité du travail judiciaire.

SÉTIF. SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE

Renforcer l'accompagnement des producteurs pour favoriser leur accès aux marchés extérieurs

Des exposants au salon international de l'industrie, ouvert mercredi au palais des expositions "El Maâbouda" de Sétif, ont estimé, jeudi, "important" de renforcer les mécanismes d'accompagnement des entreprises productrices pour leur permettre d'accéder aux marchés extérieurs. Approché par l'APS au second jour de cette manifestation, Abdelhakim Maâtaoui, gérant d'une entreprise de fabrication de fours rotatifs pour boulangeries, 100 % algérienne, a déclaré que les produits algériens "possèdent des atouts prometteurs pour péné-

trer les marchés étrangers", avant d'ajouter que le soutien apporté aux entreprises industrielles, notamment à travers des facilités fiscales et logistiques, ainsi que le renforcement de la participation aux foires nationales et internationales, constituent un "véritable levier" pour promouvoir les exportations algériennes. De son côté, Djamel-Eddine Reggad, responsable marketing dans une entreprise spécialisée dans la fabrication d'ustensiles de cuisine, a considéré que l'orientation vers l'exportation "est devenue une nécessité urgente pour garantir la péren-

nitité des entreprises productrices", soulignant que le produit algérien se distingue par "une qualité qui le rend apte à rivaliser avec les marchandises étrangères". De nombreux exposants ont salué l'initiative de l'organisation de cette manifestation économique, la considérant comme "un espace de promotion des capacités industrielles nationales" et "une opportunité d'établir des partenariats avec des acteurs nationaux et étrangers, contribuant ainsi à promouvoir la place du produit algérien sur les marchés internationaux". Le programme de cette manifes-

tation, qui se poursuivra jusqu'à samedi prochain avec la participation de 55 exposants d'Algérie et d'autres pays, donnera lieu à des rencontres entre exposants et professionnels, ainsi qu'à des conférences relatives aux perspectives de développement de l'industrie en Algérie, aux moyens d'intégrer l'innovation et les technologies modernes dans le processus de production, et à la mise en avant des mécanismes d'accompagnement des exportateurs pour faciliter l'accès des produits nationaux aux marchés étrangers.

ORAN. ITPA

Des ateliers pour encourager les projets d'élevage de poissons d'eau douce et l'aquaponie

L'Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture d'Oran (ITPA) a accueilli, jeudi, les ateliers régionaux sur "l'appui à la valorisation des produits issus de l'aquaculture en eau douce et le développement du système d'aquaponie dans un cadre pédagogique", a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Menouar Maghni Sandid. M. Sandid, qui a présidé le lancement de ces ateliers, organisés en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a précisé qu'ils ont réuni différents organismes liés à l'investissement et à l'entrepreneuriat (directions de

l'industrie et du commerce, agence d'appui à l'entrepreneuriat, entre autres), en plus d'investisseurs et d'agriculteurs intéressés par l'aquaculture issus de plusieurs wilayas de l'Ouest du pays. Il a ajouté que ces ateliers visent à encourager la valorisation des produits issus de l'aquaculture en eau douce, à l'image du tilapia rouge, ainsi que la promotion de l'aquaponie, reposant sur l'intégration des techniques de culture hydroponique et de l'élevage de poissons dans un même système. Selon les experts participants, le système d'aquaponie apparaît comme l'une des solutions innovantes pour atteindre la sécurité alimentaire, puis-

qu'il permet une meilleure utilisation des ressources hydriques et une réduction de l'usage des engrais chimiques, tout en fournissant simultanément des produits agricoles et halieutiques sains, ce qui en fait une option prometteuse sur les plans écologique et économique.

De son côté, le directeur de l'ITPA, Hadjadj Aouel Zakaria, a indiqué qu'un projet est à l'étude pour la création d'une ferme pédagogique basée sur l'aquaponie au sein de l'institut, en partenariat avec la FAO, afin d'enseigner ses techniques de manière pratique.

AÏN TÉMOUCHENT. HABITAT Distribution prochaine plus de 1 500 logements

Un total de 1.541 logements, toutes formules confondues, devraient être distribués à l'occasion de la célébration du 71^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, a indiqué, jeudi, le directeur local de l'Habitat, Nadjiballah Kaddour. Lors des travaux du conseil exécutif de la wilaya, le responsable a souligné que ce quota comprend 399 logements publics locatifs (LPL), 576 logements promotionnels libres (LPL), 286 logements dans le cadre du logement social participatif (LSP) et du logement promotionnel aidé (LPA), ainsi que 280 aides financières destinées à l'habitat rural. Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a instruit les chefs de daïras et les présidents des Assemblées populaires communales de préparer les listes des bénéficiaires des logements publics locatifs, en mobilisant les commissions de daïra chargées de l'attribution de ce type de logement. Par ailleurs, il a appelé les directions de l'Algérienne des eaux et de Sonelgaz à accélérer les travaux de raccordement de ces sites aux réseaux nécessaires (eau, gaz, électricité) pour leur mise en service dans les plus brefs délais. Le wali a également insisté sur la nécessité de finaliser les travaux d'aménagement extérieur, en y intégrant des espaces verts, des aires de jeux et de détente, ainsi que toutes les commodités indispensables à la vie quotidienne des citoyens et ce, avant la date prévue pour la remise des logements.

BLIDA. JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME

25 artisans à une exposition d'artisanat

Une exposition d'artisanat a été organisée, jeudi, par la direction du tourisme et de l'artisanat de Blida, avec la participation de 25 artisans et professionnels du secteur, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre). Placée sous le thème "Tourisme et transition durable", la manifestation a regroupé des agences de voyages, des associations touristiques et culturelles, des artisans et des établissements hôteliers. L'initiative vise à promouvoir le tourisme local, valoriser les produits artisanaux et élargir leur commercialisation, a indiqué le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM), Saâdi Aït Zerrouk. Il a, aussi, rappelé les efforts déployés pour soutenir les artisans, notamment à travers l'organisation d'expositions régulières et la création d'une plateforme numérique "Artisans de Blida", qui regroupe plus de 70 professionnels et facilite leur participation à des événements locaux, nationaux et internationaux. À son tour, le guide touristique Aïmen Sidi Yekhlef a mis en avant le potentiel de cette wilaya, riche en sites naturels à l'instar du Parc national de Chréa, le ruisseau des singes de la Chiffa, les stations thermales, ainsi que les monuments historiques et religieux. La wilaya de Blida compte 12.771 artisans inscrits, exerçant 339 métiers artisanaux, parmi lesquels la confection de gâteaux traditionnels, la broderie, la distillation de fleurs et de roses, la dinanderie et la céramique artistique, soit autant d'activités qui contribuent à dynamiser le tourisme local, selon la direction du tourisme.

BÉJAÏA. FÊTE DE LA FIGUE ET DES PRODUITS DE TERROIR DE BENI DJELLIL

C'est parti pour la 7^e édition

La 7^e édition de la Fête de la figue et des produits de terroir du village de Tala Moumène relevant de la commune de Beni Djellil (50 km au sud-ouest de la wilaya de Béjaïa), a été lancée jeudi par les autorités locales.

Plus de 230 agriculteurs et artisans représentant plusieurs wilayas prennent part à la nouvelle édition de trois jours, inaugurée par le wali Kamel Eddine Kerbouche, et durant laquelle ils vont exposer leurs produits, principalement, les différentes variétés de la figue fraîche, outre quelques produits agricoles du



terroir. La présente édition de la Fête de la figue qui se poursuivra jusqu'à samedi 27 sep-

tembre, connaît la participation des wilayas de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif, Batna et

Touggourt. Abdelghani Ouali, président l'Assemblée populaire communale (APC) de Beni Djellil, organisatrice de l'évènement, a souligné que l'objectif de cette manifestation était de permettre aux agriculteurs de faire la promotion de leurs produits du terroir, mais aussi de faire connaître la région aux visiteurs. A noter qu'en marge des expositions et ventes de produits agricoles et de l'artisanat, des conférences thématiques seront animées par des universitaires et des experts en agriculture. La Fête de la figue de Beni Djellil est organisée par l'APC de Beni Djellil, en collaboration avec la chambre de l'agriculture de la wilaya et la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM).

MÉDÉA. SANTÉ

Un congrès sur la lutte et la prévention contre la rage

Un congrès professionnel des vétérinaires sur la lutte et la prévention contre la rage a été organisé jeudi à Médéa à l'initiative du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Les participants ont affirmé que la prévention contre la rage, qui constitue un problème de santé publique à l'échelle planétaire, doit impliquer tous les secteurs, soulignant la nécessité de la surveillance, du diagnostic et du contrôle permanents de cette zoonose virale grave qui attaque le système nerveux, provoquée souvent par morsure de chien portant le virus. Intervenant à l'ouverture du congrès, le directeur des services agricoles de la wilaya de Médéa, Mahieddine Belhimer, a indiqué qu'"une mobilisation permanente et régulière des différents parties impliquées dans la lutte contre la rage est en mesure de réduire les cas de morsures et éviter l'enregistrement de décès". Il a assuré que "la prévention peut être garantie à 100% avec un contrôle strict des causes de cette pathologie, notamment la lutte contre la prolifération des

chiens et animaux errants et la vaccination des animaux apprivoisés. La professeure Samia Hammadi, directrice de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé, a fait part, dans son intervention, de la mise en place, depuis plusieurs années, d'un programme de prévention et de lutte contre la rage devant permettre son éradication totale. "Une feuille de route a été élaborée par le ministère de la Santé en vue d'arriver à zéro décès par la rage, d'ici 2030", a-t-elle rappelé, ajoutant que "la lutte contre la rage est la responsabilité de tous les secteurs". Dans sa présentation du projet "Rab Tool", la représentante de l'Institut zooprofilattico sperimentale delle venezie (Italie), la docteure Paola De Benedictis a focalisé sur les outils susceptibles d'aider à endiguer cette pathologie, à travers, entre autres, "le renforcement de l'éducation envers la population, notamment dans les zones rurales et en ciblant en particulier les jeunes et les enfants, les plus exposés à ce risque". L'experte italienne a également estimé que "la surveillan-

ce et la mise en place de système de veille sanitaire assurent plus d'efficacité aux actions de lutte contre la rage et augmentent les chances de préserver des vies humaines". Des représentants du ministère de la Santé, de l'Institut national de médecine vétérinaire, de l'Institut Pasteur d'Alger, coorganisateur du congrès, et des représentants de l'Organisation mondiale de la santé animale, et de l'inspection vétérinaire de la direction des services agricoles (DSA), ont pris part à la rencontre. Etaient également présents au congrès organisé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la rage, des experts de l'Institut zooprophyllactique expérimental (IZS) d'Italie, laboratoire de référence de l'OMS pour la rage, des responsables des établissements publics de santé de proximité et des bureaux d'hygiène communaux. Des cours de sensibilisation sur la rage, ses causes et les moyens de prévention, seront organisés en marge de cette rencontre, à travers des établissements scolaires du chef-lieu de la wilaya.

NÂAMA. TOURISME

Un salon pour promouvoir les atouts et les opportunités d'investissement dans la wilaya

Un salon de wilaya de promotion du tourisme et de ses potentialités d'investissement a été organisé, jeudi à Nâama, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, célébrée cette année sous le thème "Tourisme et transformation durable", ont indiqué les organisateurs. La manifestation, inaugurée par le wali de Nâama, Lounès Bouzagza, s'est tenue à l'hôtel "Cheikh Bouâmama", dans la commune de Nâama. Elle a permis aux visiteurs et passionnés de découvrir les produits de l'artisanat local, les plats traditionnels, des expositions de photos, maquettes, œuvres d'art et objets artisanaux, mettant en valeur les circuits touristiques et les sites emblématiques de la région. L'évènement a rassemblé des opérateurs économiques, des institutions publiques et privées, et des professionnels du tourisme, de l'hôtellerie et de l'artisanat traditionnel. Selon le directeur du Tourisme de la wilaya, Yazid Daddache, ce

salon, organisé en coordination avec la Chambre de l'artisanat et des métiers, constitue une opportunité de valorisation du patrimoine touristique, historique, culturel et naturel de la région. Il a également souligné l'objectif de promouvoir les opportunités d'investissement, notamment dans le foncier touristique et à travers les projets d'aménagement en cours, particulièrement dans la zone d'expansion touristique de Ain Ouarka et d'autres sites

à Sidi Boujemâa, Tiout, Mekther, Founassa et Rouiss El Djeir. Un exposé a aussi été présenté, à cette occasion, mettant en lumière le plan stratégique 2024-2030 du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, actuellement en cours d'exécution. Ce plan vise à dynamiser l'investissement touristique, notamment dans les structures d'accueil, encourager la transition numérique à travers des plateformes électroniques au service des

citoyens et investisseurs, valoriser les richesses touristiques nationales et favoriser le tourisme intérieur.

Dans le cadre de la célébration de cette journée, une visite touristique a été organisée pour les participants vers plusieurs sites patrimoniaux et touristiques de la wilaya, notamment le ksar et l'oasis de Tiout, le mausolée de Sidi Ahmed El-Medjdoub et la source thermale d'Ain Ouarka.

TISSEMSILT. INSTITUT DE FORMATION PARAMÉDICALE

120 nouveaux étudiants attendus

L'Institut de formation paramédicale de Tissemsilt s'apprête à accueillir 120 nouveaux étudiants pour l'année pédagogique 2025-2026, selon les déclarations de la directrice de l'établissement, Hiba Malki. La responsable a précisé à l'APS que ces étudiants, qui rejoindront l'institut à la mi-octobre prochain en première année de formation paramédicale en santé publique, seront répartis comme suit : environ 60 étudiants dans la spécialité d'infirmier en santé publique, tandis que les autres seront orientés vers les spécialités de technicien de laboratoire en santé publique et opérateur en imagerie médicale, indiquant que la durée de formation pour ces spécialités est de 36 mois. La nouveauté cette année "est l'ouverture d'une nouvelle spécialité, à savoir celle d'aide-soignant, pour laquelle l'institut a bénéficié de 50 postes budgétaires et la formation durera 24 mois", a-t-elle souligné, relevant que les étudiants entameront leur cursus début novembre prochain. A l'issue de leur formation, ils seront affectés aux services des urgences médicales et chirurgicales des établissements de santé publics de la wilaya.

TOUGGOURT. FORMATION PROFESSIONNELLE

Caravane d'information sur la prochaine rentrée

Une caravane de sensibilisation et d'information sur la prochaine rentrée de la formation professionnelle, session octobre, est organisée dans la wilaya de Touggourt par la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP), ont indiqué jeudi les organisateurs. Retenue dans le cadre de la campagne nationale placée sous le signe "Choisis ta spécialité et prépare ton avenir", cette caravane sillonne les différentes artères et places publiques de la ville, pour vulgariser auprès des jeunes les différentes offres de formation et les opportunités professionnelles d'insertion dans le marché de l'emploi, a indiqué le chef de service de l'orientation à la DFEP, Salem Mengâa. La caravane devra également rallier les régions rurales et éloignées de la wilaya pour permettre aux postulants, de différents niveaux scolaires, de bénéficier d'une qualification pour l'accès au marché du travail. L'opération donnera également lieu à la présentation, lors d'une mini-exposition itinérante, d'échantillons de moyens et équipements pédagogiques mobilisés par le secteur pour la formation des stagiaires. Pas moins de 3.300 nouvelles places pédagogiques sont offertes par le secteur pour la session d'octobre, dont 1.860 places de formation diplômante et 1.525 postes de formation qualifiante. La nomenclature de formation sera renforcée, cette saison, de plusieurs spécialités, dont l'informatique, le développement d'applications multiplateformes, la plâtrerie, le placoplatre, la tapisserie traditionnelle, en sus d'autres spécialités visant à répondre aux besoins du marché de l'emploi, local et national.

TAMANRASSET. EN PRÉVISION DE LA SAISON TOURISTIQUE

Départ d'une caravane de nettoyage des sites

Une caravane de nettoyage des sites touristiques et archéologiques de la wilaya de Tamanrasset s'est ébranlée jeudi dans un but de réhabilitation des sites touristiques et archéologiques situées sur le circuit Tamanrasset - Afilal-Assekrem, dans le cadre des préparatifs de la nouvelle saison touristique (2025/2026), a-t-on appris des services de la wilaya. Lancée par les autorités locales depuis la Chambre locale de l'Artisanat et des Métiers, en présence des opérateurs touristiques, responsables d'agences de tourisme, d'acteurs associatifs et de guides touristiques, la caravane, encadrée par des responsables du secteur et de l'Office national du parc culturel de l'Ahaggar (ONPCA), vise à redorer le lustre du circuit précité, à travers le ramassage des déchets et résidus laissés par les randonneurs et campeurs. Le directeur de l'ONPCA, Mahmoud Amerzagah, a fait état de l'organisation d'une sortie aux sites touristiques en question, pour s'assurer de visu de l'opération, et ce en prévision de l'accueil des visiteurs lors de la saison touristique. Et d'ajouter que ce circuit, très prisé par les touristes, a été ciblé par cette caravane, au regard de la richesse et de la beauté de ses sites d'intérêt universel. Pour sa part, le guide touristique, Mohamed Douffane, bénévole à cette caravane, a estimé que cette action permettra, outre sa vocation de nettoyage, de sensibiliser les touristes sur l'importance de la préservation de ces sites et de l'environnement saharien. Les participants qui se déploieront, deux jours durant, le long de ce circuit de 80 km, devront mettre à profit cette action pour s'initier aussi aux voies et modes de préservation de l'environnement touristique.



ELLE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC SUCCÈS DANS L'HÔPITAL DE MÉDÉA

Une première opération chirurgicale par coelioscopie

Le secteur de la Santé en Algérie vient de franchir une étape majeure.

Une équipe médicale de l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf de la wilaya de Médéa a réalisé avec succès la première opération chirurgicale par coelioscopie, consistant en l'ablation d'une tumeur maligne au niveau du colon droit chez un patient âgé de 87 ans.

Selon un communiqué publié sur la page officielle de l'hôpital, il s'agit de la première intervention de ce type réalisée à Médéa grâce à la technique de laparoscopie, marquant ainsi une avancée significative dans le domaine de la chirurgie générale. La chirurgie par coelioscopie, de plus en plus utilisée dans le monde, présente plusieurs avantages : réduction du temps de convalescence, récupération plus rapide et limitation des complications postopératoires.

Des atouts particulièrement précieux pour les patients âgés, dont l'état de santé peut être plus fragile face à une chirurgie traditionnelle. Cette technique mini-invasive permet d'opérer avec des incisions plus petites, réduisant ainsi les traumatismes tissulaires et les risques d'infection. L'utilisation de la coelioscopie contribue à améliorer le confort du patient et à optimiser les résultats chirurgicaux.



L'HÔPITAL MOHAMED BOUDIAF À LA POINTE DE L'INNOVATION MÉDICALE

La direction de l'hôpital Mohamed Boudiaf a tenu à saluer les efforts de l'ensemble de l'équipe médicale et paramédicale mobilisée, en adressant un hommage particulier au Dr Ibrahim, chirurgien responsable de l'opération, pour son dévouement et son expertise. Cet accomplissement s'inscrit dans la volonté de l'établissement de renforcer ses compétences et d'adopter les techniques chirurgicales les plus avancées. Pour la direction, ce succès constitue une étape importante dans la modernisation de l'offre de soins au niveau de la

wilaya et une preuve tangible de la capacité des médecins algériens à suivre le rythme des évolutions médicales mondiales. L'introduction de la coelioscopie à Médéa représente un investissement significatif dans l'amélioration des soins de santé et témoigne de l'engagement de l'hôpital Mohamed Boudiaf envers l'excellence médicale. Cette première intervention réussie par coelioscopie ouvre de nouvelles perspectives pour les patients de la wilaya de Médéa. Elle leur permet d'accéder à des soins de haute qualité, sans avoir à se déplacer vers d'autres régions du pays.

Ania N.

SANTÉ ORALE

Un partenariat entre l'AOHP et la fondation italienne Enrico Mattei

L'Association algérienne de la santé orale et de parodontologie (AOHP), basée à Oran, a annoncé la conclusion d'un partenariat avec la fondation italienne Enrico Mattei, en vue de mettre en place un programme de formation de haut niveau dans le domaine de la dentisterie, a indiqué son président, Yacine Addi. « Nous avons récemment signé une lettre d'entente avec la fondation Enrico Mattei, afin d'organiser une série de formations de qualité au profit des dentistes algériens », a précisé Addi, en marge du Salon dentaire MDEX Expo qui s'est tenu au Centre des conventions d'Oran. Selon lui, « plusieurs programmes de formation sont en cours de préparation avec des établissements de renom, notamment l'European Institute for Medical Studies (EIMS), relevant de la fondation, afin de normaliser et de labelliser les formations chapeautées par l'AOHP ». Ce partenariat ambitionne d'aligner la formation des praticiens algériens sur les standards internationaux et de favoriser le transfert d'expertise, a-t-il expliqué. De son côté, le président de la fondation Enrico Mattei, Araldo Curzi Mattei, présent au salon, a rappelé que la Fondazione Enrico Mattei (FEEM) est un institut de recherche international à but non lucratif et non partisan, fondé en 1989, dont le siège est à Milan. Son nom rend hommage à Enrico Mattei, figure emblématique de l'industrie énergétique italienne et fondateur d'ENI. Enrico Mattei a également laissé une empreinte indélébile en Algérie pour son soutien actif à la guerre de libération nationale. « La fondation œuvre à améliorer, par la recherche, la qualité de la prise de décision dans les secteurs public et privé, en particulier dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'énergie », a-t-il souligné. En Algérie, la fondation Enrico Mattei, poursuit son président, compte contribuer, via ce partenariat, à faire progresser la formation dans le domaine de la dentisterie, afin d'améliorer la prise en charge de la santé orale. A. N.

BON À SAVOIR :

Brûlures d'estomac : Quels sont les aliments à favoriser ?

Les aliments qu'on mange influent sur la quantité d'acide produite par l'estomac. Intégrer certains types d'aliments dans notre alimentation se révèle alors essentiel pour contrôler le reflux acide ou le reflux gastro-œsophagien (RGO), une forme grave et chronique de reflux acide.

1. Légumes verts : Les légumes verts tels que les brocolis, les asperges, les légumes verts à feuilles, les petits pois, les concombres et les choux de Bruxelles sont connus pour prévenir et atténuer le reflux acide. En plus d'être très pauvres en graisses, ils sont également très alcalins. Leur faible pH compense le pH élevé de l'acide gastrique. De façon générale, les légumes sont souvent une bonne option pour les personnes qui souffrent de RGO, à l'exception notable de l'ail et des oignons, qui sont connus pour aggraver les effets. Il est également important de garder à l'esprit la façon dont leur préparation peut affecter l'acide gastrique. Par exemple, le beurre et la margarine sont généralement riches en graisses, les utiliser pour les faire sauter peut aggraver les symptômes du reflux acide. Il faut privilégier les modes de cuisson à la vapeur ou grillés.

-2. Gingembre : Le gingembre a un long historique médicinal pour les problèmes digestifs. Il a des propriétés anti-inflammatoires naturelles, et c'est un traitement naturel pour les brûlures d'estomac et



autres problèmes gastro-intestinaux.

-3. Fibres : Les aliments riches en fibres, tels que les fruits, les légumes et les céréales, réduisent le reflux acide, en grande partie grâce aux qualités des fibres en tant qu'aide à la digestion. Les fibres, entre autres, absorbent le liquide dans le système digestif, ce qui empêche le déplacement de l'acide gastrique. C'est pourquoi les sources de fibres solubles, comme les flocons d'avoine et les haricots, sont particulièrement bénéfiques (par opposition aux sources de fibres insolubles, comme le blé entier, le maïs et les noix).

QUELS SONT LES ALIMENTS À ÉVITER ?

Si certains types d'aliments sont à privilégier dans votre alimentation pour soulager et réduire vos symptômes, d'autres sont au contraire à éviter, voire même à éliminer progressivement.

1. Aliments riches en graisses : Les aliments frits et gras peu-

vent entraîner un relâchement du sphincter œsophagien inférieur, permettant à davantage d'acide gastrique de remonter dans l'œsophage. Ces aliments retardent également la vidange de l'estomac. Leur consommation vous expose à un risque accru de symptômes de reflux, réduire votre consommation quotidienne totale de graisses peut donc vous aider.

2. Agrumes : Une alimentation saine repose en grande partie sur la consommation de fruits et légumes. Mais certains fruits peuvent provoquer ou aggraver les symptômes du RGO, en particulier les fruits très acides comme : les oranges, Pamplemousse, Citrons, Ananas, Tomates.

3. Épicés : Les aliments épicés et piquants, comme les sauces piquantes ou encore des épices tels que le piment, la noix de muscade et la cannelle, déclenchent des symptômes de brûlures d'estomac chez de nombreuses personnes. L.Z.

CANCERS DANS LE MONDE

Vers une explosion de cas d'ici 2050

Après les maladies cardio-vasculaires, le cancer est la deuxième cause de mortalité dans le monde depuis une trentaine d'années et le nombre de cas devrait continuer à augmenter d'ici à 2050. Dans leur rapport annuel sur les données mondiales du cancer dans «The Lancet», plus de 2 000 chercheurs du programme de recherche Global Burden of Disease (GBD) dressent un bilan alarmant, qui confirme le poids disproportionné de cette maladie affectant tous les organes. Selon ce bilan, «Entre 1990 et 2023, le nombre de nouveaux cas de cancer a plus que doublé, atteignant 18,5 millions de personnes en 2023». Sur la même période, «le nombre de morts a, lui, progressé de 74 %, avec 10,4 millions de décès en 2023». Et ce, malgré les progrès réalisés dans les traitements et les efforts déployés pour lutter contre les facteurs de risque. Sans nouvelles mesures et financements ciblés, le GBD prévoit que «30,5 millions de personnes seront diagnostiquées d'un cancer et 18,6 millions en mourront en 2050, soit une hausse de 75%». Si ces estimations, couvrant 204 pays et territoires et 47 types ou groupes de cancers, sont jugées les plus pertinentes, les calculs comportent néanmoins une part d'incertitude. Pour 2023, les scientifiques donnent ainsi une fourchette d'environ 16,4 à 20,7 millions de nouveaux cas et de 9,6 à 10,9 millions de décès. Cette nouvelle évaluation révèle également que la majorité des patients vivaient dans des pays à revenu faible ou intermédiaire et que le cancer du sein était le cancer le plus diagnostiqué en 2023, mais ceux de la trachée, des bronches et du poumon font le plus de morts, a fait savoir le document.

Plus de 30 millions de cas en plus d'ici 25 ans D'après le même rapport, «malgré les progrès des traitements et les efforts pour limiter les facteurs de risques, sans actions et financements suffisants, le nombre de nouveaux cas de cancer pourrait croître d'environ 61% dans le monde ces 25 prochaines années pour atteindre 30,5 millions en 2050, et le nombre annuel de décès augmenter de près de 75% pour totaliser 18,5 millions. Là encore, il s'agit du scénario jugé le plus vraisemblable, mais ce dernier s'accompagne d'un lot substantiel d'incertitudes». Les chercheurs évoquent ainsi une fourchette de «22,9 à 38,9 millions pour les nouveaux cas en 2050, et de 15,6 à 21,5 millions pour les décès».

POURQUOI CETTE HAUSSE ?

La principale cause de cette hausse est «la croissance démographique et du vieillissement des populations», analysent les scientifiques, après des ajustements en fonction de l'âge. Par ailleurs, «en 2023, plus de quatre décès par cancer sur dix dans le monde en 2023 (41,7%) restent attribuables à des facteurs de risque potentiellement modifiables, particulièrement le tabagisme, mais aussi une mauvaise alimentation, une glycémie élevée...», ont précisé les analystes. Soulignant que, «la prévention doit être complétée par des diagnostics précoces et des traitements efficaces», appelant à «redoubler d'efforts pour réduire les inégalités et augmenter les financements».

L.ZEGGANE

**S
T
R
O
P
S**

BELMADI SORT DU SILENCE

Une déclaration poignante à la veille de la CAN 2025

Pour la première fois depuis son départ du banc des Fennecs, Djamel Belmadi a pris la parole, brisant un long silence chargé d'émotion et de symboles. A quelques mois du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue entre décembre prochain et janvier 2026 au Maroc, l'ancien sélectionneur de l'Algérie a tenu à adresser un message fort aux supporters des Verts.

Dans une déclaration relayée par les canaux officiels de son club actuel, Al-Duhail SC (Qatar), Belmadi a exprimé sa gratitude profonde envers le peuple algérien, qui l'a soutenu durant toutes ses années à la tête de la sélection nationale.

"Je tiens à remercier de tout cœur tous les supporters de l'équipe nationale, et au-delà, tout le peuple algérien, pour leur soutien inconditionnel pendant mon passage avec les Verts," a-t-il déclaré avec émotion.

Cette sortie médiatique, la première



Phs: DR

depuis l'échec cuisant de la CAN 2024 en Côte d'Ivoire (élimination au premier tour), marque un tournant. Critiqué par certains, adulé par d'autres, le champion d'Afrique 2019 a toujours pu compter sur un large soutien populaire, qu'il n'a pas manqué de saluer :

"Même dans les moments difficiles, j'ai toujours senti cette force derrière moi, cette passion incroyable du public algérien."

Belmadi a également évoqué le renouveau entamé dans les derniers mois de son mandat, mettant en lumière l'émergence d'un nouveau cycle avec de jeunes talents intégrés progressivement à l'équipe : "Nous avons beaucoup travaillé pour intégrer une nouvelle génération de joueurs. Je suis convaincu que l'avenir de cette équipe est prometteur."

UN MESSAGE D'UNITÉ AVANT LA CAN 2025

Et même loin du banc algérien, le technicien n'a pas tourné la page des Verts

dans son cœur : "Je suis un supporter de l'équipe d'Algérie à vie. Je resterai membre de cette grande famille de supporters, match après match."

À l'approche d'une compétition continentale décisive, l'ex-sélectionneur a lancé un appel à l'unité et à la mobilisation : "Continuez à soutenir les Verts, comme vous l'avez toujours fait. Nous sommes tous ensemble. Merci pour tout ce que vous avez donné."

Nommé en 2018, Djamel Belmadi aura laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du football algérien : Champion d'Afrique 2019 en Égypte, et un record d'invincibilité, mais aussi des déceptions récentes, comme l'élimination en barages de la Coupe du monde 2022 et la sortie prématurée en CAN 2022 et 2024.

Malgré tout, son héritage est bien là, et sa déclaration vient refermer une page, non sans émotion, dans l'histoire récente de la sélection nationale.

Hakim S.

PRÉPARATIFS POUR LA CAN 2025 :

Les Verts très sollicités pour les matchs amicaux de décembre

En pleine phase de préparation pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025 prévue au Maroc, le sélectionneur national Vladimir Petković s'apprête à trancher sur l'identité des prochains sparring-partners de l'équipe d'Algérie. Plusieurs sélections africaines ont en effet proposé des matchs amicaux au mois de décembre, une période cruciale pour affiner les réglages avant le grand rendez-vous continental.

Selon nos informations, des fédérations comme celles de l'Afrique du Sud, des Comores, de l'Angola et du Mozambique ont approché la Fédération algérienne de football (FAF) pour organiser ces rencontres. Le staff technique, dirigé par Petković, privilégierait des oppositions aux profils similaires à ceux des futurs adversaires des Verts au premier tour de la CAN.

Pour rappel, l'Algérie figure dans le groupe E aux côtés du Burkina Faso, de la Guinée équatoriale et du Soudan — trois sélections au style de jeu souvent basé sur l'impact physique, la transition rapide et une discipline tactique rigoureuse.



Ainsi, des adversaires comme l'Afrique du Sud ou l'Angola, qui partagent certaines de ces caractéristiques, seraient en bonne position pour figurer au programme des matchs amicaux.

A noter que le Mozambique semble écarté de la liste, l'Algérie l'ayant déjà affronté récemment dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

Le nombre exact de matchs amicaux n'a pas encore été arrêté. Selon une source proche de la sélection, "il pourrait s'agir d'un ou deux matchs, en fonction des disponibilités logistiques et du programme final de préparation." Ce der-

nier sera officialisé dans les prochaines semaines.

Avant de se tourner pleinement vers la CAN, les Fennecs

ont un autre défi à relever : valider leur qualification pour la Coupe du monde 2026. Leaders de leur groupe, les hommes de Petković accueilleront la Somalie le 9 octobre prochain à Oran — une rencontre délocalisée en raison de l'absence d'infrastructures aux normes en Somalie —, avant de se déplacer à Tizi Ouzou pour affronter l'Ouganda.

Avec seulement trois points à prendre pour sécuriser leur place au prochain Mondial — une première depuis l'édition 2014 —, les Verts auront à cœur de finir l'année 2025 en beauté.

H. S.

CREW COLUMBUS

Mohamed Farsi opéré avec succès

Le défenseur international algérien du Crew Columbus en Major League Soccer (MLS), Mohamed Farsi, a subi mercredi une intervention chirurgicale, rapportent les médias locaux. Farsi (25 ans) est éloigné des terrains depuis le 6 juillet dernier, date de son dernier match avec son club. Selon la presse, le joueur algérien souffrait d'une blessure musculaire au niveau du dos. Convoqué pour la première fois en équipe nationale en septembre 2024, le latéral droit compte à ce jour cinq sélections avec les Verts.

ESCROQUERIE PRÉSUMÉE EN CORSE

Belaïli pointé du doigt

Ancien joueur de l'AC Ajaccio, Youcef Belaïli se retrouve à nouveau au cœur d'une affaire qui dépasse le simple cadre sportif. Plus de deux ans après son départ du club corse, son nom refait surface dans une polémique judiciaire et administrative aux conséquences potentiellement dramatiques pour l'ACA.

PH: DR



Dans une lettre ouverte adressée à Gianni Infantino, président de la FIFA, Ajaccio dénonce une décision rendue en juillet 2025 par l'instance mondiale du football. Celle-ci impose au club de régler la somme de 380 000 € au joueur algérien, sur la base d'un document que l'ACA qualifie de « faux manifeste ». Pour la direction corse, il s'agit d'une véritable « escroquerie organisée » qui pourrait précipiter la disparition d'un club centenaire. Le litige remonte à avril 2023, lorsque le Tribunal arbitral du sport (TAS) avait condamné Youcef Belaïli à verser 380 000 € à son ancien club, Al-Ahli Saudi FC. Cette somme représentait une pénalité contractuelle liée à son passage en Arabie saoudite, et non à son aventure ajaccienne. Pourtant, en 2024, Belaïli avait saisi la FIFA en affirmant qu'un accord tripartite liait l'ACA et Al-Ahli, accord par lequel Ajaccio se serait engagé à régler cette dette.

Le 11 juillet 2025, la FIFA tranchait en faveur du joueur, donnant ainsi raison à sa requête. Depuis, Ajaccio se retrouve frappé d'une interdiction de recruter, ce qui met en péril non seulement sa saison sportive mais aussi sa survie institutionnelle.

UN DOCUMENT CONTESTÉ DE TOUTES PARTS

Le point central de la polémique est ce protocole d'accord présenté par « le clan Belaïli ». Selon Ajaccio, il s'agit d'un faux. Trois arguments principaux sont avancés :

UNE DIRECTION NOUVELLE, UN HÉRITAGE LOURD

Autre élément aggravant pour les Ajacciens : la décision de la FIFA est devenue définitive sans que l'ancienne direction du club n'ait entrepris de défense. La nouvelle gouvernance, installée le 8 septembre 2025, affirme avoir hérité d'un dossier catastrophique, sans possibilité de recours dans les délais impartis. Les dirigeants actuels disent avoir aussitôt alerté la FIFA et transmis des preuves de falsification. Mais ils se heurtent, selon eux, à un « mur administratif » : la rigueur des délais l'emporte sur la prise en compte des nouveaux éléments.

VERS UNE BATAILLE JUDICIAIRE ?

Face à ce blocage, l'ACA a saisi la justice

LIGUE EUROPA

Bakrar, Bouanani et Ghezal brillent

Le football algérien s'illustre une fois de plus sur la scène européenne. Trois joueurs, issus de générations différentes, ont marqué de leur empreinte la première journée de la Ligue Europa. Monsef Bakrar, Badredine Bouanani et Rachid Ghezal ont chacun contribué, à leur manière, aux succès de leurs clubs respectifs.

Entré en jeu en fin de rencontre avec le Dinamo Zagreb, Monsef Bakrar n'a eu besoin que de vingt minutes pour faire parler son instinct de buteur. Après avoir inscrit un bijou face au Hajduk Split en championnat, il a récidivé hier contre Fenerbahçe.

BOUANANI LANCE SA CARRIÈRE EUROPÉENNE
La soirée a aussi souri à Badredine Bouanani. Le jeune ailier de Stuttgart, titularisé d'entrée contre le Celta Vigo, a débloqué le match à la 51e minute grâce à une percée individuelle conclue

par une frappe précise. Son but a permis aux Allemands de s'imposer 2-0 et de prendre la tête de leur groupe. Très remuant, l'ancien Niçois a été noté 7,4/10 par les plateformes spécialisées, preuve de son influence croissante au sein de l'effectif souabe. Au-delà de la statistique, ce but illustre la progression du joueur de 19 ans, qui commence à s'imposer en Bundesliga. Son rendement ne passe pas inaperçu aux yeux de Vladimir Petkovic, sélectionneur des Verts, qui suit de près l'éclosion de cette nouvelle génération de talents offensifs algériens.

GHEZZAL RETROUVE L'INSPIRATION

Enfin, à Utrecht, c'est Rachid Ghezal qui a guidé l'Olympique lyonnais vers la victoire (0-1). L'ailier de 33 ans, entré à l'heure de jeu, a délivré une passe décisive lumineuse pour Tanner Tessmann à la 75e minute. Cette inspiration a suffi pour offrir trois points précieux aux Lyonnais en déplacement.

Ce retour au premier plan est porteur d'espoir pour le gaucher, qui a longtemps souffert de blessures et de manque de continuité. Son rôle de joker décisif rappelle qu'il reste un joueur capable de faire basculer une rencontre grâce à son expérience et son intelligence de jeu. Ces trois performances confirment la vitalité du vivier algérien en Europe. Du vétéran Ghezal au prometteur Bouanani, en passant par Bakrar en pleine ascension, les Fenecs montrent qu'ils ont leur place dans les compétitions continentales. Des signaux positifs pour la sélection nationale, qui cherche à bâtir un groupe compétitif autour d'un mélange de cadres et de jeunes talents.

La chute : Ces coups d'éclat européens annoncent-ils le début d'une saison pleine pour les Algériens d'Europe ?

M. A. T.

SALAIRES DES JOUEURS EN ARABIE SAOUDITE

Mahrez deuxième joueur le mieux payé de la Saudi Pro League

Selon des rapports sportifs récents, l'international algérien, Riyad Mahrez, joueur de Al-Ahli Saudi FC, est désormais le deuxième joueur le mieux rémunéré de la Saudi Pro League, derrière la superstar portugaise Cristiano Ronaldo.

Avec un salaire hebdomadaire estimé à un million d'euros, soit 52 millions d'euros par an, Mahrez surpasse la majorité des stars internationales évoluant en Arabie saoudite.

"Ce contrat confirme l'impact technique, marketing et médiatique que Mahrez apporte au championnat saoudien.", analyse d'un consultant sportif sur DZ Sport Live. Sans surprise, Cristiano Ronaldo, attaquant d'Al-Nassr, reste le joueur le mieux payé de l'histoire du championnat avec un salaire stratosphérique de 3,961 millions d'euros par semaine. Un contrat récemment prolongé jusqu'en 2027, incluant des revenus annuels dépassant les 200 millions d'euros, maintient l'écart considérable entre lui et les autres stars.

Le classement de Mahrez parmi les joueurs les mieux payés au monde représente une immense fierté pour l'Algérie. L'ancien ailier de Manchester City a rejoint Al-Ahli en juillet 2023, après une riche carrière en Premier League couronnée par de multiples titres, dont la Ligue des champions UEFA 2023.

Son apport à Al-Ahli est indéniable, tant sur le plan technique que commercial. En l'espace de deux saisons, Mahrez est devenu l'un des visages les plus reconnaissables du football saoudien, attirant des fans dans tout le monde arabe.

Ces salaires astronomiques sont le reflet de la stratégie ambitieuse de l'Arabie saoudite pour faire de sa ligue l'une des plus compétitives au monde. L'arrivée de stars comme Mahrez, Ronaldo, Benzema, et Neymar renforce l'attractivité médiatique du championnat, stimule l'économie du sport et place le royaume au cœur de la diplomatie sportive mondiale.

"Ce n'est plus simplement du football, c'est un projet géopolitique, culturel et économique." estiment les observateurs.

La Saudi Pro League attire aujourd'hui les regards des médias internationaux, des diffuseurs et des sponsors. L'ambition est claire : faire du football saoudien un produit mondialement regardé, et préparer le terrain pour une candidature sérieuse à l'organisation de la Coupe du Monde 2034.

Hakim S.

FC SANTOS

L'arrivée de Billel Brahimi officialisée

L'ailier gauche international algérien, Billel Brahimi, s'est engagé jusqu'à la fin de l'année 2026 avec le FC Santos, a annoncé le club pensionnaire de la division 1 brésilienne de football, mercredi dans un communiqué. Brahimi (25 ans) qui compte 4 sélections avec l'équipe nationale, sous l'ère de l'ancien sélectionneur national, Djamel Belmadi, rejoint la "Serie A Betano" au Brésil, après une saison passée sous les couleurs du club belge de Saint-Trond (28 apparitions / 2 buts). À Santos, il évoluera aux côtés de la star brésilienne, Neymar Jr, revenu au pays en janvier dernier, après deux saisons passées avec Al-Hilal (Arabie saoudite). Brahimi devient le deuxième international algérien à jouer en championnat brésilien, après l'attaquant, Islam Slimani, qui a évolué avec le Coritiba FC en 2023. Au classement, le club basé à Sao Paulo, occupe la 14e place au tableau avec 26 points.

À LA RECHERCHE D'UN N.1 DANS LES BOIS

Petkovic pose ses conditions pour le retour de M'Bolhi

Vladimir Petkovic, sélectionneur national de l'Algérie, n'écartera pas l'idée de rappeler Raïs M'Bolhi en équipe nationale. Selon des sources proches du technicien, ce retour potentiel dépendrait toutefois d'un seul critère déterminant.

D'après plusieurs médias, Petkovic aurait confié qu'il ne reconsidérerait l'intégration de M'Bolhi en sélection que si le gardien parvient à se distinguer lors de la Coupe arabe de la FIFA, prévue en décembre 2025 au Qatar. Le technicien helvético-bosnien souhaite évaluer les performances du portier algérien dans un cadre compétitif avant de prendre une décision définitive.

Conscient du rôle que M'Bolhi a joué dans les précédents succès des Fenecs, Petkovic n'en reste pas moins focalisé sur l'état de forme actuel de ses joueurs. Il



attend donc de voir si le vétéran peut retrouver son niveau d'antan, notamment dans un tournoi d'envergure.

UN RETOUR PROGRESSIF À LA COMPÉTITION

Après une longue période loin

des terrains, Raïs M'Bolhi a repris du service avec l'ES Mostaganem. Peu à peu, il retrouve le rythme, aligné à quatre reprises cette saison. Ses débuts avec le club sont encourageants : il a réussi deux clean sheets, signe d'une solidarité défensive retrouvée.

SANCTION LEVÉE PAR LA FIFA

Le RCA voit le bout du tunnel

Longtemps pénalisé par une interdiction d'enregistrer de nouveaux joueurs, le RCA Arbaâ vient de retrouver sa liberté sportive. La FIFA a annoncé la clôture définitive de la procédure disciplinaire qui pesait sur le club, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle dynamique en championnat.

La nouvelle est tombée mercredi, et elle sonne comme une délivrance pour les supporters du RCA Arbaâ. La FIFA a officiellement mis fin à la procédure disciplinaire qui empêchait le club de Ligue 2 amateur d'inscrire ses recrues. Dans une notification transmise via son portail juridique, l'instance internationale a confirmé que le RCA s'était conformé à toutes les exigences imposées par la FIFA Clearing House SAS. Cette mise en conformité a permis de lever l'interdiction qui paralysait le club depuis plusieurs semaines. La décision engage immédiatement la Fédération algérienne de football (FAF), appelée à appliquer la mesure sur le plan national. Ainsi, le RCA

peut désormais intégrer ses renforts estivaux, longtemps bloqués par cette sanction. Pour rappel, la situation avait contraint le club à déclarer forfait lors des deux premières journées du championnat. Une absence lourde de conséquences : deux défaites sur tapis vert avaient été prononcées par la commission de discipline de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), assorties d'une défalcation de trois points au classement.

UN TIMING DÉCISIF

Cette levée de sanction arrive au moment opportun. Le RCA se trouvait en effet au bord du précipice : un troisième forfait consécutif aurait automatiquement entraîné son exclusion du championnat. L'annonce de la FIFA offre donc une bouffée d'air salvatrice et évite au club un scénario catastrophe.

Pour les dirigeants comme pour les joueurs, il s'agit désormais de rattraper le temps perdu. La possibilité d'aligner enfin l'ef-

fectif au complet redonne des perspectives sportives, même si l'équipe devra rapidement combler le retard accumulé au classement. La mission ne sera pas simple, mais l'essentiel est acquis : le RCA reste en vie dans la compétition. Le défi reste immense pour un club encore fragilisé par ses déboires administratifs. Outre le déficit sportif, l'épisode a mis en lumière l'importance de la rigueur de gestion au sein des clubs algériens, souvent confrontés à des sanctions internationales. La régularisation opérée par le RCA doit servir de leçon : dans le football moderne, le respect des règles financières et administratives est indiscutable des ambitions sportives.

Reste à savoir si le RCA Arbaâ saura transformer cette libération tardive en véritable relance sportive, ou si le poids des sanctions initiales pèsera durablement sur sa saison.

M. A. T.

BARBARI ÉLU MEMBRE DU COMITÉ DIRECTEUR DE L'UCI

Une victoire algérienne au cœur de Kigali

Confiance dont nous jouissons à l'international », a déclaré un membre du COA présent à Kigali.

Par cette élection, l'Algérie confirme sa capacité à rayonner au-delà des terrains sportifs. Une victoire qui n'est pas seulement celle d'un homme, mais celle d'une stratégie nationale de diplomatie sportive bien pensée — et désormais, reconnue.

L'élection de Barbari à un poste aussi stratégique au sein de l'UCI, l'organe suprême du cyclisme mondial, marque un tournant diplomatique. Elle intervient dans un contexte où l'Afrique cherche à affirmer sa voix dans les grandes fédérations sportives mondiales.

« Le sport est devenu un véritable levier de soft power. Cette victoire renforce la visibilité de l'Algérie et soutient son ambition de devenir un acteur incontournable sur le plan international », explique un expert en relations internationales et sport.

Le congrès s'est tenu en parallèle des Championnats du monde de cyclisme 2025, également organisés à Kigali. Il s'agit d'une première pour le continent africain, qui accueille ce rendez-vous prestigieux, symbole de l'essor du cyclisme en Afrique.

H. S.

MC ORAN

Hicham Guenad nommé directeur général

La direction MC Oran a annoncé, mercredi, la nomination de Hicham Guenad au poste de directeur général de la société sportive par actions de ce club pensionnaire de la Ligue 1 de football. Cette décision s'inscrit dans une dynamique de "renforcement de la structure administrative" du club phare de l'Ouest algérien, dans le but d'optimiser la gestion interne et de consolider les fondations organisationnelles de l'équipe, souligne-t-on. La nomination de M. Guenad intervient dans un contexte où la MCO cherche à redorer son blason sur la scène nationale, tant sur le plan sportif qu'institutionnel. Son arrivée est perçue comme un "pas stratégique" vers une gouvernance plus professionnelle et une meilleure coordination entre les différentes composantes du club, y compris le staff technique, les joueurs et les instances dirigeantes, indique-t-on encore. Pour rappel, le MCO, dont le dernier titre national remonte à 1996 (Coupe d'Algérie), a été affilié, depuis septembre 2023, à la compagnie Hyproc, spécialisée dans le transport maritime des hydro-

BILLETTERIE DE LA CAN 2025

Un lancement chaotique

À peine ouverte, la billetterie officielle de la CAN 2025 a déjà montré ses limites. Le site de la CAF, censé gérer la pré-vente de billets, est tombé en panne face à l'affluence des supporters. Une situation qui soulève de nouvelles interrogations sur la gestion d'un événement attendu par tout un continent.

La Coupe d'Afrique des nations 2025, prévue au Maroc en fin d'année, suscite déjà une immense ferveur. Mais cette passion populaire a vite révélé ses premiers couacs. En effet, la billetterie officielle de la Confédération africaine de football (CAF), accessible via le site tickets.cafonline.com, s'est retrouvée hors service jeudi dernier, quelques heures seulement après son ouverture. Le message affiché par la plateforme a de quoi frustrer les supporters : « La billetterie est temporairement inaccessible. En raison d'une forte affluence, tous les billets disponibles sont déjà en cours d'achat. Merci de votre compréhension. » Une explication qui témoigne de la difficulté de la CAF à gérer l'énorme demande, alors que le calendrier de mise en vente avait été minutieusement présenté.

En effet, le processus devait débuter par une phase d'inscription dès le 12 septembre, suivie d'une pré-vente exclusive aux détenteurs de cartes VISA, sponsor officiel de la CAF, prévue les 25 et 26 septembre. La vente générale devait ensuite prendre le relais dès le 27 septembre, avec la mise à disposition de 30 % des billets pour le grand public.

« L'instabilité défensive parfois observée ces derniers mois pourrait ouvrir une brèche pour le retour d'un joueur expérimenté comme M'Bolhi. Reste à savoir s'il parviendra à convaincre lors de la prochaine grande échéance. »

Hakim S.

UNE ORGANISATION MILLIMÉTRÉE... EN THÉORIE

Si la programmation semblait claire sur le papier, la réalité a démontré des failles techniques majeures. La plateforme a été saturée par un afflux massif d'utilisateurs, confirmant l'engouement que suscite la compétition. Mais au lieu d'illustrer une organisation maîtrisée, ce bug donne l'image d'une préparation fragile, alors que l'événement approche à grands pas. La CAF a pourtant prévu d'autres étapes pour répondre à la demande. Une deuxième phase de pré-vente VISA est annoncée pour les 21 et 22 octobre, avant une nouvelle vague de 30 % de billets destinés au public. Enfin, la totalité des tickets restants devrait être mise en vente à partir du 21 novembre, soit un peu plus d'un mois avant le coup d'envoi du tournoi.

UN DÉFI DE CRÉDIBILITÉ POUR LA CAF

Cet épisode ne manquera pas d'alimenter les critiques sur la capacité de l'instance africaine à gérer un tel rendez-vous. La CAN n'est pas seulement une compétition sportive : c'est un événement social, économique et culturel qui mobilise des millions de personnes sur tout le continent. La moindre faille dans son organisation risque donc de ternir l'image de la CAF et de susciter des tensions chez les supporters. Les billets de matchs, notamment ceux de la phase finale et des affiches prestigieuses, sont traditionnellement très recherchés. Or, si les difficultés techniques persistent, la frustration des fans pourrait se transformer en polémique. Certains y voient déjà le signe d'une communication mal anticipée, et d'une gestion logistique en décalage avec l'ampleur de la demande.

Entre ferveur populaire et problèmes techniques, la billetterie de la CAN 2025 reflète un paradoxe : comment une compétition aussi prestigieuse peut-elle encore trébucher sur la question de l'accès aux billets ?

M. A. T.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

António Guterres optimiste

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé mercredi les Etats à continuer de se mobiliser pour affronter la crise climatique, estimant qu'il était « encore possible de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius d'ici la fin du siècle », lors d'un sommet en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations unies.

« Nous savons ce que le dépassement permanent de cette limite signifierait pour les populations et la planète », a averti le secrétaire général, António Guterres, soulignant que « la science nous incite à agir pour le climat » et que « l'économie aussi ». Organisé plusieurs semaines avant la Conférence des Nations unies sur le climat (COP30), qui se déroulera en novembre à Belém au Brésil, ce sommet a réuni plusieurs dirigeants mondiaux, dont le Président brésilien Luis Inazio Lula da Silva, le Président chinois Xi Jinping, la Présidente de la Commission européenne Ursula van der Leyen et le Président turc Recep Tayyip



Erdoğan, ainsi que des dirigeants d'entreprises et des représentants de la société civile. Il a constitué une opportunité pour les participants de réaffirmer leurs engagements à agir face à la crise climatique. Le Président Xi Jinping a ainsi déclaré que son pays chercherait à réduire ses émissions d'au moins 7 à 10 % d'ici 2035. Les inondations en Asie du Sud, les incendies de forêt en Amérique du Nord et les records de chaleur en Europe ont mis en évidence ce que les scientifiques affirment depuis des années : le changement climatique s'aggrave plus rapidement que la réponse politique. L'Organisation météorologique mondiale des Nations Unies a indiqué que 2024 avait été l'année la plus chaude jamais enregistrée, mais parallèlement, le paysage politique international s'est davantage fracturé, les États-Unis, l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, s'étant retirés de l'Accord de Paris sur le climat début 2025. Le Secrétaire général a rappelé que l'énergie propre est source d'emplois, de croissance et de développement durable. « Elle produit l'électricité la plus rapide et la moins chère, protège les économies de la volatilité des marchés des combustibles fossiles, assure la sécurité et la souveraineté énergétiques et contribue à fournir une énergie propre et abordable à tous », a-t-il souligné. Il a noté que malgré les importantes subventions aux combustibles fossiles qui faussent les marchés, l'énergie propre a bénéficié d'investissements deux fois plus importants que les combustibles fossiles l'année dernière. « En résumé : la pro-

preté est compétitive, et l'action pour le climat est impérative », a-t-il affirmé, concluant que l'Accord de Paris de 2015 sur le climat « a fait la différence ». Au cours des dix dernières années, l'augmentation prévue de la température mondiale est passée de 4 °C à 2,6 °C, si les actuelles contributions déterminées au niveau national (CDN) sont pleinement mises en œuvre. Sur cette note d'optimisme, le Secrétaire général a jugé que de nouveaux plans pour 2035 « qui aillent beaucoup plus loin et beaucoup plus vite » étaient nécessaires. Selon lui, il faut réaliser des réductions drastiques des émissions, alignées sur 1,5 °C, couvrir toutes les émissions et tous les secteurs, et accélérer une transition énergétique juste à l'échelle mondiale. « Vos nouveaux plans peuvent nous faire franchir une étape importante », a-t-il lancé à l'adresse des Etats membres, ajoutant qu'un rapport de l'ONU calculera leur impact sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. « Si ces objectifs ne sont pas atteints, nous devons créer les conditions d'une décennie d'accélération », a-t-il affirmé, estimant que c'était possible. Il a constaté ainsi que la Chine a atteint son objectif éolien et solaire pour 2030 avec six ans d'avance et que l'Inde a atteint 50 % de sa capacité électrique à partir de sources d'énergie non fossiles avec cinq ans d'avance. « Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère énergétique. Nous devons saisir cette opportunité », a dit M. Guterres, déclarant que la COP30 « doit se conclure par un plan de réponse mondial crédible pour nous remettre sur la bonne voie ».

SOMMET DE L'ONU SUR LE CLIMAT

La Chine présente ses objectifs climatiques

Le président chinois, Xi Jinping, a annoncé les contributions déterminées au niveau national (CDN) de la Chine pour 2035 dans son discours vidéo adressé au Sommet des Nations Unies sur le climat 2025 tenu mercredi à New York. Notant que cette année marque le 10e anniversaire de l'Accord de Paris, une année cruciale pour la présentation des CDN par les pays, et que la gouvernance climatique mondiale entre dans une phase clé, il a formulé les trois propositions suivantes. Premièrement, M. Xi a souligné qu'il était important d'affermir la confiance. « La transition verte et faible en carbone est la tendance de l'époque. Alors qu'un certain nombre de pays agit à l'encontre de celle-ci, la communauté internationale doit rester concentrée sur la bonne direction, maintenir une confiance inébranlable, mener des actions inlassables et avec une intensité soutenue, et travailler à la formulation et à la mise en œuvre des CDN, afin d'apporter plus d'énergie positive à la coopération en matière de gouvernance climatique mondiale », a-t-il déclaré. Deuxièmement, M. Xi a appelé à assumer les responsabilités. « L'équité et la justice doivent être défendues, et le droit au développement des pays en développement pleinement respecté », a-t-il indiqué. La transition verte mondiale doit servir à réduire plutôt qu'à élargir le fossé Nord-Sud. Les pays doivent honorer le principe de responsabilités communes mais différenciées, selon lequel les pays développés doivent montrer l'exemple en remplissant leurs obligations de réduction des émissions et fournir plus de soutien financier et technologique aux pays en développement, a-t-il ajouté. Troisièmement, M. Xi a mis l'accent sur l'importance d'approfondir la coopération, ajoutant que la coordination internationale dans les technologies et industries vertes devait être renforcée pour remédier au manque de capacité de production verte et assurer la libre circulation des produits verts de qualité à l'échelle mondiale, afin que les bénéfices du développement vert puissent atteindre tous les coins du monde. M. Xi a annoncé les nouveaux CDN de la Chine comme suit : d'ici 2035, la Chine réduira les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'ensemble de son économie de 7 à 10% par rapport aux niveaux maximaux, en s'efforçant de faire mieux ; elle augmentera la part des combustibles non fossiles dans la consommation totale d'énergie à plus de 30% ; elle multipliera par plus de six la capacité installée d'énergie éolienne et solaire par rapport aux niveaux de 2020, en s'efforçant d'atteindre un total de 3.600 gigawatts ; elle augmentera le volume total des stocks forestiers à plus de 24 milliards de mètres cubes ; elle fera des véhicules à énergie nouvelle le courant dominant dans les ventes de véhicules neufs ; elle étendra le marché national d'échange de quotas d'émission de carbone afin de couvrir les principaux secteurs à fortes émissions ; et elle mettra en place une société fondamentalement adaptée au climat.

INFO

ALERTE DE L'OMM

Cycle de l'eau perturbé

Le cycle de l'eau dans le monde est de plus en plus perturbé, oscillant entre sécheresses et déluges, selon un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié récemment. L'agence onusienne met en garde contre les conséquences croissantes de ces extrêmes d'excès ou de pénurie d'eau, qui affectent à la fois les économies et les sociétés à l'échelle planétaire. « Les derniers exemples en date des ravages importants liés à l'eau sont les inondations dévastatrices causées par la mousson au Pakistan, les inondations au Soudan du Sud et les crues soudaines meurtrières sur l'île indonésienne de Bali », a souligné la Secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo en présentant le rapport. En 2024, seulement un tiers des bassins fluviaux mondiaux ont enregistré des conditions « normales » de débit, par rapport à la moyenne de la période 1991-2020, tandis que les deux autres tiers ont eu trop ou trop peu d'eau. C'est la sixième année consécutive de déséquilibre dans le cycle hydrologique, alerte l'OMM. « Les ressources en eau sont sous une pression croissante, et les événements extrêmes ont un impact direct et de plus en plus important sur les vies humaines et les économies », a affirmé Mme Saulo. L'année 2024 est la plus chaude jamais enregistrée, avec un épisode El Niño ayant exacerbé la sécheresse dans des régions, d'autres ayant connu des conditions plus humides que la normale.

INFO

INONDATIONS ET SÉCHERESSE

Combinaison d'extrêmes climatiques

Les débits ont été largement inférieurs à la normale dans les principaux bassins fluviaux, notamment ceux de l'Amazone, du São Francisco, du Paraná et de l'Orénoque, en Amérique du Sud, et ceux du Zambèze, du Limpopo, de l'Okavango et de l'Orange, en Afrique australe. En Afrique de l'Ouest, des inondations majeures ont frappé le Sénégal, le Niger, le lac Tchad et le bassin du Volta. En Europe centrale et en Asie, les niveaux d'eau des rivières ont excédé les moyennes, faisant monter le niveau des principaux bassins tels que ceux du Danube, du Gange, du Godavari et de l'Indus. Cette combinaison d'extrêmes est un signe inquiétant du dérèglement climatique à l'échelle mondiale. Les experts soulignent la surexploitation des eaux souterraines comme un problème majeur. Dans 47 pays, seulement 38 % des puits étudiés affichaient des niveaux d'eau normaux. Cette surexploitation menace les ressources en eau à long terme, aggravant la situation pour les écosystèmes et les populations qui dépendent de ces sources. L'accélération de la fonte des glaciers risque de déclencher une avalanche d'effets en cascade sur les économies, les écosystèmes et les communautés. La perte de masse glaciaire continue d'accélérer, avec un total de 450 gigatonnes disparues en 2024. Cette perte est équivalente à un bloc de glace de 7 km de long, 7 km de large et 7 km de haut — ou assez d'eau pour remplir 180 millions de piscines olympiques. Ce phénomène, qui touche toutes les régions, menace gravement les ressources en eau douce futures.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les principaux polluants de l'air tels que le dioxyde de soufre (SO₂) et l'oxyde d'azote (NO_x) diminuent grâce à la mise en place de contrôles des émissions, mais les niveaux d'ozone troposphérique, principal composant du smog, n'ont pas baissé.

Repéré pour vous

Dans le monde, Les données collectées par les institutions spécialisées confirment une tendance inquiétante à la détérioration de la qualité de l'air déjà observée les années précédentes.

« DZ TRAVELLERS » ET « MARKABATI DZ »

Deux nouvelles plateformes numériques pour rapprocher l'État des citoyens

L'Algérie franchit un nouveau pas dans sa stratégie de transformation numérique avec le lancement de deux plateformes innovantes destinées à répondre à des besoins concrets des citoyens, que ce soit dans leurs déplacements à l'étranger ou dans leur vie quotidienne.

Jeu, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a annoncé le lancement officiel de la plateforme « DZ Travellers », un portail spécialement conçu pour accompagner les Algériens voyageant hors du pays. Le même jour, le ministère de l'Énergie et des Mines a dévoilé « Markabati DZ », un service en ligne permettant de réserver des rendez-vous pour le contrôle de conformité des véhicules. Ces deux annonces, intervenues simultanément, traduisent une volonté claire des autorités : mettre le numérique au service du citoyen et renforcer l'efficacité des services publics, en réduisant les démarches administratives chronophages et en améliorant l'accès à l'information.

« DZ TRAVELLERS », UN OUTIL DE PROTECTION ET D'ACCOMPAGNEMENT À L'ÉTRANGER

Avec plus de six millions d'Algériens établis à l'étranger et des centaines de milliers qui voyagent chaque année pour le travail, les études ou le tourisme, la création d'un portail numérique dédié aux voyageurs revêt une importance stratégique. Le ministère des Affaires étrangères souligne que « DZ Travellers » est conçu pour fournir aux citoyens toutes les informations, orientations et recommandations nécessaires, notamment en cas d'urgence ou de crise. Le portail propose ainsi des conseils pratiques avant le voyage, des coordonnées utiles des représentations diplomatiques, ainsi

que des procédures à suivre en cas de perte de documents, de catastrophes naturelles ou de tensions géopolitiques. Cette démarche s'inscrit dans un contexte marqué par la multiplication des crises internationales et des situations d'instabilité. La pandémie de Covid-19 avait déjà mis en lumière la nécessité pour les États de mieux accompagner leurs ressortissants à l'étranger, notamment lors des rapatriements massifs. « DZ Travellers » apparaît donc comme un prolongement logique des leçons tirées de ces expériences. Accessible via <https://apcs.mfa.gov.dz>, la plateforme invite les voyageurs à s'enregistrer afin de bénéficier d'un suivi plus direct et personnalisé. Cette inscription permet également aux autorités consulaires d'intervenir plus rapidement en cas de besoin.

« MARKABATI DZ », VERS UNE MODERNISATION DU CONTRÔLE DES VÉHICULES

En parallèle, le ministère de l'Énergie et des Mines a lancé « Markabati DZ », une plateforme numérique qui facilite la prise de rendez-vous pour les contrôles de conformité des véhicules. Jusqu'ici, ces démarches pouvaient s'avérer fastidieuses, marquées par des déplacements inutiles et des délais d'attente prolongés. Grâce à ce nouveau service, les automobilistes peuvent désormais réserver en ligne un créneau, après avoir renseigné leurs informations personnelles et les caractéristiques de leur voiture. Le rendez-vous est ensuite confirmé et téléchargeable sous forme de document. Accessible via www.markabatidz.energy.gov.dz, cette plateforme représente une étape supplémentaire dans la modernisation du secteur automobile en Algérie. Elle vise non seulement à réduire les désagréments administra-

tifs pour les citoyens, mais aussi à renforcer le contrôle technique et la sécurité routière, dans un pays où le parc automobile dépasse les sept millions de véhicules et où les accidents de la route restent une préoccupation majeure.

UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AU SERVICE DU CITOYEN

Ces deux initiatives illustrent une dynamique plus large : l'Algérie s'engage résolument dans une transformation numérique de ses services publics. Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics mettent en avant la nécessité de simplifier les démarches administratives, de lutter contre la bureaucratie et de renforcer la transparence. La numérisation des services s'inscrit dans cette logique. Elle permet de réduire les files d'attente dans les administrations, d'offrir une meilleure accessibilité pour les citoyens résidant loin des centres urbains, et de garantir une traçabilité des démarches. Pour l'État, c'est aussi

un moyen d'améliorer le suivi des services et de limiter certaines pratiques opaques. Le lancement simultané de « DZ Travellers » et « Markabati DZ » montre la volonté des autorités de diversifier les champs d'application du numérique : protection des citoyens à l'étranger d'un côté, sécurité routière et modernisation administrative de l'autre.

DES ENJEUX STRATÉGIQUES

La mise en place de telles plateformes n'est pas seulement une amélioration technique : elle s'inscrit dans une stratégie nationale de souveraineté numérique. Dans un monde de plus en plus connecté, les États qui n'investissent pas dans le numérique risquent de voir leurs services publics se détériorer et de perdre la confiance de leurs citoyens. L'Algérie, en choisissant de développer des outils comme « DZ Travellers », affirme sa volonté de protéger ses ressortissants où qu'ils soient, tout en consolidant son image de pays capable de se moderniser et de s'adapter aux nouvelles réalités. Quant à « Markabati DZ », il répond à une exigence interne forte : améliorer la sécurité routière et encadrer le parc automobile par des procédures plus transparentes et plus efficaces.

LES DÉFIS À RELEVER

Malgré les avancées, plusieurs défis restent à relever pour garantir le succès de ces plateformes. Le premier est celui de l'accessibilité. Une partie de la population reste encore peu familière avec les outils numériques, en particulier dans les zones rurales. Pour que ces services soient réellement inclusifs, il faudra accompagner les citoyens par des campagnes de sensibilisation et peut-être maintenir, dans un premier temps, des dispositifs hybrides (numériques et physiques). Le second défi concerne la sécurité des données personnelles. L'inscription sur « DZ Travellers » ou « Markabati DZ » implique de partager

des informations sensibles. L'État devra donc rassurer les citoyens en garantissant un haut niveau de protection des données et en évitant tout risque de fuite ou d'utilisation abusive. Enfin, la question de l'interopérabilité se pose : ces plateformes gagneraient à être intégrées dans un écosystème numérique global, permettant aux citoyens d'accéder à plusieurs services publics via un seul portail, ce qui simplifierait encore davantage les démarches.

UNE ÉTAPE VERS UNE ADMINISTRATION PLUS MODERNE

Au-delà des défis, le lancement de « DZ Travellers » et de « Markabati DZ » envoie un signal positif : l'Algérie entre progressivement dans une nouvelle ère où les services publics cherchent à être plus proches, plus rapides et plus efficaces. Ces plateformes ne sont pas de simples gadgets technologiques. Elles incarnent une évolution profonde de la relation entre l'État et le citoyen. Dans un monde où la mobilité internationale, les enjeux de sécurité et la demande de transparence administrative sont de plus en plus pressants, de telles initiatives répondent à une attente réelle. La transformation numérique est un chantier de longue haleine, mais chaque pas compte. Les citoyens algériens, qu'ils voyagent à l'étranger ou qu'ils prennent la route au quotidien, pourraient bientôt constater que l'État se trouve désormais à portée de clic. L'Algérie a inauguré deux outils numériques qui témoignent de sa volonté d'ancre la digitalisation dans les pratiques quotidiennes des services publics. En facilitant la vie des voyageurs avec « DZ Travellers » et celle des automobilistes avec « Markabati DZ », le pays s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de proximité. Reste à transformer l'essai en garantissant la fiabilité, l'accessibilité et la sécurité de ces plateformes, afin de renforcer la confiance des citoyens et de consolider le chemin vers une véritable administration numérique.

QUAND L'IA BOUSCULE L'INTIME ET LE QUOTIDIEN

Le phénomène « Gemini » et l'essor de ChatGPT

Un nouveau phénomène numérique envahit les réseaux sociaux : des internautes publient deux photos – l'une d'eux enfants, l'autre actuelle – dans un générateur d'images par intelligence artificielle comme « Google Gemini », afin de produire des clichés bouleversants où l'adulte se serre dans les bras de son « moi » enfant, ou encore des scènes fictives avec des proches disparus. Cette tendance repose sur un processus simple : importer deux photos dans l'interface d'édition, saisir une instruction textuelle (prompt) définissant le style recherché, puis lancer la génération d'image. La qualité et la vraisemblance du résultat dépendent toutefois des capacités techniques de l'outil et des paramètres de filtrage de sécurité. L'attrait du phénomène s'explique par plusieurs facteurs : la charge émotionnelle des images d'enfance, la facilité d'utilisation des services, la rapidité d'exécution, mais aussi la surprise et l'étrangeté des résultats qui se partagent massivement.

DES IMAGES ÉMOUVANTES, MAIS DES RISQUES BIEN RÉELS

Derrière cette vague de nostalgie numérique, des experts et organismes de cybersécu-

rité alertent sur des dangers multiples. Parmi eux, l'atteinte à la vie privée : certaines plateformes conservent les photos ou les utilisent pour améliorer leurs modèles, exposant ainsi les données biométriques des visages. S'ajoute la menace des deepfakes, ces images truquées pouvant être exploitées pour nuire à la réputation ou faire chanter des individus. Les questions légales et éthiques ne manquent pas : que se passe-t-il lorsqu'on génère et diffuse des images fictives de mineurs ou de tiers, sans consentement, dans des contextes ambigus ? De plus, les résultats inattendus des algorithmes, qui peuvent déformer les traits ou introduire des éléments perturbants, alimentent l'inquiétude des utilisateurs. Face à cela, les spécialistes recommandent des usages prudents : éviter de télécharger des photos d'autrui ou d'enfants sans accord, lire attentivement les politiques de confidentialité, privilégier les services qui offrent la suppression des données, ou encore utiliser des avatars plutôt que des portraits réels. Les plus avertis suggèrent aussi de privilégier des images où l'identité est peu reconnaissable et de rester critique avant toute diffusion publique. Ainsi, si le « trend Gemini » conjugue émotion et prouesse technique, il

impose une responsabilité nouvelle : savoir doser entre créativité et protection de soi.

CHATGPT, UN USAGE DE MASSE QUI REDESINE LES HABITUDES NUMÉRIQUES

Parallèlement à cette tendance visuelle, une étude de grande ampleur vient éclairer les usages quotidiens d'un autre outil d'IA, ChatGPT. Le National Bureau of Economic Research (NBER), en collaboration avec l'équipe d'OpenAI et l'économiste de Harvard David Deming, a analysé 1,5 million de conversations, dans le respect de l'anonymat des utilisateurs. Les résultats montrent une adoption en constante progression et de plus en plus diversifiée.

Alors que les femmes ne représentaient que 37 % des utilisateurs en janvier 2024, elles constituent désormais 52 % en juillet 2025. Le rapport note également une forte croissance dans les pays à revenu faible et intermédiaire, quatre fois plus rapide que dans les économies riches. Trois quarts des conversations sont consacrés à des tâches pratiques : recherche d'informations, conseils, rédaction. La programmation et l'expression personnelle apparaissent, elles, plus marginales. Selon les chiffres, 49

% des messages sont des requêtes, 40 % concernent des actions concrètes comme la planification ou la rédaction, et 11 % relèvent de l'expression, de l'exploration ou de la réflexion.

L'étude révèle un équilibre particulier : 30 % des usages sont liés au travail, contre 70 % relevant de la sphère personnelle. Ce double rôle de ChatGPT – outil de productivité et compagnon du quotidien – traduit l'émergence d'une valeur économique et sociale difficilement mesurable par les instruments classiques. L'amélioration des décisions, le gain de temps ou l'augmentation de la créativité sont autant de bénéfices souvent invisibles dans les statistiques, mais bien présents dans la vie des utilisateurs.

En conclusion, qu'il s'agisse des images générées par « Gemini » ou des conversations avec ChatGPT, une même logique traverse ces expériences : l'intelligence artificielle s'insinue désormais dans les recoins les plus sensibles et pratiques de l'existence. Elle émeut, surprend, assiste, mais impose en retour vigilance, réflexion et nouvelles règles du jeu pour protéger les individus sans freiner l'élan créatif et social qu'elle génère.

COOPÉRATION ENTRE L'ÉTHIOPIE ET LA RUSSIE

Un accord pour construire une centrale nucléaire

La Russie et l'Éthiopie ont signé, jeudi dernier, à Moscou, un accord préliminaire pour la construction d'une centrale nucléaire en Éthiopie d'une capacité totale de 4 000 mégawatts.



Ph: DR

C'est lors de la Semaine nucléaire mondiale à Moscou que la Russie a renforcé ses partenariats africains dans le secteur, rapportent les médias russes. Cet accord signé avec Rosatom (Agence fédérale russe de l'énergie atomique) prévoit de développer une centrale nucléaire et former ses spécialistes. Un événement qualifié d'une nouvelle étape franchie par la Russie dans sa coopération énergétique avec l'Afrique. Ainsi, elle a signé avec l'Éthiopie un plan d'action ouvrant la voie à la construction d'une centrale nucléaire sur le sol éthiopien. L'accord a été paraphé par le directeur général de Rosatom, Aleksei Likhachev, et le directeur général de la Compagnie d'électricité éthiopienne, Ashebir Balcha. Le document stipule que les deux parties contractantes se sont engagées à élaborer un plan d'action détaillé de construction ainsi qu'une feuille de route définissant les bases techniques et économiques du projet, et à conclure un accord intergouvernemental pour en assurer la mise en œuvre. Il prévoit également, au-delà de l'infrastructure, un volet de déve-

loppement des compétences. Notamment, la formation du personnel scientifique et technique, le soutien à la mise en place d'une base nucléaire nationale et l'élargissement des usages civils de l'atome. S'exprimant à cette occasion, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a déclaré : « Nous sommes prêts à collaborer avec la Russie, en combinant notre marché en pleine croissance et notre main-d'œuvre qualifiée avec le savoir-faire russe pour créer un partenariat qui inspirera notre continent ». Pour Addis-Abeba, ce partenariat ne se limite pas à la seule production d'électricité. Il s'agit aussi de renforcer l'autonomie énergétique, d'accompagner l'industrialisation du pays et de préparer l'avenir en s'appuyant sur une technologie de pointe

maîtrisée en coopération avec Moscou.

LES AMBITIONS DU NIGER

Par ailleurs, le ministre nigérien des Mines, Ousmane Abarchi, cité par Russia Today, a récemment indiqué que son pays envisageait la construction de deux réacteurs nucléaires de 2 000 mégawatts chacun, également en partenariat avec Rosatom. Pour ce faire, il présenté un projet d'une portée considérable. Ousmane Abarchi a ainsi annoncé la volonté de Niamey de construire une centrale en partenariat avec Rosatom et sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pays riche en ressources uranifères, le Niger considère que son potentiel naturel lui confère un rôle clé dans la sécurité

énergétique africaine. En inscrivant ce projet dans sa stratégie nationale, il entend transformer l'uranium, longtemps perçu comme une matière première d'exportation, en levier de développement durable et de justice énergétique. Pour les autorités nigériennes, l'énergie nucléaire doit devenir un moteur de progrès et un outil d'émancipation économique. L'engagement du Niger de travailler avec la Russie traduit une ambition claire : inscrire le pays parmi les acteurs importants de la transition énergétique du continent. Il convient de souligner qu'à ce jour, l'Afrique du Sud demeure le seul pays africain à disposer d'une centrale nucléaire opérationnelle, tandis que l'Égypte poursuit la construction de ses propres réacteurs. **R.I.**

AFRIQUE – JAPON

Des rumeurs à l'origine d'une suspension d'un programme d'échange

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a annoncé qu'elle allait suspendre un programme d'échange entre des municipalités japonaises et des pays africains en raison d'une controverse persistante liée à la désinformation. Les responsables de l'agence ont déclaré jeudi lors d'une conférence de presse que cette décision avait été prise après consultation auprès du ministère des Affaires étrangères et des villes concernées. En août, la JICA avait désigné quatre villes japonaises comme « Hometown » (ville natale) pour les pays africains, alors que se tenait à Yokohama la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Cependant, des rumeurs se sont répandues sur les réseaux sociaux et d'autres canaux, laissant entendre que le programme « JICA Africa Hometown » visait à installer des immigrants au Japon. Les responsables de la JICA ont déclaré aux journalistes que des informations erronées continuaient de circuler et que les appels téléphoniques et les courriels de protestation devenaient un fardeau excessif pour les municipalités. Ils ont indiqué avoir expliqué le retrait du programme aux quatre villes et avoir obtenu leur compréhension. Le président de la JICA, Tanaka Akihiko, a souligné que l'agence avait pris des mesures immédiates pour corriger le malentendu, mais

qu'elle avait décidé de supprimer le programme, y compris son nom, compte tenu de son impact sur les activités quotidiennes des municipalités. Tanaka a nié que l'agence ait cédé à la confusion autour du programme. Il a expliqué que l'initiative avait été conçue pour que les habitants du

Japon et d'autres pays coopèrent à des activités bénéfiques pour les parties concernées. La JICA a déclaré qu'elle examinerait attentivement le contenu du programme et qu'elle espérait continuer à soutenir les échanges. **R.I.**

GUINEE

177 migrants, dont 120 enfants et 36 femmes, rapatriés de Mauritanie

Cent soixante-dix-sept migrants guinéens, dont 120 enfants et 36 femmes, ont été rapatriés de Mauritanie où ils attendaient leur retour volontaire au pays, ont rapporté jeudi plusieurs médias locaux. Grâce aux efforts conjugués du gouvernement guinéen, à travers le ministère des Affaires étrangères, et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ils sont arrivés à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré de

Conakry à bord d'un vol spécial affrété à cet effet. Face aux multiples cris d'alarme et appels de détresse lancés par de jeunes migrants guinéens bloqués dans certains pays comme la Mauritanie, la Tunisie, l'Algérie ou encore le Maroc, le gouvernement guinéen a mis en place depuis plusieurs mois des dispositifs visant à faciliter leur retour volontaire, lorsqu'ils se trouvent en situation irrégulière. A leur arrivée à Conakry, ces migrants ont été accueillis

par les autorités du ministère des Affaires étrangères, ainsi que par les responsables du bureau local de l'OIM, en vue d'organiser leur retour auprès de leurs familles respectives. Un programme d'insertion est également en place pour permettre à certains jeunes de lancer des activités génératrices de revenus, dans le but de prévenir une nouvelle tentative d'expédition risquée et dangereuse, que ce soit dans le désert ou en mer Méditerranée. **R.I.**

MADAGASCAR

Couvre-feu imposé après de violentes manifestations à Antananarivo

De grandes manifestations ont eu lieu, jeudi, dans la capitale de Madagascar, Antananarivo, rapport des sources médiatiques soulignant que le domicile de trois parlementaires a été incendié tandis que la colère est toujours intense. Ces manifestations ont été provoquées pour dénoncer les coupures persistantes de l'eau et de l'électricité. Les foyers et les entreprises étaient privées d'électricité pendant plus de 12 heures. Suite à ces événements, le gouvernement malgache a décrété un couvre-feu nocturne. La police a fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour réprimer les centaines de manifestants descendus dans la rue pour exprimer leur colère. Les manifestants ont barricadé les routes avec des objets hétéroclites, notamment des pneus en feu et des pierres. Jeudi après-midi, des incidents de pillage ont été signalés. Des stations du nouveau système de téléphérique du pays ont également été incendiées. Les médias locaux ont rapporté que trois maisons de politiciens connus pour être proches du président Nirina Rajoelina ont également été attaquées par des manifestants. Le chef de la police, Angelo Ravelonarivo, a donc annoncé qu'un couvre-feu nocturne, de 19 heures jeudi à 5 heures, hier vendredi. Il serait strictement imposé jusqu'à ce que le calme soit rétabli.

LE GOUVERNEMENT CONDAMNE

Le président malgache Andry Rajoelina a condamné hier les violences survenues jeudi, appelant l'ensemble de ses compatriotes à garder leur calme. "Face aux événements ayant conduit à des pillages, ainsi qu'à la destruction de biens et d'entreprises, je condamne ces actes de dévastation et la volonté de semer la ruine dans notre pays", a-t-il dit dans une publication sur les réseaux sociaux. Une manifestation s'est tenue jeudi à Antananarivo pour réclamer l'accès à l'eau et à l'électricité, avant de dégénérer en actes de pillage dans plusieurs endroits du pays en fin de journée. **R.I.**

CENTRAFRIQUE

Deux cas confirmés de Mpx recensés dans le sud-ouest du pays

Quatre cas suspects de Mpx, dont deux confirmés positifs, ont été recensés dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré, dans le sud-ouest de la République centrafricaine (RCA), ont rapporté jeudi des sources locales concordantes. Selon Julien Semndoutou, médecin-chef du district sanitaire de Bayanga, les échantillons prélevés sur les quatre patients ont été analysés par l'Institut Pasteur de Bangui, confirmant deux cas positifs. "Les personnes concernées, deux femmes et deux hommes, ont été placées en isolement afin de recevoir des soins appropriés. Nous appelons la population à la vigilance et à éviter le contact avec les animaux domestiques, souvent vecteurs potentiels de la maladie", a-t-il déclaré sur les ondes d'une radio locale. Selon les données officielles, entre janvier et août 2025, 427 cas ont été recensés, dont 28 ont été confirmés. Mbaïki, Bangassou, Sangha-Mbaéré et Kembé-Satéma sont les zones où l'épidémie est active, avec une moyenne de quatre cas confirmés chaque semaine. **R.I.**

LE PRÉSIDENT IRANIEN, À PROPOS DES PRÉOCCUPATIONS SUR LE PROGRAMME NUCLÉAIRE DE TEHERAN

« Prêts à répondre dans le respect du droit international et de nos droits »

Lors de rencontres distinctes avec la présidente suisse, le président finlandais, le président du Conseil européen et le Premier ministre norvégien, à New York, Massoud Pezeshkian a assuré que son pays était disposé à répondre aux préoccupations au sujet de son programme nucléaire.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a déclaré à plusieurs dirigeants européens que l'Iran est prêt à répondre aux préoccupations concernant la nature de son programme nucléaire "dans le cadre du droit international et de ses droits". Selon des communiqués publiés sur le site Internet de son bureau, il a fait ces remarques mercredi lors de rencontres distinctes avec Karin Keller-Sutter, la présidente suisse, Alexander Stubb, le président finlandais, Antonio Costa,



le président du Conseil européen, et Jonas Gahr Store, le Premier ministre norvégien, en marge de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies. À cette occasion, M. Pezeshkian a souligné que l'Iran considère les armes nucléaires

comme interdites sur la base d'un décret religieux du guide suprême Ali Khamenei et est prêt à permettre des contrôles internationaux dans le cadre du droit international et des droits de l'Iran. "Nous sommes favorables à des pourparlers diplo-

matiques pour résoudre le problème", a-t-il assuré. Dans le même temps, il a averti que si le mécanisme dit de "snapback" conduisait à la réimposition des sanctions des Nations unies, le dialogue deviendrait "dénué de sens". M. Pezeshkian a aussi accusé les violations occidentales du Plan d'action global conjoint (JCPOA) de 2015 et les attaques israéliennes contre les installations iraniennes d'être à l'origine de la situation actuelle, affirmant que la diplomatie est toujours la seule voie pour reconstruire la confiance. De leur côté, les dirigeants européens ont exhorté à renouveler le dialogue, M. Stubb demandant un "véritable multilatéralisme" et M. Costa soulignant que les différends doivent être résolus par la compréhension. Le Premier ministre norvégien a quant à lui déclaré que toutes les parties devaient rechercher des solutions pour éviter les sanctions et restaurer la confiance.

R.I.

DEUX MORTS ET UN BLESSÉ DANS UNE FUSILLADE CONTRE UN CENTRE DE RÉTENTION POUR MIGRANTS AU TEXAS, ÉTATS-UNIS

Trump accuse des "gauchistes radicaux"

Le président des États-Unis Donald Trump a accusé les "gauchistes radicaux" d'être responsables de la fusillade meurtrière qui a eu lieu dans un centre de détention d'immigrés de l'agence américaine de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) à Dallas, au Texas. Condamnant cette attaque comme étant ignoble, M. Trump a écrit sur Truth Social que les courageux hommes et femmes de l'ICE ne font que leur travail, mais qu'ils sont confrontés à une "augmentation sans précédent des menaces, des violences et des attaques de la part de Gauchistes radicaux dérangés". "Cette violence est le résultat de la diabolisation constante des forces de l'ordre par les démocrates de gauche radicale, qui réclament la suppression de l'ICE et comparent ses agents à des 'nazis'", a dénoncé M.

Trump. "La violence continue des terroristes de gauche radicale, à la suite de l'assassinat de Charlie Kirk, doit cesser", a-t-il poursuivi. Le président américain a annoncé qu'il signerait cette semaine un décret visant à "démanteler ces réseaux terroristes intérieurs". Un détenu a été tué et deux autres

gravement blessés lors de la fusillade de mercredi, tandis qu'aucun agent n'a été blessé. Le consulat mexicain à Dallas a confirmé que l'une des victimes dans un état critique est un citoyen mexicain. Les autorités n'ont pas encore révélé le mobile du tireur, qui s'est suicidé d'une balle.

R.I.

POUR CONSOLIDER LES PARTENARIATS ET LA COOPERATION.

Le président italien au Kazakhstan et en Azerbaïdjan à partir du 28 septembre

Le Président de la République d'Italie, Sergio Mattarella, se rendra, à partir du 28 septembre prochain, au Kazakhstan et en Azerbaïdjan, pour consolider les partenariats avec ces deux pays. « Trois jours seront consacrés à la réaffirmation, et éventuellement au renforcement, du partenariat économique bilatéral entre l'Italie et les deux pays, principalement axé sur les hydrocarbures, ces deux pays étant d'importants fournisseurs de gaz et de pétrole, rapporte, à cet effet, l'agence de presse « Nova.News », précisant que « la récente diversification

des approvisionnements, due au conflit russe, a accru l'importance de ces pays, avec le potentiel de partenariats économiques supplémentaires dans d'autres secteurs. » Cela s'explique également, développe la même source, « par le fait que Bakou et Astana investissent massivement dans la diversification de leurs économies, avec la perspective de collaborations dans de nombreux secteurs, tels que la connectivité et les infrastructures de connexion, non seulement dans l'énergie, mais aussi dans la logistique. » L'énergie, les opportunités économiques, mais

aussi les enjeux plus politiques, sont « au cœur des préoccupations des deux pays, en termes de perspectives et de stabilité, dans un contexte mondial dégradé », précise le média italien, soulignant qu'« ils partagent également la même volonté de s'émanciper partiellement de la tutelle des puissances voisines, la Russie, mais aussi l'Iran et la Chine. La voie choisie est d'entretenir de bonnes relations avec tous, sans subordination, notamment grâce aux opportunités offertes par la croissance économique tirée par le secteur énergétique. »

R.I./Agences

APRÈS PRÉS DE DEUX SEMAINES DE FERMETURE

La Pologne rouvre ses frontières avec le Bélarus

La Pologne a rouvert sa frontière avec le Bélarus jeudi à minuit, près de deux semaines après l'avoir fermée en amont d'exercices militaires russo-bélorusses, ont rapporté les médias locaux. Trois points de passage de fret ferroviaire, Terespol-Brest, Kuznica-Grodno et Siemianowka-Svisloch, ont été rouverts pour les trains de marchandises. En outre, le point de passage de Terespol-Brest est maintenant ouvert aux véhicules de passagers et celui de Kukuryki-Kozlowicze a repris son activité pour les camions, selon les médias. Le responsable du terminal Malszewicze du centre logistique CL Europort, près du point de passage de Terespol-Brest, a confirmé que les trains arrivaient et indiqué que le terminal serait très occupé dans les prochaines semaines. La Pologne a fermé tous ses postes-frontières avec le Bélarus à minuit le 12 septembre, en réponse à l'exercice militaire conjoint russo-bélorusse "Zapad-2025" qui s'est tenu du 12 au 16 septembre.

R.I.

SLOVÉNIE

Nétanyahou indésirable

Le gouvernement slovène a déclaré, jeudi, le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou persona non grata. "Le gouvernement a adopté à l'unanimité le décret (contre Nétanyahou Ndlr)", a indiqué le gouvernement dans un communiqué à la suite de sa session ordinaire. Il a fait savoir que cette décision envoyait "un message clair à l'Etat d'Israël, à savoir que la Slovénie attend un respect constant des décisions des cours internationales et du droit international humanitaire". Le gouvernement a rappelé que la Cour internationale de justice

avait jugé en juillet 2024 que plusieurs politiques israéliennes violaient le droit international humanitaire. La décision de ce jeudi intervient deux mois après que la Slovénie a déclaré persona non grata le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, et le ministre des Finances, Bezalel Smotrich. La Slovénie, qui est actuellement un pays membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a officiellement reconnu l'Etat de Palestine en juin 2024 et a appelé à de nombreuses reprises à la paix dans la bande de Ghaza.

R.I.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS

« L'action climatique de Chine très importante »

L'ancien Premier ministre français Laurent Fabius a estimé jeudi que l'action climatique menée par la Chine était très importante pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. "Le président Xi Jinping vient de s'exprimer à l'ONU sur ce sujet et la Chine a présenté une contribution nationale qui montre à quel point elle est vraiment engagée dans les accords de Paris. Et c'est très important", a-t-il dit à Xinhua en marge d'une réception à l'ambassade de Chine à Paris pour la fête nationale chinoise. "Beaucoup de choses ont été développées (en Chine), notamment dans le domaine des énergies renouvelables", a poursuivi M. Fabius. M. Xi a prononcé une allocution par vidéo au Sommet des Nations Unies sur le climat 2025 qui s'est tenu mercredi (heure locale) à New York. À cette occasion, il a annoncé de nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN) de son pays. Cette année marque les dix ans de l'Accord de Paris, conclu à l'occasion de la COP21, dont M. Fabius, alors ministre français des Affaires étrangères, était le président. Alors qu'il préside aujourd'hui le Cercle des présidents de COP, il dit suivre "avec beaucoup d'attention" l'action climatique chinoise. À quelques semaines de la COP30 à Belém, au Brésil, "nous allons essayer (...) avec la Chine bien sûr et avec beaucoup d'autres, d'avancer dans la bonne direction", a dit M. Fabius.

R.I.

UKRAINE – ÉTATS-UNIS

Zelensky aurait demandé à Trump de lui fournir des missiles Tomahawk

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, aurait demandé à son homologue américain, Donald Trump, une livraison de missiles de croisière Tomahawk, et ce lors d'une réunion à huis clos en marge de la 80e Assemblée générale des Nations Unies. Selon des sources rapportées au journal The Telegraph, le président ukrainien a expliqué au président américain que « ce système d'armes de haute technologie contribuerait à amener le président russe Vladimir Poutine à la table des négociations en vue d'un accord de paix ». Zelensky a ensuite déclaré que Trump s'était montré « ouvert » à la demande de missiles de croisière à longue portée, capables d'atteindre Moscou à une distance allant jusqu'à 2 400 kilomètres. Des sources diplomatiques ont aussi révélé que le secrétaire d'État américain Marco Rubio avait qualifié le changement de ton de Trump concernant l'Ukraine de « très positif », ajoutant que le président américain était « très en colère » contre Poutine pour avoir ignoré ses tentatives de mettre fin à la guerre. Cependant, comme le rapporte le journal US, il reste incertain que Kiev reçoive les Tomahawks, qui seraient plus efficaces que toutes les armes fournies jusqu'à présent par les alliés occidentaux.

R.I.

POUR AVOIR DIVULGUÉ DES INFORMATIONS SENSIBLES

Un ancien patron du FBI inculpé aux États-Unis

L'ancien directeur du FBI James Comey a été inculpé jeudi pour avoir divulgué des informations sensibles, quelques jours seulement après que le président américain Donald Trump a demandé que des mesures soient prises à son encontre, a rapporté, jeudi, l'agence chinoise de presse «Xinhua». M. Comey a été accusé par un grand jury fédéral d'avoir fait une fausse déclaration et d'avoir fait obstruction à une procédure du Congrès.



Après avoir pris connaissance de l'acte d'accusation, M. Trump a qualifié M. Comey dans un message publié sur les réseaux sociaux de "l'un des pires êtres humains que ce pays ait jamais connus". Le 20 septembre, dans un autre message, il a fait pression sur la ministre de la Justice Pamela Bondi pour qu'elle accélère l'enquête sur M. Comey, l'un des détracteurs les plus virulents du président. "Personne n'est au-dessus des lois", a déclaré Mme Bondi, ajoutant que l'acte d'accusa-

tion reflétait l'engagement du ministère de la Justice à tenir pour responsables ceux qui abusent de leurs fonctions au pouvoir pour tromper le peuple américain. Les accusations portées contre M. Comey découlent de son témoignage devant la commission judiciaire du Sénat en septembre 2020. Il avait alors insisté sur le fait qu'il n'avait jamais autorisé de fuites dans les médias concernant l'enquête sur la Russie ou une autre enquête sur Hillary Clinton, alors candidate démocrate à la présiden-

ce. Cependant, selon un rapport du ministère de la Justice datant de 2018, l'adjoint de M. Comey, Andrew McCabe, a déclaré que M. Comey lui avait permis de divulguer des informations à la presse. Mais ce rapport a également révélé que M. McCabe avait fait plusieurs déclarations fausses ou trompeuses. M. Comey a nié les accusations portées contre lui dans une vidéo publiée sur Instagram. "Ma famille et moi savons depuis des années qu'il y a un prix à payer pour s'opposer à Donald Trump, mais

nous ne pouvions pas imaginer vivre autrement", a déclaré M. Comey. "J'ai le cœur brisé pour le ministère de la Justice, mais j'ai une grande confiance dans le système judiciaire fédéral", a indiqué l'ancien directeur du FBI. Selon le Washington Post, la Maison Blanche a récemment forcé la sortie du précédent procureur en chef chargé de l'affaire et l'a remplacé par Mme Bondi, l'un des anciens avocats personnels de M. Trump. M. Comey a occupé le poste de directeur du FBI de 2013 à 2017. Il avait été nommé par l'ancien président Barack Obama et a été limogé au début du premier mandat présidentiel de M. Trump. Depuis que le FBI, sous sa direction, a ouvert une enquête sur l'ingérence présumée de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et ses liens potentiels avec la campagne de M. Trump, M. Comey est une "épine" dans le pied de M. Trump. En 2018, après son limogeage, M. Comey a publié le livre "A Higher Loyalty: Truth, Lies, and Leadership" (Une loyauté supérieure : vérité, mensonges et leadership), dans lequel il critiquait M. Trump comme étant "moralement inapte à être président".

R.I./Agences

AFFAIRE DU FINANCEMENT LIBYEN

L'ancien président français Nicolas Sarkozy écope de cinq ans de prison

L'ancien président français Nicolas Sarkozy a été condamné jeudi à cinq ans de prison avec mandat de dépôt à effet différé par le tribunal correctionnel de Paris et ce pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement libyen de sa campagne électorale de 2007. Selon les médias français, cette peine n'empêchera pas l'ancien président, au pouvoir de 2007 à 2012, reconnu coupable d'association de malfaiteurs, d'éviter la prison pour autant. Autrement dit, le mandat de dépôt différé avec exécution provisoire prononcé par le tribunal correc-

tionnel de Paris signifie qu'il sera convoqué dans un délai d'un mois par le parquet qui lui indiquera sa date d'incarcération. « La haine n'a donc décidément aucune limite », a déclaré Sarkozy après la lecture du jugement, visiblement sous la colère. « J'assumerai mes responsabilités [...] et s'ils veulent absolument que je dorme en prison, je dormirai en prison. Mais la tête haute », a-t-il ajouté devant les journalistes, clamant une nouvelle fois et aussi paradoxalement son innocence. L'ancien président français âgé de 70 ans a été reconnu coupable par la justice française d'association de malfaiteurs, mais non coupable des faits de corruption pas-

sive dans l'affaire des soupçons de financement par l'ancien guide libyen Mouammar Kadhafi de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007. Au cours des trois heures de lecture d'un jugement de 400 pages, la présidente du tribunal correctionnel de Paris a expliqué que Sarkozy était coupable d'association de malfaiteurs pour avoir laissé ses proches collaborateurs et soutiens politiques sur lesquels il avait autorité solliciter les autorités libyennes afin d'obtenir ou tenter d'obtenir des soutiens financiers en Libye en vue d'obtenir [le] financement de sa campagne de 2007.

R.I./Agences

IMPORTATIONS DE PÉTROLE RUSSE La Hongrie dénonce l'"hypocrisie" occidentale

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, a accusé jeudi certains pays d'Europe occidentale d'"hypocrisie" qui prétendent publiquement avoir cessé d'importer du pétrole russe, alors qu'ils continuent d'en acheter indirectement. M. Szijjarto a dit que la Hongrie ne représente que 2,2 % des exportations totales de pétrole brut russe, tandis que 97,8 % de ces exportations sont acquises par d'autres pays, selon un communiqué du ministère hongrois des Affaires étrangères et du Commerce. Il a défendu la dépendance de la Hongrie vis-à-vis de l'énergie russe, invoquant sa situation géographique enclavée et affirmant qu'un pipeline alternatif depuis la Croatie ne peut pas encore assurer l'approvisionnement complet de la Hongrie et de la Slovaquie voisine.

R.I.

SECURITÉ SPATIALE

L'Allemagne va investir 35 milliards d'euros dans les cinq prochaines années

L'Allemagne prévoit d'investir 35 milliards d'euros, soit environ près de 41 milliards de dollars, ces cinq prochaines années pour renforcer ses capacités en matière de sécurité spatiale, a annoncé jeudi le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius. S'exprimant lors du Congrès de l'espace organisé par la Fédération des industries allemandes à Berlin, il a déclaré que son pays allait accélérer la mise en place d'un système national de sécurité spatiale et collaborer avec ses partenaires européens et transatlantiques pour développer une architecture de sécurité fiable. Pour préserver ses intérêts, sa sécurité et sa liberté dans l'espace, l'Allemagne poursuivra une stratégie nationale coordonnée, encouragera l'innovation et approfondira la coopération internationale, a poursuivi Boris Pistorius. Les investissements prévus se concentreront sur l'amélioration de la résistance aux interférences, la construction de réseaux satellitaires multicouches, le développement de systèmes d'alerte précoce et de surveillance, ainsi que la mise en place d'un centre d'opérations militaires par satellite. Les forces armées allemandes développeront progressivement des structures capables d'assurer une dissuasion et une défense efficaces. "Les conflits futurs ne se dérouleront pas seulement sur terre, en mer ou dans les airs, mais aussi en orbite", a prédit M. Pistorius. "La paix et la sécurité ne sont jamais acquises, elles doivent être préservées".

R.I.

POUR RÉPONDRE À LA CRISE HUMANITAIRE AGGRAVÉE AU YEMEN

L'Union européenne débloque une aide supplémentaire de 40 millions d'euros

L'Union européenne a débloqué une aide supplémentaire de 40 millions d'euros pour permettre au Yémen de répondre à la crise humanitaire aggravée dans le pays et d'éviter le risque de famine, selon un communiqué publié jeudi par la Commission européenne. Le Yémen est confronté depuis des années à une guerre entre le groupe houthi et le gouvernement yéménite, qui a plongé 17,1 millions de personnes dans une insécurité alimentaire critique, selon le communiqué. Plus de 19,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, et près de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition, dont un demi-million dans un état grave. Le système de santé est au bord de l'effondrement, d'après la même source. Le total de l'aide humanitaire de l'UE accordée au Yémen s'élève à 120 millions d'euros pour l'année 2025, et à près d'un milliard d'euros depuis 2015. L'Union européenne est le principal donateur du Plan de réponse humanitaire pour le Yémen.

R.I.

NORD DE L'ÉQUATEUR

Au moins 17 morts lors d'une émeute dans une prison

Des nouveaux affrontements entre détenus survenues, jeudi, dans une prison d'Esmeraldas, dans le nord-ouest de l'Équateur, ont fait au moins 17 morts. Les violents heurts ont éclaté entre des détenus appartenant à des gangs rivaux. D'autres avaient déjà eu lieu lundi dans un établissement pénitentiaire à Machala, dans le Sud-Ouest, causant la mort de 13 détenus et d'un surveillant. Un conflit présumé entre deux gangs rivaux a éclaté dans une prison provinciale vers 03H00, heure locale, et des coups de feu ainsi que des cris ont été entendus, a déclaré le média local Primicias, citant des sources policières équatoriennes. Selon les premières conclusions de l'enquête policière, les violences ont fait au moins 17 morts. Les médias locaux ont indiqué qu'il pourrait y avoir d'autres victimes dans la prison.

R.I.

SELON LA RUSSIE

« Un drone ukrainien a tenté d'attaquer la centrale nucléaire de Koursk »

Un drone ukrainien a tenté d'attaquer la centrale nucléaire de Koursk-2, dans la ville de Kourchatov dans la région russe de Koursk, a rapporté jeudi le gouverneur de la région, Alexander Khinsein. Le drone a touché l'un des bâtiments en construction sur le site de la centrale, a indiqué M. Khinsein, ajoutant que la structure a été endommagée par des shrapnels, mais qu'il n'y avait aucun risque d'incendie. Aucune victime n'a été signalée, et la centrale nucléaire de Koursk-2 continue de fonctionner normalement, a-t-il indiqué. Les niveaux de radiations sont dans les limites normales de la centrale nucléaire de Koursk, a précisé ultérieurement son service de presse. La centrale nucléaire de Koursk-2, située à proximité de la frontière russo-ukrainienne, est en cours de construction dans le cadre d'un chantier énergétique majeur visant à remplacer la centrale vieillissante.

R.I.

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA

La ministre de la Culture et des Arts présente à l'ouverture

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, mercredi soir au théâtre régional Azzedine-Medjoubi d'Annaba, l'ouverture du 5ème Festival du film méditerranéen, en présence des autorités locales, de figures cinématographiques et de férus du 7ème art.



La ministre a souligné, dans une allocution prononcée à cette occasion, que l'Algérie est "le premier pays de la rive sud de la Méditerranée à créer un musée du cinéma (cinéma-thèque), ce qui traduit son leadership culturel et son rôle central dans la préservation de la mémoire visuelle de la nation". Mme Bendouda a déclaré que cela "illustre un long parcours de lutte artistique et d'engagement pour la culture en tant que valeur fondamentale dans la construction de l'identité nationale". Elle a rappelé que l'Algérie "a ouvert ses portes aux cinéastes du monde entier pour travailler et créer sur son sol, ce qui en a fait une passerelle culturelle reliant les deux rives de la Méditerranée, ainsi que d'est en ouest", ajoutant que le festival d'Annaba "représente une opportunité de découvrir le sens et les valeurs du cinéma dans une ville qui débord de beauté et d'ouverture". La ministre a conclu son discours en affirmant que le choix du slogan "Mémoire et avenir" pour cette

édition "reflète la combinaison des racines profondes de la nation et de ses grandes aspirations", soulignant que le bassin méditerranéen a été, à travers l'histoire, un carrefour des civilisations, produisant un patrimoine humain commun.

Le 5ème Festival du film méditerranéen d'Annaba, qui se poursuivra jusqu'au 30 septembre, voit la participation de 76 films produits dans 20 pays du pourtour méditerranéen, avec l'Espagne en tant qu'invitée d'honneur, La Palestine, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Espagne, l'Italie, la Turquie et la Grèce figurent parmi les pays présents à cet événement culturel dont les prix officiels sont répartis en plusieurs catégories, dont la "Gazelle d'Or" pour le meilleur long-métrage, le "Prix

spécial du Jury Spécial", ainsi que les prix du "Meilleur Réalisateur", du "Meilleur interprète masculin", de la "Meilleure interprète féminine", du "Meilleur Scénario", en plus du "Prix du Public", du prix de la Gazelle d'Or pour le "Meilleur Court-Métrage" et le "Meilleur Documentaire". Il a également été institué un prix "Amar Laskri" pour le court-métrage documentaires et, pour la première fois, un "Prix de l'Intelligence Artificielle".

La 5ème édition de ce festival se distingue également par l'introduction de nouvelles compétitions telles que "Annaba Talents 2025" et "Journées d'Annaba pour la production de longs métrages en phase de tournage et de post-production", ainsi que par la création d'un espace pour les courts métrages documen-

taires dans le cadre du prix "Amar Laskri". Plusieurs personnalités éminentes du cinéma méditerranéen et international seront honorées, à l'image du réalisateur algérien Ghaouti Bendeddouche, l'acteur égyptien Khaled El Nabawi, le réalisateur bosnien Danis Tanovi?, ainsi que le réalisateur grec Yorgos Lanthimos, lauréat d'un Oscar en 2002. L'autre particularité de cette édition est la présidence des jurys des compétitions officielles par trois lauréats d'Oscars, ce qui constitue une première en Algérie. Des jurys qui auront à évaluer des longs et des courts-métrages ainsi que des documentaires, en plus du concours lié à la réalisation de films avec l'aide de l'intelligence artificielle, avec la participation de personnalités arabes et internationales.

FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE COMIQUE

Hassan El-Hassani continue d'inspirer les jeunes talents

Trente-huit ans après sa disparition (le 25 septembre 1987), le comédien Hassan El-Hassani, de son vrai nom Hassan Bencheikh, continue d'inspirer les jeunes talents et reste présent sur la scène théâtrale algérienne à travers le Festival national du théâtre comique, organisé chaque année en hommage à sa brillante carrière artistique. Hassan El-Hassani, plus connu sous son nom artistique "Boubagra", a fait rire des générations entières et continue d'inspirer les jeunes générations de comédiens qui aspirent à assurer la relève, estime le commissaire du Festival national du théâtre comique, Saïd Benzergua. "L'ombre de Boubagra est toujours présente et, aussi bien son style que son répertoire, constituent une source d'inspiration pour les comédiens qui choisissent le théâtre comique dont s'est excellé le défunt Hassan El-Hassani", a indiqué M. Benzergua. Les amateurs du quatrième art et les mordus du théâtre comique gardent à l'esprit l'image de ce comédien qui a réussi à sortir du lot en incarnant le personnage de ce paysan naïf qui a su se faire adopter, d'abord, par le milieu artistique, puis par de larges couches de la population, lui assurant "une popularité qui n'était pas à la portée de ces contemporains", a-t-il estimé. Le nom de Hassan El-Hassani "restera gravé à jamais dans la mémoire des algériens et représente un pilier du quatrième art", affirme pour sa part, le dramaturge et comédien Hamid Barket, rappelant que "Boubagra était un militant de la cause nationale avant d'être un artiste". "Avant l'indépendance du pays, les forces coloniales ont voulu étouffer la voix de ce comédien en le mettant en prison, ignorant que cette éclipse allait forger sa personnalité et le pousser à s'investir pleinement dans l'art, comme moyen de lutte contre l'occupation", a ajouté M. Barket. Bou-

bagra était "doué pour le théâtre, faisait preuve d'ingéniosité quand il devait incarner un personnage et savait laisser sa touche personnelle", souligne encore Hamid Barket qui considère ce génie du théâtre comme "une source inépuisable pour les jeunes comédiens d'aujourd'hui". Hassan El-Hassani est né à Boghar, au sud-est de Médéa, le 21 avril 1916, et a suivi son cursus scolaire à sa ville natale où il a obtenu un certificat d'enseignement primaire. Avant d'embrasser sa carrière d'artiste, il était coiffeur à Ksar El-Boukhari puis à Berrouaghia, avant de se voir confier la gérance de la salle de cinéma Rex, dans la ville des Asphodèles (Berrouaghia). En 1940, lors d'une tournée théâtrale dans la région de la troupe du géant du théâtre algérien, Mahieddine Bachetaz, ce dernier a décidé de l'intégrer dans sa troupe. Sa première pièce, "Les rêves de Hassan", une satire sociale dénonçant le colonialisme, produite en 1945, le conduira en prison où il passe plusieurs mois et profite de cette incarcération pour monter des sketches qu'il joua au sein même de la prison. A sa libération, Hassan El-Hassani s'installe à la Casbah d'Alger et travaillera à nouveau comme coiffeur, sans jamais renoncer à sa passion : le théâtre. Il a créé le personnage de "N'inaâ" dans la pièce El Houria, jouée en 1950 sous le titre "Le complot", puis produira l'un des plus célèbres de ses spectacles, en l'occurrence "Ti goule ou ti goule pas" (tu dis ou tu ne dis pas). En 1953, il a été engagé à la télévision où il a joué, sous la direction de Mustapha Badie dans la pièce "La poursuite", et ralliera, au déclenchement de la guerre de libération nationale, les rangs de l'ALN. Après l'indépendance, il rejoint la troupe du Théâtre national algérien (TNA) et renonce au personnage de "N'inaâ" pour adopter son nouveau personnage "Boubagra" qui sera à l'ori-

gine de sa gloire et sa notoriété. Hassan El-Hassani a créé ensuite la troupe théâtrale des "Quatre-saisons", qui sillonna une décennie durant, toutes les régions du pays. Mais lorsqu'il a été élu député à l'Assemblée populaire nationale (APN) en 1976, la troupe a été dissoute. Galvaudé par une suite de succès sur les planches du théâtre, Hassan El-Hassani se lança dans le cinéma et décrocha plusieurs rôles dans des films qui vont le hisser au sommet de la gloire. Parmi ces films, "Le Vent des Aurès" (1966), "Hassan Terro" (1968) de Mohammed Lakhdar-Hamina, "Z" (1969) de Costa Gavras, "Les Aveux les plus doux" (1971) d'Edouard Molinaro, "Sanaoud" (nous reviendrons) (1972) de Mohamed Slim Riad, et le célèbre "Les Vacances de l'inspecteur Tahar" (1973), de Moussa Haddad. Il sera également à l'affiche de "Chronique des années de braise" (1975) de Mohammed Lakhdar-Hamina, "Les Déracinés" (1976) de Lamine Merbah, "Une femme pour mon fils" (1982) d'Ali Ghanem, "Les Folles années du twist" (1983) de Mahmoud Zemmouri, et "Les portes du silence" (1987) d'Amar Laskri. La maladie le contraignit de s'éloigner des studios de cinéma qu'il ne revivra plus jamais, puisqu'il décèdera le vendredi 25 septembre 1987, à l'âge de 71 ans. Pour honorer la brillante et longue carrière artistique de "Boubagra", un Festival annuel est consacré à son hommage à Médéa, et l'évènement draine à chaque édition de grands noms du théâtre et attire également de jeunes comédiens en quête de réussite. Le commissaire du Festival national du théâtre comique, Saïd Benzerga, affirme que cet évènement "témoigne du grand respect dont jouit cet artiste comédien qui a consacré, plus de quarante ans de sa vie au théâtre et au cinéma, et un clin d'œil à l'ami fidèle des populations des zones rurales".

FESTIVAL INTERNATIONAL DU MALOUF

Une soirée pleine de sonorités andalouses et d'émotion en clôture

Constantine a vibré mercredi soir, au rythme des dernières notes de la 13ème édition du Festival culturel international du Malouf qui a été clôturé au théâtre régional "Mohamed Tahar Fergani" dans une ambiance pleine de sonorités andalouses et d'émotion. Pour la soirée de clôture, le public a été plongé dans un univers de sonorités raffinées, où des noubas andalouses, portées par des artistes de renom, ont résonné avec une intensité particulière confirmant une fois de plus la capacité des sonorités du malouf à émouvoir, à transmettre et à rassembler. La soirée a été marquée par la présence de plusieurs figures emblématiques de ce genre musical à l'instar de l'artiste du Malouf Toufik Touati qui a livré une prestation remarquable empreinte de maîtrise et de sensibilité mettant en valeur son talent et la beauté de cette musique savante surtout lorsqu'il a interprété "Ya Ghazali Ya Malih" et "Nour Aâyni Anta Ghazali". La tunisienne Sirine Benmoussa avec beaucoup de finesse et virtuosité a conquis le public lorsqu'elle a chanté dans "Tabaâ Lahsine" (un mode musical au caractère émotionnel et spirituel), "El Kawnou llaykoumou Mouchtakoune", "Zad Ennabi Wa Frahna Bih", et "Haramtou Bik Nouâssi". La scène a vibré par la prestation authentique et pleine d'émotion de la star algérienne Fella Ababsa qui a offert un show digne des plus grandes soirées transportant l'auditoire dans un univers musical raffiné. Rejointe par l'artiste Adlène Fergani, la star a offert au public une parenthèse musicale inoubliable et ensemble ils ont interprété le célèbre morceau "Billahi Ya Hamami", un classique du répertoire andalou, dans une version émouvante chaleureusement saluée par le public. La soirée de clôture a été marquée par la présence du grand artiste du Malouf Ahmed Aouabdia qui n'a pas pu se produire sur scène pour des raisons de santé. Une communication téléphonique a été effectuée en direct avec le grand chanteur du Malouf Salim Fergani qui n'a pas pu assister à l'évènement pour des raisons de santé. A l'occasion de la clôture du 13ème Festival culturel international du Malouf qui s'est tenu du 20 au 24 septembre courant au théâtre régional "Mohamed Tahar Fergani", les artistes ayant animé les spectacles dans le cadre de cet évènement à travers des wilayas du pays ont été honorés.

Recette du jour



Poulet Crispy et Tagliatelles Alfredo

Ingrédients pour 4 personnes:

- 400 g Aiguillettes de poulet
- 500 g Tagliatelle
- 40 g Parmesan râpé
- 200 ml Crème liquide
- 60 g Chapelure panko
- 2 pièces Ail
- 1 Œuf
- 2 traits Huile d'olive
- 2 pincées Sel & poivre

Préparation de la recette

1. Découpez aromatiques
Faites bouillir une casserole d'eau salée pour cuire les tagliatelle.

Épluchez et hachez l'ail.

2. Crème de la crème
Chauffez une sauteuse ou une poêle à feu moyen avec un filet d'huile d'olive.

Faites-y suer l'ail 1 à 2 min en remuant.
Versez ensuite la crème (cf. quantité), salez, poivrez.
Portez à frémissements puis, coupez le feu.

3. Trempette

Versez la chapelure panko dans un bol.
Cassez et battez l'œuf (cf. quantité) dans un autre avec 3 càs* d'eau, salez et

poivrez.
Vous pouvez remplacer l'œuf par un yaourt.

Trempez le poulet dans l'œuf battu puis dans la chapelure.

4. Aller-retour
Chauffez une autre poêle à feu moyen avec un filet d'huile d'olive.

Faites-y cuire le poulet pané 3 min par face, jusqu'à ce qu'il soit doré et chaud à cœur.

Si besoin, baissez le feu en cours de cuisson pour éviter que ça ne brûle.

5. Sauce Alfredo

Plongez les pâtes dans l'eau bouillante pendant 3

min.
Conservez une louche d'eau de cuisson.

Égouttez les pâtes et plongez-les dans la crème puis, versez l'eau de cuisson et le parmesan dans la sauteuse.

Remuez à feu doux jusqu'à ce que la sauce soit onctueuse et enrobe bien les pâtes.

6. Creamy chicken

Servez le poulet pané avec les tagliatelles Alfredo et parsemez d'herbes fraîches si vous en avez !



Gâteau du Jour

Gâteau nuage chocolat



Ingrédients pour 8 personnes :

Le biscuit

- 3 oeufs (3 blancs + 2 jaunes)
- 100 g de sucre de canne
- 15 g de fécule de maïs
- 30 g de farine de riz
- 30 g de cacao non sucré

La mousse

- 170 g de chocolat noir
- 5 blancs d'oeufs

Matériel

batteur électrique
moule à charnière de 20 cm de diamètre
Rhodoïd
papier sulfurisé

PRÉPARATION.

Préchauffez le four à 180 °C



(th. 6). Montez les 3 blancs d'oeufs en neige en versant petit à petit le sucre de canne. Incorporez ensuite les jaunes. Tamisez la fécule de maïs, la farine et le cacao. Ajoutez-les délicatement au mélange précédent.

Découpez une feuille de papier sulfurisé du diamètre de votre moule et déposez-la dans le fond de ce dernier sans le beurrer. Versez la préparation. Enfourez pour 15 min. À la sortie du four, ne démoulez pas le gâteau.

Faites fondre le chocolat noir au bain-marie ou au micro-ondes. Montez les 5 blancs d'oeufs en neige et incorporez le chocolat noir. Placez un film Rhodoïd sur les parois internes du moule et versez la mousse sur le gâteau refroidi. Laissez reposer 4 h au réfrigérateur.

Passez une lame de couteau entre le moule et le Rhodoïd afin de décoller le gâteau des parois. Ouvrez la charnière et retirez le film.

Conseil du jour



Le saviez-vous ?



Le curcuma est un excellent soin pour le cuir chevelu.
Il apaise le cuir chevelu sensible.
Il se débarrasse de nombreux problèmes, comme les pellicules, les racines grasses, les démangeaisons.
Il est aussi très efficace pour lutter contre une chute de cheveux et stimuler sa repousse.



Bon à savoir !

Pourquoi faut-il faire une cure détox ?
Naturellement, l'élimination des déchets et toxines de notre organisme se fait par des organes spécialisés appelés les organes «émonctoires».

Il y a 5 organes émonctoires:
le foie, les reins, les poumons, la peau, les intestins.



Astuce du jour:



utilisations méconnues du papier d'aluminium

- Débarrassez les rouilles qui se fixent sur des objets métalliques (robinet, tuyau, ...) avec du papier d'aluminium.
- Aiguissez vos ciseaux avec du papier d'aluminium.
- Pour boucler les cheveux avec du fer à lisser, il n'y a pas meilleur allié.
- Le papier d'aluminium peut aussi être utilisé pour nettoyer les bijoux en argent

CITATION DU JOUR

« L'échec est l'épice qui donne sa valeur à la réussite. »

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRI AISSA BENSAÏKER - BARIKA
SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025 - PRIX : MAL AU COEUR - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Entre spécialistes des courses de vitesse

L'hippodrome de Barika a démontré de belles choses durant ce meeting en programmant chaque semaine de belles épreuves à caractère pour le grand bonheur des turfistes qui reviennent avec plaisir s'adonner à leur hobby préféré, assister à de passionnantes épreuves qui sont en train d'occuper le haut des affiches comme il en sera le cas ce samedi avec une course à caractère de bonne composition, elle réunira 14 coursiers de valeur sensiblement égale au même rond de présentation dans un parcours court ; les deux critères qui rendront cette épreuve très difficile à décortiquer : 1- l'égalité du niveau physique et technique des acteurs présent et la courte distance. Un 1200 mètres pour des chevaux chaud et vif et parcourant la liste de ce prix Mal au Coeur support au deux pari mutuel urbain quarté et quinté, on peut dire que la majorité des chevaux ont déjà été classés dans des parcours similaires à celui du jour, c'est dire si le pronostic reste compliqué en pareille circonstance car pratiquement tous les chevaux en lice ont des chances à passer même si certains d'entre eux qui ont réalisé des performances en dents de scie ne partiront pas vaincus d'avance, pour cela, il faut s'attendre à l'issue finale des derniers mètres de l'arrivée, sûr et certain que les cinq numéros gagnants vont rapporter gros, on rappelle que cette course est réservée aux chevaux de 3 ans et plus de race arabe n'ayant pas cumulé 172 000 DA en gains et places depuis le 1er avril 2025.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- OSCAR TUNE.** Il a foncièrement déçu à sa dernière sortie alors qu'il restait sur une probante 3ème place sur la même distance du jour, il peut se racheter car il à les moyens physiques et techniques.
- EL MORDJENE.** Malgré sa longue absence des pistes, alors qu'il restait sur de bons essais, il devrait logiquement se mêler à la lutte finale.
- AOURES.** Vu le lot présent ce mâle alean de 9 ans n'aura pas la tâche facile.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
AL. AOUAD	1	OSCAR TUNE	MS. GUEHIOUCHE	57	5	F. LAHMICI
M. LAMICI	2	EL MORDJENE	MS. AIDA	57	12	PROPRIÉTAIRE
BR. MESSAOUI	3	AOURES	AH. CHAABI	56	4	PROPRIÉTAIRE
S. ROUICHI	4	TOUBA	SH. BENYETTOU	56	6	PROPRIÉTAIRE
T. DLIH	5	DUARAYELLE (0)	A. LECHEHAB	56	10	AM. LACHEHEB
Y. TEDJANI	6	NEDJMAT EL FATEH	O. CHEBBAH	55	1	PROPRIÉTAIRE
Y. TEDJANI	7	CHALHANI	T. ALI OUAR	55	13	PROPRIÉTAIRE
H. BOURENANE	8	TAMNIA	AB. ATTALLAH	55	9	PROPRIÉTAIRE
ABS. LAHMICI	9	JOUMAN GHOZALLETTE	AB. AIDA	55	14	PROPRIÉTAIRE
A. HACENE	10	TF DAHBBIA	T. LAZREG	55	3	AT. FERHAT
MED. DERBALI	11	GHAZALET ESAHRA	A. KOUAOUCCI	55	11	PROPRIÉTAIRE
ABZ. KHODJA	12	DM. CHIHAB	CH. ATTALLAH	55	7	PROPRIÉTAIRE
M. BENKOUIDER	13	DARDALINE (0)	D. BOUBAKRI	54	2	O. GUITOUN
AM. RAS EL GHORAB	14	VITATUNE	AP. Y. CHELLAL	52	8	PROPRIÉTAIRE

4. TOUBA. Si on prend ses deux dernières sorties, cette jeune pouliche commence à avoir confiance dans les courses officielles, elle peut venir cette fois chambouler l'arrivée.

5. DUARAYELLE. Ce n'est pas un modèle de régularité, mais ce poulain de 4 ans qui n'est pas dépourvu de moyens devra sortir le grand jeu pour espérer répéter son excellente 5ème place du 12/09.

6. NADJMAT EL FATEH. Au-dessous du lot.

7. CHALHANI. Irrégulier dans ses productions, mais vu le lot de chevaux présent, ce mâle bai de 5 ans, peut venir créer une grande surprise.

8. TAMNIA. Cette pensionnaire de l'écurie Bourenane a échoué lors de sa dernière tentative sur 1300 mètres, cela suite à ses changements de partenaires à chaque fois, risque encore de trouver des difficultés dans ce pari.

9. JOUMAN GHOZALLETTE. Très en verve ces derniers temps, c'est une spécialiste des parcours réduits comme celui du jour, cette jeune coursière de 4 ans jouera les premiers rôles.

10. TF DAHBBIA. Elle vient d'être classée à deux reprises première des battus, cette fois son efficace AT. Ferhat a préféré confier cette belle femelle à un chevronné des courses T. Lazreg. Méfiance.

11. GHAZALET ESAHRA. En gros progrès cette pensionnaire de l'écurie Derbali qui

vient de terminer 2ème sur la même distance du jour, s'élancera avec de sérieuses ambitions cette fois encore.

12. DM. CHIHAB. Ce poulain de 3 ans, reste sur d'excellents résultats, cette fois il visera les premières marches du podium.

13. DARDALINE. Tout simplement est la première favorite de ce pari.

14. VITATUNE. Une femelle rapide vive et accrocheuse une place lui est réservée avec les lauréats.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

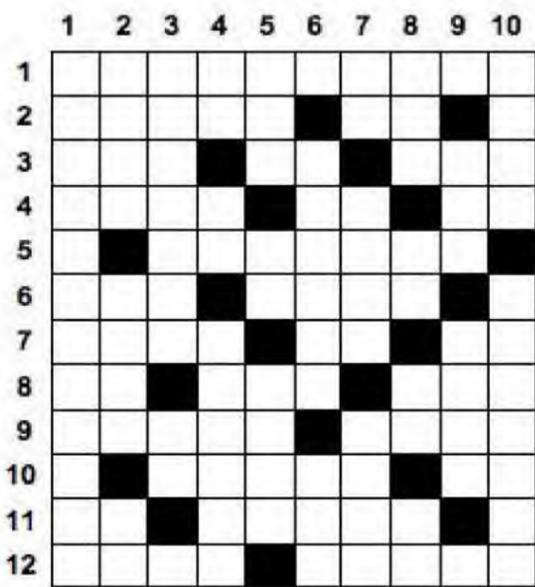
MON PRONOSTIC

13. DARDALINE - 12. DM. CHIHAB - 14. VITATUNE - 9. JOUMAN GHOZALLETTE - 1. OSCAR TUNE

LES CHANCES

11. GHAZALET ESAHRA - 4. TOUBA

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Cession - 2 - Talent - Héritage collectif - 3 - Franchit le cap - Tantale - Course de cycles - 4 - Administré - Moitié de huit - Dans la mêlée - 5 - De la consistance du sable - 6 - Pieu - Bouille - 7 - Clameur - Fin de participe - Romains - 8 - Anonyme - Meule - Regimba - 9 - Il se laisse duper facilement - Têtes de canards - 10 - Font surface - Spires d'Hitler - 11 - Indique le lieu - Punaises d'eau - 12 - Épreuve - Propager.

VERTICALEMENT

1 - Phobies des espaces vides - 2 - Blessé - Ancienne mesure de longueur - Arrivé en criant - 3 - Raboteuse - Parole d'enfant - 4 - En peine - En l'air - Effacé - 5 - N'est plus brouillon - Agent de liaison - Coin chaud - 6 - Ont donc été suivies - Dans le temps - 7 - Pronom - Sonde - Éculée - 8 - Baie nipponne - Cérium - Sur une borne - Samarium - 9 - Fait le hère - Décryptées - 10 - Foule - Faire des tas de choses.

Mots fléchés

Flatteries	Boisson anglaise	Drame nippon	Rouleurs sur pistes	Décidée
Adouci	Industries	Caché	Chef éthiopien	Mesurer
Déformée			Dévidoir	
Billet			Oppressée	
		Claqué		Copulative
		Expérience		Arsenic
Charges animales			Enzyme	
Sautés			Orateur grec	
		Située		Rudesse de goût
		En tenue		
Points de fuite			Brillait sur le Nil	
Bas de gamme			Heureux gagnant	
	Mise au courant			Bêtisiers
	Fleuve africain			
Lésé		Sisymbre		
Risque		Arrivés en criant		
		Nickel	Tête de canard	
		Fin de participe	Strontium	
Foules	Assemblées		Astate	
			Façon de rouler	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Elle fait le commerce d'objets d'occasion (11 lettres)

D	E	B	T	N	A	H	C	E	T	E	R	R	A	R	V	E	T
T	E	P	E	D	R	U	O	B	E	R	U	S	U	E	D	R	E
R	A	G	R	E	S	N	E	D	D	R	O	N	R	N	A	T	L
E	U	G	O	E	O	E	V	R	A	L	C	B	E	I	E	I	E
T	C	P	U	U	S	M	O	R	N	E	E	M	T	I	V	N	G
E	N	R	M	O	T	E	T	S	E	V	A	E	D	R	I	R	E
R	T	O	A	I	N	E	D	N	O	R	F	A	E	A	A	E	P
I	N	R	P	N	E	E	S	O	R	O	M	S	H	S	N	S	U
A	A	A	E	M	P	E	G	R	E	B	R	U	T	T	N	I	O
L	S	I	I	E	P	E	L	U	O	F	O	R	E	E	O	R	R
C	U	D	T	U	U	E	L	A	R	O	S	T	L	L	G	P	T
E	E	E	R	T	O	E	N	U	E	J	S	N	A	R	R	E	E
T	S	L	O	E	H	T	E	V	A	N	E	I	G	U	A	D	T
I	I	A	S	C	H	E	E	M	R	A	T	G	T	O	J	N	E
S	O	P	N	O	T	E	T	N	E	R	E	E	R	N	U	O	A
I	T	A	N	S	O	I	N	G	R	U	O	B	V	A	E	R	R
V	R	T	E	N	G	O	R	G	E	N	G	I	L	R	N	V	U
F	E	S	E	U	S	S	I	E	G	R	E	L	C	E	O	D	E

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

AMENDE - ARMEE - ARRETE - BERGE - BOURDE - BOURG - CHANT - CLAIRE - CLERGE - DEGOUT - DENSE - DIETE - ECRAN - ESSOR - EVENT - FOULE - FRANC - FRONDE - GALET - GRAND - GRAS - GROGNE - HAINE - HONTE - HOUPE - IMPUR - INTRUS - ISSUE - JARGON - JEUNE - LARVE - LIGNE - LIVRE - MEUTE - MORNE - MOROSE - NAVET - NORD - NOUGAT - ORALE - OURLET - ORVET - PÂLE - PONT - PRISE - RAID - RENTE - RONDE - SERPE - SOIN - SORTIE - TOISE - TRAITE - TROUPE - URAETE - USANT - USURE - VERBE - VESTE - VISITE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Achalandée - 2. Présages - 3. Pi - Si - Ripe - 4. Esse - E.V - Av - 5. Terriffa - 6. Is - Vif - Ise - 7. Aï - Âpre - 8. Sas - Ire - Nt - 9. A.M - Éteinte - 10. Narre - Naït - 11. T.N.T - Mue - EE - 12. Étal - Usure -

VERTICALEMENT :

1. Appétissante - 2. Crises - Amant - 3. Hé - Sr - As - R.T.A - 4. Asservi - Er - 5. Lai - Il - Item - 6. Ag - Effaré - UU - 7. Nervi - Peines - 8. Dsi - Air - Na ! - 9. Pa - Sentier - 10. Élevée - Tétée.

MOTS FLÉCHES

HORIZONTALEMENT :

Versatiles - Repère - Me - Réside - O.P - Ice - Mûre - Cals - Tarir - El - Arias - Orées - Égée - Es - Sa - Cr - Murènes - Sures - Te - Entée - Tués.

VERTICALEMENT :

Gère - Aérer - Résilles - St - Aspics - Mue - Aède - Assuré - Âtre - Tr - Are - le - Maie - Est - Il - Ouragan - Emprise - Été - Usé - Er - Esses.

MOTS MASQUÉS GRIVÈLERIE

La NASA lance trois nouvelles sondes consacrées à la météorologie spatiale

La NASA a lancé mercredi trois nouvelles sondes météorologiques spatiales, les envoyant dans un voyage de plus d'un million de kilomètres pour étudier l'influence du Soleil sur la Terre et son environnement spatial. Une fusée transportant les trois engins spatiaux a décollé à 07H30, heure de l'est des Etats-Unis (11H30 GMT), du centre spatial Kennedy de la NASA, en Floride. La NASA a ensuite confirmé que les trois appareils avaient été déployés avec succès et qu'ils étaient désormais en route vers leur destination, le premier point de Lagrange Terre-Soleil, situé à environ 1,5 million de kilomètres de la Terre en direction du Soleil. Les trois sondes sont la sonde Interstellar Mapping and Acceleration Probe de la NASA, l'observatoire Caruthers Geocorona de la NASA et le vaisseau spatial Space Weather Follow On-Lagrange 1 de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Selon la NASA, chaque appareil se concentrera sur différents aspects du vent solaire et de la météorologie spatiale. Les données collectées permettront d'améliorer la compréhension scientifique de l'impact du Soleil sur l'habitabilité de la Terre, d'aider à cartographier notre place dans le système solaire et de renforcer les efforts visant à protéger les satellites, les astronautes et les équipages des compagnies aériennes contre les effets néfastes de la météorologie spatiale, a déclaré la NASA.

Deux adolescents tués par balle dans une école au Brésil

Deux adolescents ont été tués par balle jeudi sur le parking d'un établissement scolaire du nord-est du Brésil, ont annoncé les autorités locales, faisant également état de trois blessés. La fusillade a eu lieu à Sobral, ville d'environ 200.000 habitants de l'Etat du Ceara. "Les suspects ont tiré depuis le trottoir à l'extérieur de l'école et ont atteint des victimes qui se trouvaient sur le parking" situé dans l'enceinte de l'établissement, ont indiqué les services de sécurité locaux dans un communiqué. Aucun détail n'a été fourni sur les motivations des suspects, qui sont toujours recherchés par la police. Les victimes n'ont pas encore été identifiées. "De la drogue, une balance et des emballages ont été trouvés sur une des victimes", ont précisé les services de sécurité.

Saisie de 11 kg de drogue dure et arrestation de deux suspects à M'sila

Les services de la sûreté de wilaya de M'sila ont saisi, au cours de la semaine dernière, dans le cadre d'une opération conjointe avec les services des Douanes algériennes, une quantité considérable de drogue dure de type "cocaïne" d'un poids total de 11 kg, et arrêté deux personnes suspectées d'implication, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La même source a indiqué que les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention, relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de M'sila, ont entamé des investigations minutieuses sur



l'activité d'un réseau criminel qui préparait le transport d'une cargaison de stupéfiants et de substances psychotropes à partir des wilayas du Sud du pays. Cela

a permis d'identifier un véhicule suspect et de l'intercepter dans la wilaya de Laghouat, en coordination avec la brigade régionale de lutte contre la contrebande

relevant des Douanes algériennes. La même source sécuritaire a fait savoir qu'après une fouille minutieuse du véhicule, 11 kg de cocaïne ont été découverts, soigneusement dissimulés derrière les phares avant de la voiture, en plus d'une somme d'argent estimée à 18.000 dinars, supposée être des revenus de la vente de drogue. Poursuivant les enquêtes, les mêmes services ont réussi à identifier un second suspect et à l'arrêter dans l'une des wilayas voisines, avant que les deux individus arrêtés ne soient présentés devant le procureur de la République près le tribunal de M'sila, selon la même source.

Sûreté d'Alger: saisie de 2 kg de kif traité et arrestation de 5 individus

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à la saisie de 2 kg de kif traité et à l'arrestation de 5 individus impliqués dans une affaire de possession, de stockage et de trafic de drogue, a indiqué jeudi un communiqué des mêmes services. Cette affaire, traitée par la Brigade de lutte contre la grande criminalité de la Division ouest de la Police judiciaire d'El Biar, "fait suite à l'exploitation d'une information reçue par le même service, selon laquelle il existe un groupe criminel impliqué dans le trafic de drogue, suite à quoi, la Police judiciaire, après avoir ouvert une enquête, a procédé à l'identification et à l'arrestation des mis en cause". Cette opération, ajoute le même communiqué, "a permis la saisie de 845 comprimés psychotropes, de 2 véhicules et d'une moto utilisée pour le transport de ces poisons". "Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa, conformément au dossier de procédures pénales", selon la même source.

L'APS lance son nouveau site web



Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, accompagné du directeur général de l'agence Algérie presse service (APS), M. Samir Gaïd, a présidé mercredi, la cérémonie de lancement officiel du nouveau site web de l'APS. À cette occasion, le ministre a exprimé ses félicitations à l'ensemble des cadres et des employés de l'agence pour leur travail, qui contribue, a-t-il dit, à valoriser l'image de l'Algérie et à faire entendre sa voix lors de divers événements et manifestations. Le ministre a considéré que "le lancement du nouveau site de l'agence (www.aps.dz) est un indicateur clair de son engagement dans la stratégie nationale de cybersécurité, à laquelle le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance". Après avoir souligné que "l'APS a été et reste ciblée numériquement", M. Bouamama a affirmé que le lancement du nouveau site, réalisé à 100% par des compétences de l'APS, "prouve l'existence d'une ressource humaine algérienne qualifiée capable de relever le défi".

Signature d'un accord stratégique entre l'USTO et Ferruz Algérie

L'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf a signé une convention de partenariat stratégique avec la société Ferruz Algérie, fournisseur de Stellantis Algérie et acteur majeur de l'industrie mécanique nationale, en vue de renforcer la coopération entre la formation universitaire et le développement industriel, a indiqué, jeudi, un communiqué de l'université. Grâce à cette convention, signée



mercredi 24 septembre, l'Université confirme son rôle de leader dans la valorisation des compétences nationales. Dès cette rentrée universitaire, 11 étudiants de l'Institut

des Sciences Appliquées et de la Technologie intégreront Ferruz Algérie dans un dispositif combinant études et travail, selon la même source.

Cette initiative représente, selon le communiqué, un exemple concret de l'impact de l'enseignement supérieur sur le développement industriel et la création de valeur

ajoutée pour l'économie nationale. La cérémonie de signature de cette convention, qui reflète une volonté commune de renforcer les passerelles entre le monde universitaire et le secteur économique, s'est déroulée en présence du recteur de l'Université, Ahmed Hamou, du directeur général de Ferruz Algérie, Fouad Batouche, et de cadres des deux établissements. Installée en Algérie depuis 2025, Ferruz Algérie a rapidement consolidé sa position de maillon essentiel dans l'industrie automobile nationale, notamment à travers l'assemblage de roues et la fabrication de jantes.

EXPRESS-HISTORIQUE

Le prix amer du bien (11)



AUX POINGS

« L'Afrique ne peut plus rester marginalisée (...) C'est un continent d'avenir, de jeunesse, de potentiel auquel nous devons garantir une participation pleine et entière aux décisions mondiales. Je le dis, je le dis avec force: l'Afrique mérite une représentation permanente au sein du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Denis Sassou-Nguesso, le président de la République du Congo



SILENCE FACE AUX APPELS DE L'ONU

L'inaction coupable de la FIFA et l'UEFA

Trois experts de l'ONU réclament l'exclusion d'Israël pour « génocide » à Ghaza, pendant que Washington s'érige en protecteur de son allié et bloque toute sanction. Dans ce climat, la FIFA et l'UEFA s'enferment dans une neutralité douteuse, qui ressemble moins à de la prudence qu'à une fuite en avant.



PH : DR

Depuis octobre 2023, Ghaza vit au rythme des bombardements. Des milliers de civils sont morts, plus d'un millier d'athlètes palestiniens auraient péri, des stades ont été réduits en poussière. Malgré cela, le football international continue de tourner comme si de rien n'était. Les clubs israéliens jouent toujours, simplement relocalisés en Serbie ou en Hongrie. Israël reste pleinement intégré aux compétitions européennes.

L'UEFA, dirigée par Aleksander Ceferin, a été prise dans une rumeur révélatrice. Mardi dernier, des informations ont circulé sur une réunion d'urgence de son comité exécutif pour trancher la question israélienne. L'instance s'est empressée de démentir, confirmant que la prochaine réunion aura bien lieu le 3 décembre, à Nyon, comme prévu. En d'autres termes : pas de traitement spécial, pas de débat immédiat. Une inertie d'autant plus choquante que la Russie avait été exclue en quelques jours seulement après son invasion de l'Ukraine.

WASHINGTON, ARBITRE INVISIBLE

La clef se trouve sans doute de l'autre côté de l'Atlantique. Les États-Unis ne s'en cachent même pas. Par la voix de leur département d'État, ils ont déclaré à Sky News : « Nous mettrons tout en œuvre pour mettre un terme à toute tentative visant à exclure l'équipe nationale israélienne de la Coupe du monde ». Cette déclaration, brutale, sonne comme un

avertissement adressé directement à la FIFA et à l'UEFA. Mais au-delà des mots, elle révèle le cynisme du pouvoir américain : la défense du sport ne passe plus par des principes, mais par des alliances stratégiques.

En 2022, Washington n'avait pas levé le petit doigt contre l'exclusion de la Russie, bien au contraire. Aujourd'hui, face à Israël, il brandit son poids diplomatique pour imposer un traitement de faveur. Deux poids, deux mesures, encore une fois, qui discréditent totalement le discours occidental sur les « valeurs universelles » et la « défense des droits humains ».

INFANTINO ET CEFERIN, OTAGES OU COMPLICES ?

Face à cette pression, les patrons du football mondial paraissent, soit résignés, soit complaisants. Gianni Infantino, président de la FIFA et proche de Donald Trump, se réfugie dans des discours creux sur la paix et « le rapprochement des peuples ». Aleksander Ceferin, lui, se cache derrière une neutralité de principe qui, dans les faits, légitime le statu quo.

Pourtant, les experts de l'ONU ont été clairs. Alexandra Xanthaki et ses collègues ont rappelé que le sport ne peut ignorer un génocide. L'histoire l'a prouvé : l'Afrique du Sud de l'apartheid, la Yougoslavie en guerre, ou encore la Russie

récemment. Pourquoi Israël ferait-il exception ?

UN FOOTBALL MENACÉ DE FRACTURE

L'immobilisme actuel n'est pas sans danger. L'Espagne a déjà menacé de boycotter la Coupe du monde si Israël se qualifie. D'autres pays pourraient suivre, créant une crise majeure dans l'organisation de la compétition. La FIFA, en prétendant ne pas vouloir « politiser » le football, est en réalité en train de l'exposer à une fracture historique.

Pendant ce temps, à Ghaza, le sport palestinien meurt à petit feu. La Fédération palestinienne déplore la perte de ses athlètes, la destruction de ses installations, et le silence des grandes instances. La mort de Suleïman Al-Obeid, surnommé le « Pelé palestinien », symbolise ce drame. Et face à ce carnage, la FIFA et l'UEFA n'opposent qu'une indifférence calculée.

À force de céder aux pressions politiques, la FIFA et l'UEFA ne défendent plus le football : elles en trahissent l'essence. Combien de temps pourront-elles encore brandir leur neutralité sans que celle-ci ne soit perçue comme une complicité ?

Mohamed Amine Toumiat

LE SUCCÈS DE L'IATF, LE NOUVEAU GOUVERNEMENT, LA NUMÉRISATION, SES VACANCES...

Le président Tebboune face à la presse

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé, hier, une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale dont la diffusion a été programmée pour hier soir, à partir de 21h00, sur les chaînes de la Télévision et de la Radio nationales.

Faisant le bilan de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025) qui s'était déroulée du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, le président de la République a estimé que le mérite de la réussite de cet événement africain revient aux capacités organisationnelles de l'Algérie. Concernant le nouveau gouvernement de Sifi Ghrieb nommé le 14 septembre dernier, le président Abdelmadjid Tebboune a jugé que le Premier ministre est un homme de terrain et que sa présence à la tête de l'Exécutif est de nature à créer une complémentarité avec tous les autres membres du staff. Abordant le secteur stratégique de l'agriculture qui a vu l'arrivée à sa tête de Yacine El-Mahdi Oualid, le Président dira qu'il était temps de procéder à sa modernisation et à la numérisation de ses services. « L'agriculture est une science, ce sont des techniques », a-t-il affirmé, soulignant que le dossier de la numérisation comme objectif doit être ficelé à la fin de l'année en cours. Faute de quoi, nuance et martèle le chef de l'État, « je prendrai des mesures radicales ». Sur le plan économique, le Locataire d'El-Mouradia a annoncé un taux d'inflation au-dessous de la barre de 4%. Un résultat réalisé grâce à des « Algériennes et des Algériens dont je suis fier », a-t-il témoigné. Autres questions auxquelles le Président a répondu, la révision de la loi sur les partis politiques qui, selon lui, a touché les aspects techniques. Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a évoqué ses vacances estivales en réponse à une question de l'un des trois journalistes qui l'ont interviewé.

Farid Guellil



PENSÉE

Le défunt Ibrahim Lamhel, déjà 10 ans sont passés depuis ton départ éternel, un 26 septembre 2015. Mais tu es toujours là dans nos cœurs pour ta bonté, tes belles années remplies d'amour et de tendresse d'un grand époux, un cher papa et un grand-père affectueux, généreux, un ami précieux et un voisin serviable. Nous ne t'oublierons jamais...

Une grande pensée à toi nous réchauffe le cœur, ton âme restera gravée dans les cœurs de toute la famille Lamhel...

À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.

اللهم اني ارجو اني اجوز

SOUS-RIRE

Vers l'élargissement du Mondial à 64 équipes en 2030

À CE RYTHME, ON VA POUVOIR PARTICIPER NOUS AUSSI !!



MAËS

BE/FAÇON